



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Implications des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (Rio+20) pour l'Afrique du Nord





Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Implications des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (RIO+20) pour l'Afrique du Nord



Implications des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (RIO+20) pour l'Afrique du Nord

Publiée par le Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des
Nations Unies pour l'Afrique (CEA-AN)
Avenue Attine - Secteur 3-A5
B.P. 2062 Rabat Riad
Hay Riad, Rabat
Maroc

Site internet : www.uneca.org/sro-na

Cette publication a bénéficié entre autres des conclusions et recommandations de la réunion d'experts:
« Rio+20: avancées et enjeux pour l'Afrique du Nord » organisée par le Bureau CEA-AN, à Rabat, Maroc,
le 7 mars 2012.

La publication a été coordonnée sous la direction de Mme Karima Bounemra Ben Soltane, Directrice du
Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, par Mme
Marieme Bekaye, Economiste chargée du développement durable. Ce rapport a bénéficié des
contributions techniques du Dr. Abdelkader Mohamed Saleck.

© CEA-AN, 2013
Tous droits réservés

*Toute partie de la présente publication peut être citée ou reproduite. Il est cependant demandé d'en
informer le Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire
parvenir un exemple de la publication.*

Sommaire

AVANT PROPOS.....	VII
RESUME.....	ix
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I. BILANS REGIONAL ET NATIONAUX DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DURABLE	3
1.1- Analyse du contexte et des enjeux	3
1.1.1 Bilan économique	3
1.1.2 Bilan social.....	12
1.1.3 Bilan environnemental	16
1.2- Le profil synthétique du développement durable de la sous-région	26
1.2.1 Les problématiques communes.....	26
1.2.2 Les problématiques communes aux pays à profils similaires.....	26
1.2.3 Les problématiques spécifiques.....	27
1.3- Les grands défis à portée régionale	27
1.3-1 Sur le plan environnemental	28
1.3-1.1 Les ressources en eau et en sols.....	28
1.3-1.2 Les énergies renouvelables	28
1.3-1.3 Ressources naturelles et changements climatiques	29
1.3-2 Sur le plan économique.....	29
1.3-3 Sur le plan social	30
CHAPITRE II. LES RECOMMANDATIONS DE LA CONFERENCE DE RIO+20 ET LEURS IMPLICATIONS SUR LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DURABLE DES PAYS	33
2.1- Les Principaux résultats issus de la Conférence Rio+20	33
2.2- Implications majeures des recommandations de Rio +20 sur les politiques de développement durable.....	34
2.2-1 Le cadre institutionnel et stratégique du développement durable	34
2.2-2 Les moyens de mise en œuvre	35
2.2-2.1 Les financements	35
2.2-2.2. Renforcement des capacités.....	37
2.2-2.3. Développement et transfert de technologies.....	38
2.2-3. Les Objectifs de Développement Durable	39
2.2-4. L'économie verte	40
2.2-5. Les Changements climatiques.....	41
2.3- Les implications par pays membre	42

CHAPITRE III. PROPOSITION DE LIGNES DIRECTRICES MAJEURES	43
3.1- L'intégration efficiente des trois piliers du développement durable	43
3.2- L'Agriculture durable et la sécurité alimentaire	45
3.3- La croissance verte, la réduction de la pauvreté et l'emploi.....	45
3.4- Les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophes.....	47
3.5- La désertification, la sécheresse, la dégradation des sols et les ressources en eau	48
3.6- Les énergies durables	49
3.7- L'intégration de l'éducation dans une vision durable	50
3.8- La gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité	50
3.9- Les villes durables et la gestion des pollutions.....	51
3.10- Les objectifs du Développement Durable	51
3.11- Le renforcement des capacités et l'égalité de sexes.....	52
3.12- L'intégration régionale	52
CONCLUSIONS	55
BIBLIOGRAPHIE.....	59
ANNEXE.....	60

Liste des Acronymes

APD	Aide publique au développement
BAD	Banque africaine de développement
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CER	Communauté économique régionale
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement
CUA	Commission de l'Union africaine
DAES	Département des affaires économiques et sociales de l'ONU
DIVECO	Programme de Diversification Economique
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
IDE	Investissements Directs Etrangers
IDH	Indice de développement humain
IPE	Indice de Performance Environnementale
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
NU	Nations Unies
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PSM	Plan Solaire Méditerranéen
RIM	République Islamique de Mauritanie
Rio+20	Conférence des Nations Unies sur le développement durable
UA	Union africaine
UMA	Union du Maghreb Arabe

AVANT PROPOS

Le document intitulé : « *L'avenir que nous voulons* », adopté à l'issue du Sommet de Rio+20 réaffirme les engagements de la communauté internationale à donner une nouvelle impulsion au partenariat mondial pour le développement durable lancé à Rio de Janeiro en 1992. Il plaide pour l'adoption d'approches globales intégrées et équilibrées du développement durable, conformes aux principes de Rio, au Programme d'Action 21, au Plan de mise en œuvre de Johannesburg ainsi qu'aux autres programmes et plans d'action convenus à l'issue des grands sommets économiques, sociaux et environnementaux. Il met l'accent sur le caractère fondamental et prioritaire de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le document final de Rio+20 confère un rôle important aux commissions régionales des Nations Unies dans le cadre du suivi des résultats de la Conférence, notamment pour faciliter l'élaboration et la coordination des perspectives et contributions régionales aux processus mondiaux relatifs au développement durable.

La présente publication s'inscrit dans le cadre du suivi des résultats de Rio+20 et de la préparation à l'échelle globale de propositions d'objectifs de développement durable (ODD) post 2015, par le Groupe de travail ouvert sur les ODD de l'Assemblée générale des Nations Unies. Elle fait également suite à la réunion d'application de l'Afrique sur les conclusions de Rio+20, organisée par la CEA en préparation de la 20^{ème} session de la Commission du Développement Durable des Nations Unies (Addis-Abeba, Éthiopie, novembre 2012).

Elle vise, à travers l'analyse du contexte nord-africain et des questions majeures de développement, à formuler une perspective régionale post Rio+20 et à proposer des lignes directrices pour orienter les pays vers une intégration efficace des principes et des objectifs du développement durable dans leurs politiques et programmes de développement. Elle prend en compte les différentes réalités nationales et souligne la nécessité de transformer les économies pour promouvoir une croissance partagée et inclusive qui considère les exigences environnementales (préservation de l'équilibre écologique, optimisation de l'utilisation des ressources naturelles) et les incidences des changements climatiques. Le document met en exergue le rôle central que doit jouer l'intégration régionale pour le développement durable de la sous-région.

En Afrique du Nord, la mise en œuvre des politiques de développement durable a été en grande partie limitée par la faiblesse des capacités de gouvernance environnementale et le manque d'opérationnalité des mécanismes institutionnels en place, qui n'ont pas favorisé la cohérence et la coordination des efforts ni une intégration équilibrée des trois dimensions du développement durable. Des lacunes ont également été constatées en matière de participation de la société civile, des entreprises et des acteurs locaux. Les insuffisances en matière de disponibilités de données environnementales fiables et d'intégration de la valeur économique des ressources naturelles dans les systèmes de comptabilité nationale limitent la formulation de politiques durables à même de répondre aux défis interdépendants de la région : dégradation des ressources naturelles et de l'environnement, transition démographique et inégalités sociales, pauvreté, sécurité alimentaire et énergétique, chômage, rareté de l'eau, changement climatique et gouvernance.

La transition vers des modèles de développement plus inclusifs et respectueux de l'environnement implique aussi des investissements plus conséquents dans le capital naturel et l'innovation. Si les pays considèrent aujourd'hui que l'économie verte est une opportunité pour répondre à ces défis, de par son potentiel à générer de nouvelles sources de croissance et à créer des emplois durables, ils devront mettre en place des stratégies efficaces de financement qui font appel à l'identification de sources innovantes de financement et des modèles de partenariats susceptibles notamment de favoriser la mobilisation des ressources intérieures et réduire les déficits budgétaires.

Pour répondre à ces enjeux, le rapport propose des lignes directrices qui se déclinent autour de sept thématiques sectorielles :

- L'Agriculture durable et la sécurité alimentaire ;
- La croissance verte, la réduction de la pauvreté et l'emploi ;
- Les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophes ;
- La désertification, la dégradation des sols et les ressources en eau ;
- Les énergies durables ;
- La gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité ;
- Les villes durables et une gestion équilibrée des territoires.

Et six orientations transversales :

- L'intégration efficiente des trois piliers du développement durable ;
- L'intégration du système éducatif dans les stratégies de développement durable ;
- Le renforcement des capacités humaines et l'intégration du Genre ;
- L'adaptation des cadres institutionnels, stratégiques et juridiques ;
- La mobilisation des financements et le partenariat ;
- Le développement et le transfert de technologies ;
- Les Objectifs du Développement Durable ;
- L'intégration régionale.

Ce travail a pour objectif de fournir aux décideurs politiques nationaux et à l'Union du Maghreb Arabe (UMA) des orientations stratégiques pour la formulation d'un agenda post Rio +20, à même de favoriser la réalisation effective du développement durable, répondre aux nouveaux défis et renforcer le partenariat régional. Il constitue en outre, une contribution aux processus en cours aux niveaux régional et continental pour l'élaboration des Objectifs de développement durable (ODD) pour l'Afrique.

Karima Bounemra Ben Soltane
Directrice Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord

Résumé

Rio+20 a été une opportunité pour tous les pays d'Afrique du Nord de renouveler leurs engagements à œuvrer en faveur de l'avènement d'un monde solidaire répondant aux aspirations des générations actuelles tout en préservant le droit des générations futures à jouir d'un univers viable. Cette rencontre a aussi été l'occasion pour ces pays de souligner la vulnérabilité de leurs économies respectives, l'état de dégradation avancée de leurs ressources naturelles ainsi que la persistance de la pauvreté et des inégalités, et ce, malgré les efforts importants qui ont été consentis.

Pour relever l'ensemble de ces défis et faire face aux crises économiques, climatiques, énergétiques, alimentaires et sociales, les Etats d'Afrique du Nord ont pris l'engagement de redoubler d'efforts pour renforcer la convergence entre les trois piliers du développement durable dans le cadre d'une gouvernance plus participative, transparente et démocratique.

C'est dans ce contexte que le Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique s'est proposé de réaliser une analyse stratégique des implications des engagements de Rio+20 sur les politiques et programmes des pays d'Afrique du Nord. La présente étude se fixe pour principal objectif de fournir aux décideurs politiques nationaux de chaque pays et à l'Union du Maghreb Arabe (UMA) des orientations stratégiques pour la formulation d'un agenda post Rio+20. La réalisation de ce travail s'est articulé autour de trois phases : (i) examen des enjeux, acquis et contraintes de la mise en œuvre du développement durable depuis Rio 92 jusqu'à aujourd'hui ; (ii) revue des principales recommandations issues de Rio+20 et mise en exergue de leurs implications aussi bien à l'échelle du développement de la sous-région qu'au niveau de chaque pays ; enfin (iii) proposition de lignes directrices majeures pouvant orienter les pays de la sous-région vers une prise en compte efficace des principes, enjeux et objectifs du développement durable pour les dix à vingt années futures (horizon 2030).

Conscients des liens étroits qui existent entre les problèmes environnementaux, sociaux et économiques, les pays de la sous-région ont su accorder une place importante à la prise en compte des objectifs et principes du développement durable dans leurs politiques et programmes. Ils ont signé la majeure partie des protocoles et conventions liés au développement durable, mis en place des cadres institutionnels relativement adaptés, et engagés des stratégies, programmes et plans d'actions ciblés. Par cette voie, des progrès importants, mais différenciés selon le pays, ont été accomplis. Les contextes politique, économique et social, la typologie des questions environnementales, le niveau de prise de conscience et d'éducation, la participation des acteurs ou encore les enjeux de développement autour des ressources naturelles ont représenté les clés de succès ou d'échec dans la réalisation du développement durable de chaque pays. Des expériences réalisées par certains pays de la sous-région représentent aujourd'hui de véritables réussites aussi bien à l'échelle de l'Afrique du Nord, du Continent qu'à l'échelle mondiale (notamment dans les domaines de la lutte contre la désertification, de la gestion intégrée des ressources en eau, du développement agricole, ou encore plus récemment dans celui des énergies renouvelables). Sur la base de l'analyse des expériences de chaque pays telles qu'elles ont été restituées à travers les différents rapports nationaux et sous-régionaux en relation avec le développement durable, un bilan a été présenté pour chacun des piliers du développement durable.

Les sept pays connaissent, à des degrés différents, le problème de la désertification qui détruit le potentiel biologique des sols et dont les conséquences sont la raréfaction de l'eau, la baisse de la productivité des terres, la perte de la biodiversité et la dégradation de la qualité de la vie. Parmi les causes, certaines sont d'origine naturelles, d'autres sont évidemment liées à l'action de l'homme (surexploitation des ressources naturelles, inefficacité des politiques publiques et des systèmes de suivi des ressources naturelles, faible concertation entre les différents acteurs, absence de vision à long terme...). Bien que ces problématiques soient partagées, dans un espace géographique et économique commun, les politiques nationales destinées à lutter contre ces phénomènes sont diversement menées par les États, sans concertation spécifique, et dont l'efficacité dépend bien souvent des moyens financiers disponibles, en provenance le plus souvent de la coopération internationale. C'est pour pallier ce manque de concertation autour de ces enjeux et favoriser, par la même occasion, l'intégration régionale, que l'UMA a mis en place un plan d'action sous-régional de lutte contre la désertification (2011-2020) et une vision stratégique agricole maghrébine à l'horizon 2030.

La sécurité énergétique est un autre enjeu régional important. La demande énergétique, notamment celle de l'électricité est en augmentation régulière et les besoins demeurent majoritairement couverts par une énergie fossile subventionnée. L'important potentiel en énergies renouvelables (ER) est encore largement sous exploité (1 à 2% hors hydroélectricité) et les capacités actuelles de production d'électricité ne permettent pas de satisfaire la demande qui selon les prévisions devraient doubler d'ici 2020. Pour sortir de cette situation, les

pays ont engagé à des degrés différents, une réforme de leur politique énergétique visant, à promouvoir l'efficacité énergétique (EE), à diversifier le mix énergétique et à exploiter leur potentiel d'énergies renouvelables, à travers l'installation de parcs éoliens, de centrales thermosolaires et photovoltaïques. Des projets à grande échelle sont planifiés dans la région. Certains sont en cours de mise en œuvre au Maroc, en Algérie, en Egypte et en Libye.

Les changements climatiques, enjeu majeur du développement durable de la sous-région, risquent d'impacter, à court terme, la vie des populations et d'accentuer la dégradation des ressources naturelles. Les émissions, toujours plus importantes, de gaz à effet de serre, les modifications constatées de la pluviométrie et des températures, les risques d'élévation du niveau de la mer et la recrudescence des épisodes climatiques extrêmes sont autant de signes aujourd'hui visibles et de défis à relever pour cette région. Il devient urgent de mettre en place des actions d'adaptation et d'atténuation des effets climatiques et d'intégrer définitivement cette problématique dans les politiques, programmes et projets aux échelles locales, nationales et sous-régionale. Les efforts déjà fournis dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, du transport et de l'industrie doivent être élargis et renforcés. L'exploration de modes de financements innovants et appropriés ainsi que l'élaboration de plans prévisionnels de gestion des risques et des catastrophes sont des priorités dans ce domaine.

Sur le plan économique, malgré les progrès accomplis et l'avènement de certaines conditions favorables à grande échelle (augmentation des cours du Pétrole et de certains minerais, signature de certains accords commerciaux intéressants...), il subsiste un certain nombre de contraintes qui freinent la dynamique économique de la région et qui méritent d'être levées. Parmi ces contraintes, on peut citer : (i) la vulnérabilité des économies aux aléas climatiques et leur forte dépendance vis-à-vis des ressources naturelles ; (ii) la faible diversification et une industrialisation limitée (iii) Une croissance économique insuffisante pour générer suffisamment d'emplois.

Sur le plan social, les pays de la sous-région, excepté la Mauritanie et le Soudan, connaissent un développement humain régulier, avec notamment de véritables acquis en matière de lutte contre la pauvreté et des progrès appréciables vers l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement à l'horizon 2015. Toutefois, cette situation ne doit pas occulter certaines contraintes comme le chômage, les inégalités entre les couches sociales et entre les régions, les flux migratoires de plus en plus importants ou encore l'insécurité alimentaire. Il convient aussi de noter la faible intégration du développement durable dans le système éducatif, seul gage de changements de comportement, de compréhension et d'appropriation des enjeux pour les jeunes actuels et pour les générations futures.

Les pays de la sous-région reconnaissent la nécessité de mieux adapter le dispositif institutionnel global et reconnaissent que les structures institutionnelles internationales actuelles ne répondent pas pleinement aux besoins de l'Afrique en matière de gestion des questions d'environnement, de changement climatique, et d'intégration équilibrée des trois piliers du développement durable. L'élargissement des prérogatives du PNUE et le renforcement de ses moyens, décidés récemment par l'Assemblée Générale des Nations Unies viennent conforter les suggestions et positions défendues par les pays de la sous-région lors de la conférence de Rio+20. Compte tenu de son positionnement géographique et de l'intérêt qu'il accorde à l'Afrique, l'évolution du rôle et des prérogatives du PNUE constitue une étape importante du renforcement du cadre institutionnel et stratégique du développement durable. Le renforcement et la mise en cohérence de ses programmes avec ceux des différentes institutions sous-régionales, pourra permettre : (i) d'améliorer l'intégration des trois dimensions du développement durable dans les politiques sectorielles nationales et régionales; (ii) la prise en compte des défis émergents en matière de développement durable ; (iii) l'identification des priorités en matière d'objectifs de développement durable ; (iv) la transition en matière de politiques et programmes liés à l'économie verte ; (v) l'identification de mécanismes de financement et de partenariats innovants; et (vi) le renforcement des capacités en termes de suivi et d'évaluation des politiques de développement durable. Les consultations, lancées par le Système des Nations Unies, en collaboration avec plusieurs institutions de développement, relatives à l'élaboration des ODDs, d'une part, et à la préparation de l'agenda post 2015, d'autre part, pourraient être l'occasion, pour les pays impliqués de la sous-région, d'avancer sur les propositions faites dans le présent rapport.

Conscients de l'importance de la crise économique mondiale et des nouveaux défis que rencontrent actuellement les pays développés, les pays de l'Afrique du Nord doivent explorer des voies novatrices en termes de sources et de mécanismes de financement. Le secteur privé de la sous-région devrait pouvoir jouer un rôle clé dans ce cadre. Le fonds vert pour le climat, lancé en 2011 lors de la COP 17, pourrait aujourd'hui représenter une alternative à explorer pour appuyer le transfert graduel vers une économie verte et pour une meilleure prise en compte des mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Par ailleurs, l'Afrique du Nord devrait pouvoir bénéficier des engagements volontaires, estimés à près de 500 milliards USD, enregistrés lors de la Conférence Rio+20, dans certains domaines clés du développement durable.

L'Assemblée Générale des Nations Unies a décidé, lors de sa 67^{ème} session, de créer un Groupe de travail à composition non limitée sur les objectifs de développement durable (ODD), en application des recommandations du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20). Ce groupe de travail, chargé de formuler des objectifs limités et concis de développement durable, de portée mondiale, pour la période post-2015, soumettra sa proposition à la 68^{ème} session de l'Assemblée Générale en 2013. Quatre pays de la sous-région font partie de ce groupe de travail. Il s'agit de : l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie. Parallèlement, sur, un groupe de haut niveau a été chargé de guider la réflexion et les consultations sur l'agenda de développement post-2015 et de préparer le Sommet des Nations Unies sur les OMD de septembre 2013.

En Afrique, la CEA a lancé un processus consultatif régional pour permettre aux pays africains de prendre part au processus global visant à définir les ODD et s'assurer de la prise en compte des priorités de développement du continent. Dans ce cadre, la CEA appuiera en 2013 : (i) l'élaboration de cinq rapports sous régionaux et du rapport régional portant sur les priorités majeures de développement durable et les propositions d'ODD et, (ii) l'organisation d'une réunion consultative régionale pour définir les priorités de développement durable et proposer des ODD pour l'Afrique.

Les concertations engagées devraient permettre de déterminer les objectifs, les indicateurs et les cibles devant accompagner les ODD. Les pays veilleront à ce que ces derniers soient : (i) rigoureux, significatifs, clairs et mesurables ; (ii) en accord avec les principes du développement durables définis à Rio en 1992 avec le souci majeur d'élimination de la pauvreté ; (iii) une réponse à l'intégration des trois piliers du développement durable ; (iv) renseignés à partir des bases de données et résultats déjà accomplis dans le cadre du suivi des OMDs dans chacun des pays ; (v) intégrés dans un système de collecte, d'analyse et de gestion des données à l'échelle régionale et à l'échelle de chaque pays.

Pour la transition vers une économie verte et inclusive, les recommandations proposées dépendent des avancées déjà réalisées par chaque pays. Toutefois, une priorité devra être accordée à l'amélioration des connaissances, aux transferts de technologies, aux évaluations économiques aux échelles macro, méso et micro, à la cartographie de l'offre et de la demande en matière d'emplois, ou encore au soutien aux initiatives de financements innovants. Le tout dans un objectif de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire. Au-delà des avancées réalisées dans ce domaine, les pays pourraient s'accorder sur les différents points suivants : (i) l'importance de l'interaction entre les trois piliers de développement durable et la nécessité de promouvoir l'économie verte comme une mise en œuvre effective du développement durable dans les domaines socio-économiques ; (ii) la nécessité d'opérer la transition vers une économie verte et inclusive ; (iii) la conciliation entre les priorités accordées à la sécurité alimentaire, à la lutte contre la pauvreté et à la création d'emplois, notamment pour les jeunes, d'une part, et l'intégration de la transition vers l'économie verte comme enjeu stratégique dans les schémas de développement, d'autre part ; (iii) la nécessité de développer des plans verts et des outils de reconversion des systèmes de production déjà mis en œuvre dans les pays de la sous région pour former une base permettant la transition continue et graduelle vers une économie verte. Cette transition nécessite l'élaboration des outils d'appui financier et technologique appropriés ; et (iv) le renforcement de la coopération et de la solidarité internationale qui jouent un rôle primordial dans la gestion de la transition à moindre coût vers les économies vertes des pays de la sous région.

Enfin, le rôle important des agences du système des Nations Unies et des organisations régionales et sous-régionales (telle que l'UMA) dans l'accompagnement des pays de la sous-région a été jugé primordial. Des partenariats, aux échelles sous-régionale et internationale, devront être conclus afin de permettre de renforcer les capacités des acteurs et de faciliter les transferts de technologies propres. Des financements innovants devront être recherchés à travers des fonds propres par pays, une valorisation du partenariat public-privé, une exploration des mécanismes liés aux conventions majeures, les marchés de carbone ou encore les mécanismes de développement propre.

INTRODUCTION

En juin 2012, la conférence internationale sur le développement durable "Rio + 20" a rassemblé près de 50 000 participants dont 80 chefs d'Etat ou de gouvernement. Vingt ans après le Sommet de la terre de Rio, s'est tenue cette nouvelle rencontre dans un contexte de crises économique et écologique internationales sans précédent, marqué par : (i) une grande fragilité financière ; (ii) une hausse de la demande alimentaire et énergétique mondiale ; (iii) un amenuisement conséquent des ressources naturelles et de la biodiversité ; (iv) un impact négatif avéré du changement climatique ; (v) des écarts de développement, de plus en plus importants entre les pays ; (vi) et des inégalités sociales profondes (hausse du chômage et de la pauvreté).

Le sommet sur le développement durable Rio+20 avait pour objectif principal d'évaluer les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'Agenda 21 (Rio, 92) et du plan d'action de Johannesburg de 2002. Les travaux ont débouché sur une déclaration, intitulée « L'avenir que nous voulons », qui constitue une feuille de route pour une meilleure prise en compte des enjeux du développement durable.

Malgré certains résultats mitigés, force est de reconnaître à l'issue de ce sommet, l'existence de nombreux points positifs. Tout d'abord, la déclaration reste un document véritablement concerté, fruit d'un long processus de négociation, ce qui peut être perçu comme un exploit compte tenu de la conjoncture internationale actuelle. Par ailleurs, la Conférence a su préserver les bases d'une coopération internationale, en réaffirmant les engagements qui avaient été pris au sujet du développement durable (de Rio à Johannesburg). Elle a reconnu les progrès réalisés mais aussi les insuffisances en matière de mise en œuvre des politiques de coopération et de partenariats. Enfin, les accords majeurs suivants ont été obtenus : (i) développer des Objectifs de Développement Durable (ODD) ciblés et précis prenant en compte, les priorités, spécificités et capacités de chaque pays. Les ODD se veulent des objectifs universels, applicables à tous les pays, complémentaires aux OMDs, et qui devront être cohérents et s'intégrer dans l'Agenda de développement post 2015 ; (ii) renforcer les capacités d'action du PNUE à travers, notamment, l'universalisation de sa composition et l'augmentation de ses ressources ; (iii) renforcer le cadre institutionnel du développement durable ; (iv) intégrer l'économie verte comme un instrument majeur pour l'atteinte des ODD avec l'appui technique et financier requis, tout en laissant toute la flexibilité aux pays dans la définition des politiques et sans instauration de barrières commerciales ; (v) honorer les engagements pris par les pays développés en matière d'Aide Publique au Développement (APD) et évaluer les besoins financiers en vue de préparer une stratégie efficace de financement du Développement durable post 2015 ; (vi) définir des options de mise en place d'un mécanisme de facilitation qui favorise l'accès des pays en développement aux technologies respectueuses de l'environnement.

Dans ce contexte, la contribution des pays de l'Afrique du Nord à la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable est venue s'inscrire dans le cadre de l'effort global fourni par les pays africains, en particulier, et par la communauté internationale en général, pour un développement respectueux de l'environnement. En effet, dans leurs rapports préparatifs à la Conférence de Rio+20, les pays de cette région ont réaffirmé leur attachement aux principes de l'Agenda 21, notamment ceux de la responsabilité commune mais différenciée (capacités respectives), mais aussi au Plan de mise en œuvre de Johannesburg (2002) ainsi qu'à toutes les initiatives lancées dans ce cadre, notamment, l'Initiative arabe de développement durable, adoptée au Sommet d'Alger en 2005.

C'est ainsi que la plupart des pays de la région ont, depuis le Sommet de Johannesburg en 2002, intensifié leurs actions dans le domaine de la protection de l'environnement et du développement durable, donnant ainsi une place importante aux aspects écologiques dans leurs politiques publiques.

Rio+20 a été une opportunité pour tous ces pays de renouveler leurs engagements à œuvrer en faveur de l'avènement d'un monde solidaire répondant aux aspirations des générations actuelles tout en préservant le droit des générations futures à jouir d'un univers viable. Cette rencontre a aussi été l'occasion pour ces pays de souligner la vulnérabilité de leurs économies respectives, l'état de dégradation avancée de leurs ressources naturelles ainsi que la persistance de la pauvreté et des inégalités, et ce, malgré les efforts importants qui ont été consentis. Pour relever l'ensemble de ces défis et faire face aux crises économiques, climatiques, énergétiques, alimentaires et sociales, les Etats d'Afrique du Nord ont pris l'engagement de redoubler d'efforts pour renforcer la convergence entre les trois piliers du développement durable dans le cadre d'une gouvernance plus participative, transparente et démocratique.

C'est dans ce contexte que le Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique s'est proposé de réaliser une analyse stratégique des implications des engagements de Rio+20 sur les politiques et programmes des pays d'Afrique du Nord. Elle se fixe pour principal objectif de

fournir aux décideurs politiques nationaux de chaque pays et à l'Union du Maghreb Arabe (UMA) des orientations stratégiques pour la formulation d'un agenda post Rio+20.

Conformément aux termes de référence de l'étude, cet agenda devrait d'une part, constituer la traduction opérationnelle des stratégies d'intégration du développement durable, et, d'autre part, répondre aux nouveaux défis, à travers notamment :

- L'amélioration de l'intégration des trois dimensions du développement durable de manière holistique et intersectorielle à tous les niveaux ;
- La prise en compte des défis nouveaux et naissants en matière de développement durable ;
- Le développement de mécanismes de financement et de partenariats innovants;
- La promotion de la coopération régionale et internationale.

Le contenu du présent rapport s'articule autour des trois chapitres suivants :

- **Examen des bilans régional et nationaux des politiques de développement durable**, à travers une analyse des contextes et des enjeux. Comme stipulé dans les termes de référence, une attention particulière a été accordée aux impacts des changements climatiques, aux risques de catastrophes naturels, à la réduction de la pauvreté et aux politiques de lutte contre le chômage, notamment chez les jeunes. Les progrès accomplis par chaque pays et par la sous-région dans le sens d'un développement durable ainsi que les priorités fixées par les politiques en la matière seront, autant que faire se peut, placés au cœur de cette analyse.
- **Les implications stratégiques pour une mise en œuvre efficace des recommandations de la conférence Rio+20 par les pays de la région et par l'UMA.** Après avoir passé en revue les principales recommandations de la Conférence de Rio+20 et examiné leur adéquation avec les politiques de développement de la sous-région, l'analyse portera d'une part, sur le degré de prise en compte des enjeux et priorités actuels et futurs des pays du Maghreb dans les résultats issus de la Conférence, et, d'autre part, sur la portée et les impacts potentiels globaux de ces recommandations sur cette région.
- **Proposition de lignes directrices majeures.** Elles seront formulées autour des thématiques prioritaires identifiées par les pays et pertinentes aux objectifs de développement durable de la sous-région. Une attention particulière sera accordée à la promotion de l'économie verte dans un objectif d'éradication de la pauvreté et de réduction du chômage, dans un contexte de sortie difficile d'une conjoncture politique complexe pour cette région du monde.

Ce travail a dû tenir compte d'un certain nombre de contraintes. Tout d'abord, la disponibilité de la documentation, très différenciée selon les pays, et ce, aussi bien en termes de qualité que de quantité. De plus, les logiques et formats d'analyses, les priorités, et le niveau de détail sont souvent différents, ce qui a rendu le travail de comparaison assez difficile et a imposé une agrégation des thématiques et quelque fois un lissage des informations traitées. Les rapports préparatifs à la conférence de Rio+20 n'ont pu être trouvés pour la Libye et le Soudan. D'ailleurs, l'examen des informations disponibles sur ce dernier pays pose problème du fait de la scission du territoire en Soudan du Nord et Soudan du Sud, ce qui affecte aussi bien les potentialités du pays (ressources naturelles notamment), la composition socioculturelle, les contraintes naturelles et politiques, et donc forcément les options de développement.

CHAPITRE I

BILANS REGIONAUX ET NATIONAUX DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DURABLE

1.1- Analyse du contexte et des enjeux

Conscients des liens étroits qui existent entre les problèmes environnementaux, sociaux et économiques, les pays de la sous-région ont su accorder une place importante à la prise en compte des objectifs et principes du développement durable dans leurs politiques et programmes. Ils ont ainsi signé la majeure partie des protocoles et conventions liés au développement durable, mis en place des cadres institutionnels relativement adaptés, et engagés des stratégies, programmes et plans d'actions ciblés. Par cette voie, des progrès importants, mais différenciés selon le pays, ont été accomplis. Les contextes politique, économique et social, la typologie des questions environnementales, le niveau de prise de conscience et d'éducation, la participation des acteurs ou encore les enjeux de développement autour des ressources naturelles ont représenté les clés de succès ou d'échec dans la réalisation du développement durable de chaque pays.

La prise de conscience générale sur les enjeux du développement durable s'est traduite par des réformes politiques, institutionnelles, réglementaires et financières dans la plupart des pays. Des progrès importants ont été réalisés dans les domaines suivants : (i) énergies renouvelables, efficacité énergétiques au Maroc, en Tunisie, en Egypte et en Algérie ; (ii) lutte contre la désertification et protection des écosystèmes marins et côtiers, aux niveaux de la Mauritanie et de l'Algérie ; (iii) développement agricole au Maroc ; (iv) gouvernance du développement durable en Tunisie ; ou encore (v) changements climatiques en Egypte. Des expériences réalisées par certains pays de la sous-région représentent aujourd'hui de véritables réussites aussi bien à l'échelle de l'Afrique du Nord, du Continent qu'à l'échelle mondiale (notamment dans le domaine des énergies renouvelables).

Sur la base de l'analyse des expériences de chaque pays, telles qu'elles ont été restituées à travers les différents rapports nationaux et sous-régionaux en relation avec le développement durable, un bilan sera présenté pour chacun des piliers du développement durable. Il sera volontairement synthétique et articulé autour des faits, acquis et contraintes, étant entendu que le lecteur pourra examiner les rapports disponibles pour chaque pays en fonction du niveau de détail recherché.

1.1.1 Bilan économique

1.1.1.1 Sur le plan sous-régional

La dynamique économique sous-régionale est soutenue par un certain nombre de secteurs clés comme l'agriculture, les mines, les hydrocarbures ou encore le tourisme. Un taux de croissance économique moyen de 5% a été régulièrement atteint sur la période allant de 2000 à 2012, avec cependant une baisse sensible en 2011, croissance quasi-nulle (0,5%), une légère amélioration en 2012 (2,3%), et des perspectives de reprise intéressantes pour 2013, près de 5%¹. La forte chute du taux de croissance économique pour l'année 2011 s'explique en grande partie par les problèmes politiques qu'a connus la région durant cette période, notamment la Libye, dont le taux de croissance a été largement négatif. Par ailleurs, on peut noter que la plupart des pays de la sous-région ont connu un grand déficit dans leur compte courant, avec notamment des déficits commerciaux liés à la baisse de la production et à la diminution de l'exportation des biens et services, combinés à une réduction importante de l'investissement direct à l'étranger (IDE). Ce dernier a reculé de 42 % en 2011 pour s'établir à 9.48 milliards USD, quand, dans le même temps, celui vers d'autres régions du continent augmentait. A titre d'exemple, L'Afrique subsaharienne a enregistré une augmentation des investissements étrangers de 25 % pour la même année.

L'examen des investissements étrangers d'un pays vers l'autre de cette zone montre que les échanges sont importants entre les pays européens et des pays comme la Tunisie et le Maroc. Ce sont souvent les secteurs énergétiques et les secteurs miniers qui sont les cibles des investissements croisés. Certains autres secteurs, véritables vecteurs de développement, sont prometteurs : (i) l'agriculture, avec l'augmentation de la chaîne de valeurs et l'implantation d'industries agro-alimentaires. On peut y ajouter une autre dimension importante

¹ Conditions Economiques et Sociales en Afrique du Nord 2011-2012. CEA, 2013

qui concerne les échanges de connaissances et de savoir-faire dans ce domaine ; (ii) le secteur des services, pour lequel cette zone jouit d'atouts importants, notamment le potentiel démographique, avec la part majoritaire de sa population jeune. L'éducation et la formation peuvent concourir à la création de la valeur ajoutée dans le secteur des services. Par ailleurs, l'examen des échanges commerciaux régionaux montre que l'Afrique du nord n'a pas encore réussi à créer des marchés sous-régionaux de consommation et ce malgré un potentiel global important.

L'Algérie, l'Egypte, le Soudan (partie Sud) et la Libye disposent d'importantes réserves de pétrole et de gaz, alors que le Maroc et la Tunisie demeurent de grands importateurs d'énergie. Quant à la Mauritanie, elle dispose d'un potentiel en hydrocarbures important mais non encore valorisé et qui ne répond donc pas encore aux besoins de consommation du pays. Il y a donc en matière d'énergie des opportunités réelles d'échanges et de valorisation économique des ressources naturelles au sein de cette région. Toutefois, la réalité actuelle est que la plupart du gaz produit à l'échelle de la région est exporté, notamment vers l'Europe. Les projets futurs programmés dans ce domaine (gazoducs d'Algérie et de Libye), par les pays concernés, confirment cette tendance à cibler l'Europe au détriment des autres pays d'Afrique du Nord.

Concernant l'Electricité, la situation d'échange entre les pays du Maghreb est légèrement meilleure, dans le sens où il existe de nombreuses interconnexions entre les régions : (i) transport d'électricité entre le Maroc, l'Algérie et la Tunisie ; (ii) interconnexion entre la Libye et l'Egypte. Cependant, la portée économique de ces échanges reste limitée dans la mesure où l'Egypte, qui recèle près de 50% de la capacité électrique de la sous-région, demeure un partenaire stratégique des pays du Machrek. La Mauritanie quant à elle est encore en dehors de cette zone compte tenu d'une part, du faible développement de son réseau électrique, et, d'autre part, de son orientation, dans ses projets actuels et futurs, vers les pays limitrophes d'Afrique de l'Ouest, en l'occurrence le Sénégal et le Mali.

En outre, il subsiste encore, entre les pays, de fortes disparités en matière de performance économique, de réalisation de réformes économiques et politiques et d'ouverture. Les retards pris par certains pays, comme la Mauritanie et le Soudan, en matière de développement des infrastructures est préjudiciable au développement économique non seulement de ces pays mais aussi de toute la sous-région.

Ces exemples sont aujourd'hui autant d'opportunités perdues pour le développement économique de la sous-région. Aucune des économies du Maghreb n'est aujourd'hui suffisamment développée pour assurer à elle seule sa prospérité. Ce n'est donc qu'ensemble qu'elles pourront devenir prospères. L'exploitation réciproque des forces et potentialités de chaque pays doit faire l'objet d'une réflexion plus poussée et d'un partenariat gagnant-gagnant au bénéfice du développement économique de toute la région.

L'intégration économique de la zone a été discutée les 8 et 9 janvier 2013 à Nouakchott lors de la 5^{ème} Conférence dédiée à ce sujet par l'UMA. Lors de cette conférence, à laquelle ont pris part de nombreux acteurs économiques et financiers de la région et de la communauté internationale (notamment FMI et Banque Mondiale), l'accent a été mis sur l'importance du potentiel de croissance économique de la région et sa capacité à réduire le chômage, notamment chez les jeunes. Cependant, l'ensemble des observateurs ont constaté la faible valorisation de ce potentiel mais aussi le volume très bas des échanges commerciaux au sein de la région, à peine 3%, bien loin des chiffres réalisés en Asie ou encore en Amérique Latine, et surtout insuffisant pour tirer la croissance de la région vers le haut. Parmi les raisons évoquées pour expliquer ce retard, on peut citer la fermeture des frontières entre l'Algérie et le Maroc, l'insécurité qui règne dans certains pays de la région, les fortes disparités en matière de performance économique, mais aussi l'orientation privilégiée des échanges économiques vers d'autres espaces économiques, notamment l'Union Européenne, principal partenaire économique de ces pays.

1.1.1.2 Bilan économique par pays

L'Algérie a élaboré et mis en œuvre un certain nombre de stratégies visant une croissance économique durable, une réduction de la pauvreté et une amélioration de la compétitivité. Le pays présente aujourd'hui des atouts macroéconomiques importants : (i) un dynamisme économique marqué par un taux de croissance moyen annuel du PIB de près de 4% sur les dix dernières années. L'année 2012 s'est caractérisée par un taux de croissance de 2.5 %, une inflation de 8.9 % et un déficit budgétaire de 4 % du PIB.

Deux facteurs endogènes importants freinent cependant l'économie algérienne. Il s'agit d'une part, de l'inflation (près de 9% en 2012²), et, d'autre part, le taux de chômage (environ 10% en global et plus de 21% chez les jeunes). Le taux d'inflation en 2013 devrait encore se situer autour de 8 %³ du fait des mauvaises conditions économiques mondiales prévues, de la politique de hausse des salaires décidée par le

² Note du FMI sur les performances économiques de l'Algérie, 2013.

³ Situation économique de l'Algérie en 2012 et Perspectives 2013. Direction du Trésor Français. Nov. 1012.

Gouvernement et par les dysfonctionnement des circuits de production et de distribution des produits alimentaires qui composent 43% de l'indice des prix.

L'Algérie est un important importateur de produits agricoles, surtout le blé (6 millions de tonnes en 2012), avec un indice des prix à la consommation grandement influencé par les produits alimentaires. Le gouvernement algérien a mis en place un dispositif de subventions des produits de première nécessité (pain, huiles, sucre, eau, gaz, électricité, carburant...) afin de contenir le taux d'inflation. Le coût de ces subventions représente environ 1,1% du PIB (pour 2012).

En réponse à la question de dépendance vis-à-vis des hydrocarbures, l'Algérie a lancé depuis 2009, avec l'appui de l'Union Européenne, un programme d'appui à la diversification de l'économie (DIVECO 1). La stratégie de diversification concernera notamment les secteurs de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et du tourisme afin d'améliorer leurs performances économiques sur le marché national et à l'export. Plus de 60 % du budget de ce programme, qui avoisine 20 millions d'Euros, sont destinés au secteur de l'agriculture, alors que le reste est réparti entre les secteurs du tourisme et de l'industrie. Le programme attache une grande importance au renforcement des capacités et à la fourniture d'équipements et de services dans les secteurs ciblés.

L'Algérie a consacré près de 65 milliards USD à l'investissement brut en capital fixe pour l'année 2011, soit 15% de plus qu'en 2010. Une grande part de ces investissements a été consacrée aux infrastructures de distribution des hydrocarbures. Par ailleurs, plusieurs mesures visant à encadrer plus strictement l'investissement étranger ont vu le jour depuis 2008, et ont été formalisées dans le cadre de la Loi de Finances Complémentaire de 2009. Parmi ces mesures, on peut citer : (i) La règle du partenariat national majoritaire (51/49) pour le secteur de l'industrie et des services ; (ii) La nécessité pour les investissements étrangers de présenter une balance en devises excédentaire au profit de l'Algérie pendant toute la durée de vie du projet ; (iii) La limitation des transferts des dividendes, bénéfices, et produits réels nets de la cession ou de la liquidation des investissements étrangers ; (iv) La taxation de 20% sur les plus-values réalisées en cas de cession par des non-résidents de parts sociales ou d'actions.

Le gouvernement algérien poursuit son plan d'investissement 2010-2014 de 286 milliards de dollars centré autour du développement des secteurs non liés aux hydrocarbures, avec notamment l'amélioration des infrastructures (routes, autoroutes, chemins de fer, ports, barrages, logements, équipements éducatifs et sanitaires), l'accroissement du bassin de compétences locales et le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME). Il est aussi prévu le lancement d'une usine consacrée aux produits de l'acier et aux produits connexes, d'une capacité de production initiale de 2,5 millions de tonnes/an qui sera éventuellement accrue à 5 millions de tonnes/an, ce qui devrait faire progresser le pays vers l'autosuffisance dans ce secteur.

Malgré tous ces efforts, l'Algérie peine encore à développer une politique économique moins dépendante des hydrocarbures. La capitalisation des résultats issus des différents programmes de diversification économique ajoutée à la valorisation économique et sociale de la rente issue des hydrocarbures, tant demandée par les acteurs économiques du pays, pourraient néanmoins permettre à l'Algérie de stimuler la productivité dans les secteurs ciblés pour assurer une croissance plus inclusive et robuste sur le long terme. Ceci devrait cependant s'accompagner de réformes structurelles pour attirer les investissements directs étrangers, développer le secteur financier et doter la main-d'œuvre des compétences dont l'économie a besoin.

L'Egypte. Les réformes politiques engagées par l'Egypte dans l'objectif d'une amélioration de la croissance économique se sont poursuivies après la révolution. Cette croissance économique, qui était en phase ascendante jusqu'en 2008, a chuté, passant de 5.1 % sur l'exercice 2009/10 à 1.8 %, selon les estimations, en 2010/11⁴. Elle est évaluée à un peu moins de 2% pour l'année 2012.

Les mouvements de revendications politiques et sociales ont touché de plein fouet le tourisme et les investissements directs étrangers (IDE), deux grandes sources de réserves de change. La banque centrale d'Egypte n'a presque plus assez de devises pour maintenir le taux de change de la livre égyptienne. Le gouvernement égyptien estime que le coût économique de cette révolution est d'environ 4% du PIB par an (période de 2010 à 2012)⁵, soit plus de 50 milliards de livres égyptiennes. Devant le recul important enregistré par le secteur du Tourisme, l'un des piliers de l'économie égyptienne et générateur d'un nombre d'emplois importants, ce sont le canal de Suez, les communications, l'énergie, le bâtiment, les travaux publics (BTP) et l'immobilier qui ont été les plus gros contributeurs à la croissance durant cette période. Les spécialistes économiques estiment que dans le futur proche la dynamique économique sera tirée plus par la consommation, et moins par l'investissement et les exportations. Des mesures économiques et sociales ont été mises en œuvre par le Gouvernement afin d'atténuer la hausse des prix des biens de première nécessité ainsi

⁴ PEA. Perspectives Economiques en Afrique, 2013.

⁵ BAD, 2012. Document de stratégie intérimaire 2012-2013

que le mécontentement dû à un taux de chômage élevé. Ces mesures n'ont malheureusement pas pu rencontrer le succès escompté sur le long terme compte tenu des difficultés économiques que connaît le pays par ailleurs (déficit budgétaire, ruptures des stocks pétroliers par non paiement des factures, difficultés d'approvisionnement...).

L'Egypte a accumulé une dette de plus de près de 5,2 milliards de dollars auprès des sociétés pétrolières, dont la moitié d'arriérés, illustration de la difficulté du pays à faire face à la hausse des factures énergétiques tout en subventionnant l'essence pour maintenir la paix sociale. Le pays a multiplié les retards de paiement aux sociétés qui produisent du pétrole et du gaz sur son territoire en raison de la chute de ses réserves de change, elle-même due à la hausse des prix des matières premières agricoles et à la chute des revenus du tourisme depuis la révolution en 2011.

Les ressources naturelles (notamment : sol, eau et hydrocarbures) continuent à jouer un rôle important dans la dynamique économique du pays. Le Ministère du Pétrole et des Ressources Minérales a lancé les bases du plus grand projet de production de polyester au Moyen-Orient. Ce projet sera mis en œuvre à Aïn Sukhna, dans la zone économique spéciale du nord-ouest du golfe de Suez. Il sera supervisé par l'Egyptian Petrochemicals Holding Company. Au cours des cinq dernières années, le secteur privé a représenté quelque 62 % du PIB. Il emploie environ 70 % de la population active du pays dans l'économie formelle et informelle. Mais les soulèvements populaires ont interrompu une décennie d'engagement résolu de l'État à renforcer l'environnement des affaires. En 2010/11, l'Égypte était classée 81e sur 146 pays dans l'indice mondial de la compétitivité du Forum économique mondial. En 2011/12, elle était tombée à la 94e place. Elle a également reculé de deux places dans le rapport 2012 de la Banque mondiale sur la pratique des affaires (Doing Business), et ressort à la 110e place sur 183 pays. Ces résultats sont vraisemblablement à mettre en relation avec les troubles politiques qui secouent toujours le pays.

L'un des principaux défis auquel est confronté l'Egypte est de trouver la meilleure façon de restaurer la confiance et de créer un environnement favorable aux investissements directs étrangers, surtout dans le secteur du tourisme. L'autre défi important est d'arrêter la dépréciation de la monnaie et de renforcer les réserves de change, qui ne couvrent actuellement que 3 mois d'importations. Enfin, le gouvernement égyptien devra s'atteler à la relance de la croissance, la création d'emplois et à l'amélioration des services publics. Un programme de réformes économiques est en cours de finalisation avec le FMI. Il est d'ores et déjà acquis que ce programme proposera une hausse des prix (notamment gaz, électricité...) et une baisse des subventions, mesures qui risquent d'agiter encore le climat social du pays.

La Libye. Depuis la levée des sanctions internationales en 1999, la Libye a entrepris des réformes en vue d'ouvrir son économie et d'utiliser de manière rationnelle ses ressources naturelles. Il s'agit notamment de réformes : (i) structurelles ; (ii) réglementaires ; (iii) de la politique monétaire ; et iv) des secteurs financier et bancaire. Sur les dix dernières années, le taux de croissance moyen annuel du PIB est estimé à 3,3%, avec une perturbation importante en 2011 du fait des problèmes socio-politiques qu'a connus le pays. La Libye dispose de liquidités abondantes en raison de ses importantes recettes pétrolières et gazières. Les retombées de cette liquidité sont notamment perceptibles dans les politiques budgétaire et monétaire, ainsi que dans la situation financière extérieure du pays. Jusqu'en 2010, le secteur des hydrocarbures représentait 70% du PIB et 95% des exportations.

Le gouvernement contrôle en grande partie la production et la distribution, limitant ainsi les activités du secteur privé. Ce dernier évolue principalement dans le domaine de la transformation des produits agricoles, et celui des petites entreprises couvrant les filières de la pétrochimie, la production de fer, d'acier et d'aluminium.. Le secteur manufacturier non pétrolier et celui du bâtiment et des travaux publics représentent environ 20 % du PIB et se sont développés ces dernières années.

L'année 2008 fut une année charnière, marquée d'une part, par la flambée des cours du pétrole, et, d'autre part, par la croissance des sources non pétrolières, telles que le bâtiment et les travaux publics, les transports et les activités commerciales. La hausse des cours du pétrole et l'augmentation des investissements ont favorisé un important excédent financier et une balance extérieure positive. Cette tendance s'est arrêtée suite aux contestations politiques de 2011.

Compte tenu des problèmes politiques que vit actuellement le pays, des prix élevés des denrées alimentaires sur le marché international, et de l'obligation pour ce pays d'importer près de 75% de ses produits alimentaires. Après une période de stabilité autour de 2,4% en 2009 et 2010, l'inflation a grimpé à près de 16% en 2011 pour revenir à près de 8% en 2012. Certains analystes⁶ estiment que l'inflation devrait se situer autour de 5% pour 2013.

⁶ Economic Intelligence Unit, Octobre 2012.

L'industrie libyenne est principalement basée sur le raffinage du pétrole, l'industrie pétrochimique et la sidérurgie. A ce titre, les investissements étrangers sont nécessaires pour diversifier l'économie, trop dépendante du pétrole et vulnérable aux aléas du marché. Le nouveau contexte libyen devrait se traduire par un afflux d'investisseurs étrangers et les IDE devraient s'accroître en 2013. Toutefois l'économie redémarre à peine après la guerre civile et l'année 2012 n'aura pas apporté de profonds changements par rapport à 2011. L'investissement brut en capital a été d'environ 10 milliards USD en 2010. En 2011, il y a eu une contraction de près de 18% et les fonds provenant de l'IDE ont constitué plus de 37 % de l'investissement brut en capital fixe en 2010. Par ailleurs, l'investissement étranger en Libye reste soumis à l'obligation d'avoir un partenaire dans le pays, ce qui est contraignant compte tenu du faible niveau de formation et d'expertise dans le pays. A cela, il faut ajouter l'absence de statistiques fiables pour les études de marché.

Le rétablissement plus rapide que prévu du niveau de production de pétrole grâce aux efforts conjoints des compagnies étrangères et libyennes, a permis de rétablir les revenus pétroliers (les exportations de gaz naturel vers l'Italie atteignent 9 Mds m³ et les exportations de pétrole brut dépassent 1,1 Mb/j). Selon le rapport Pays de la Banque Mondiale (2012), l'économie libyenne aurait réalisé une croissance économique de 100,7% en 2012 (après une contraction de près de 60% en 2011) grâce aux investissements dans la reconstruction qui ont stimulé l'économie et la production de pétrole. Cette dernière est passée de 500 000 barils par jour à la fin de 2011 à 1,42 million de barils par jour en juillet 2012.

Les perspectives économiques de la Libye restent néanmoins incertaines compte tenu de la situation politique actuelle. La croissance économique et la situation financière se sont consolidées suite aux importantes recettes pétrolières, à l'amélioration de l'infrastructure et à l'intérêt croissant des investisseurs étrangers. Selon les projections⁷, la production pétrolière devrait atteindre environ 3 millions de barils par jour d'ici 2013. Cette augmentation a été calculée sur la base des gros investissements étrangers et de l'utilisation des technologies modernes par ces investisseurs. La Libye opère de fortes restrictions aux importations, ce qui occasionne régulièrement des pénuries de marchandises de base et de produits alimentaires.

Le développement de la Libye s'appuie sur de nombreux facteurs, notamment l'abondance des ressources pétrolières et gazières, une population jeune et peu nombreuse (6,4 millions d'habitants) et une position géographique stratégique entre l'Europe, l'Afrique et les pays arabes du Golfe. La question déterminante que se posent aujourd'hui les partenaires économiques de la Libye, concerne dorénavant les conditions de reprise des projets d'infrastructures, suspendus depuis les troubles politiques de 2011, le lancement éventuel de nouveaux projets de développement ainsi que le soutien à l'exploration pétrolière. Les pronostics récents du FMI indiquent qu'avec une prise en charge importante des dépenses de reconstruction et de la demande privée, la croissance hors hydrocarbures devrait atteindre en moyenne 15% sur la période 2013-2018. La nouvelle loi sur les Entreprises, qui vient d'être adoptée par le gouvernement Libyen, permettra au secteur privé de ce pays de participer davantage à la croissance de l'économie libyenne.

Le Maroc. Les réformes engagées par le Maroc ont ciblé la modernisation et l'extension des services de base sur tout le territoire national tant en milieu urbain qu'en zones rurales selon un modèle de développement dit de «proximité». Ces réformes structurelles lancées depuis près de trente ans comprennent des volets macroéconomiques et d'autres, relatifs à la libéralisation du commerce extérieur, du secteur des transports, du secteur financier ou encore la privatisation des entreprises publiques. Des progrès importants mais inégaux ont été réalisés dans la mise en œuvre de ces différentes réformes.

La formation brute en capital fixe s'établit à environ 31% du PIB alors que l'IDE représente près de 10% de l'investissement brut en capital fixe (année 2012). Les secteurs prioritaires pour l'IDE sont les textiles, les composants électroniques, les services à l'étranger et le tourisme. Il est important de souligner que le Maroc réalise une croissance régulière des IDE (plus de 60% entre 2010 et 2012) au moment où toute la sous-région d'Afrique du Nord a vu ses investissements étrangers baisser de moitié pour la même période.

Le Maroc se concentre sur le développement de l'infrastructure liée à l'énergie, particulièrement l'énergie renouvelable (projet de 0,3 milliard de dollars pour la construction d'une centrale solaire près de Ouarzazate). Le programme gouvernemental de 2012 vise à stimuler la croissance des PME et du tourisme et à poursuivre l'investissement dans d'autres infrastructures (ouverture d'un plus grand nombre de routes et d'autoroutes).

Malgré les performances économiques réalisées, celles ci demeurent encore insuffisantes pour asseoir les bases d'une croissance accélérée permettant d'amorcer un processus de création d'emplois, favorable à une réduction durable de la pauvreté. Parmi ces contraintes, on peut citer : (i) La persistance des poches de pauvreté et le niveau élevé du chômage chez les jeunes ; (ii) un climat des affaires encore en deçà des attentes ; (iii) la faible diversification de la base productive de l'économie et des exportations.

⁷ Note d'engagement Pays, 2009. BAD

Le Maroc a par ailleurs entamé une expérience originale en matière de création d'emplois grâce à la microfinance. Ce secteur a su montrer ses effets bénéfiques dans le système financier marocain, et agit aujourd'hui comme un puissant moteur économique et social par le rôle qu'il joue dans l'intégration financière, la réduction de la pauvreté et l'intégration des membres économiquement faibles de la société par la création d'emplois et d'activités génératrices de revenu. En 2011, ce secteur aurait permis de créer près d'un million d'emplois permanents et quelque six mille emplois directs. Pour les dix prochaines années, le gouvernement marocain envisage d'utiliser ce mécanisme du microcrédit pour créer deux millions d'emplois permanents au lieu du million actuellement estimé.

La Mauritanie. Depuis l'indépendance en 1960, l'économie mauritanienne est dépendante des ressources naturelles : d'abord minéral de fer seul, puis associé à la pêche et enfin, actuellement, également associé au pétrole et à d'autres minéraux (Or, Cu...). Les terribles sécheresses des années 70's ont provoqué un fort exode rural vers les zones urbaines et créé une pression sur l'administration du pays en accroissant la demande d'éducation, de logement, d'emploi, de soins, et d'autres services administratifs, pression qui se maintient encore aujourd'hui.

Le secteur primaire, dont dépend plus de 60% de la population du pays, a été le moins contributeur à la croissance globale (0,6 point) sur la période. Cette situation s'explique, en partie, par les difficultés enregistrées lors de la campagne agricole dans le secteur de l'irrigué depuis 2009, suite aux problèmes de financement consécutifs au taux élevé des impayés auprès du Crédit Agricole (UNCACEM). Ces difficultés se sont greffées à d'autres, plus classiques, ayant trait au déficit pluviométrique, aux déficiences des systèmes d'irrigation, à la faiblesse des infrastructures ainsi qu'au manque d'intrants, de compétences techniques et productives. La faible contribution du secteur primaire à la croissance globale s'explique aussi par la faible intégration des sous-secteurs de l'élevage et de la pêche à l'économie. Par ailleurs, la forte dépendance de l'économie mauritanienne vis-à-vis des produits alimentaires, notamment les céréales, s'est exacerbé en 2012 où les importations ont atteint 90% de la demande en céréales.

La Mauritanie a réalisé un certain nombre de réformes majeures parmi lesquelles on peut citer le renforcement des institutions de contrôle des finances publiques, l'amélioration du climat des investissements et l'adoption d'un nouveau Code des marchés publics. Depuis 2005, l'économie mauritanienne a subi plusieurs chocs négatifs et positifs. Entre 2004 et 2009, la Mauritanie a connu par deux fois un coup d'État suivi par une transition vers un gouvernement élu. L'admissibilité de la Mauritanie à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale en 2006, le commencement des exportations de pétrole, les crises successives alimentaire, financière et politico-institutionnelle, ainsi que le boom du secteur minier, ont été les grands facteurs des changements dans les agrégats économiques au cours de cette période. La performance économique de la Mauritanie a été relativement régulière de 2004 à 2006, le taux annuel de croissance du PIB ayant été de 4 à 5 % malgré le début de la crise politique en 2005. En 2012, les productions liées aux trois ressources minérales majeures (or, cuivre et fer) contribuaient à hauteur de 27% du PIB. Les productions de pétrole ont évolué à la baisse, de 12 millions de barils en 2007 à moins de 3 millions de barils en 2011. La production de fer est d'environ 11 millions de tonnes en moyenne annuelle sur les cinq dernières années⁸. Les productions de Cuivre et d'Or ont été, pour l'année 2012, respectivement de 50 000 tonnes et de 2.617.813 onces.

La Mauritanie souffre d'un important déficit en ressources électriques, qui ne pourra être résorbé par des solutions pérennes avant plusieurs années. L'accroissement de la demande globale en Mauritanie à l'horizon 2017 a été évaluée à plus de 500 MW, partagée entre la demande domestique (env. 150 MW) et la demande des entreprises minières associée au développement de nouveaux projets (env. 400 MW). Les campagnes d'exploration de gaz en offshore ont permis d'identifier et de quantifier au niveau du champ Banda (et Tevet), actuellement opéré par Tullow Oil, des ressources gazières suffisantes pour alimenter une centrale à gaz en Mauritanie d'une capacité d'au moins 350 MW sur 20 ans. En juin 2011, la Mauritanie a signé un protocole d'accord avec les opérateurs miniers (SNIM, MCM, TML.SA/Kinross, puis Xstrata) et la SOMELEC pour la mise en place d'un projet de centrale électrique fonctionnant au gaz et alimentant en électricité le réseau domestique ainsi que les activités des miniers concernés (éventuellement un volet exportation, en particulier vers l'espace OMVS). Dans son cadre stratégique de développement, adopté en 2011, la SNIM prévoit, en partenariat avec des sociétés étrangères de renommée, le développement de filières à forte valeur ajoutée.

Le volume d'investissement total a augmenté de 1,01 milliard de dollars en 2010 à 1,31 milliard de dollars en 2011, et devrait atteindre 1,4 milliard de dollars en 2012. Ces investissements ont été orientés vers des projets d'agriculture irriguée, d'exploration pétrolière et d'extraction minière, mais aussi vers des projets et services liés à l'électricité ainsi que des projets liés au secteur bancaire et aux télécommunications. Après avoir vu sa part se contracter de 0,3 % en 2010, le pays a enregistré, en 2012, environ 8 % d'afflux d'investissement direct étranger par rapport à l'investissement total.

⁸ Office National des Statistiques, 2011.

En dépit des réformes menées en matière fiscale et tarifaire, le fardeau fiscal constitue toujours un obstacle à l'expansion de l'investissement. Le niveau d'imposition des entreprises reste supérieur à celui observé dans des économies en transition ayant pu attirer des volumes conséquents d'IDE. Une importante réforme juridique et judiciaire a été mise en œuvre ces dernières années et a permis d'élaborer une législation commerciale et de renforcer les institutions judiciaires mais il reste toujours posé le problème de l'application de la nouvelle réglementation et la capacité des institutions à bien faire respecter les règles relatives à la concurrence. La libéralisation bancaire ne s'est pas accompagnée d'un développement significatif de l'intermédiation financière et l'accès limité au crédit et son coût élevé (23% sur les prêts) continuent à restreindre l'activité économique. Les coûts de production (électricité, eau, transport, etc.) restent supérieurs à ceux observés dans des pays de la sous-région. Le nombre limité de produits exportables et le niveau des coûts des facteurs de production sont demeurés longtemps les principales contraintes pesant sur l'offre de produits destinés au commerce extérieur. Le tissu économique et industriel du pays est resté faiblement diversifié et l'exportation est fortement basée sur les produits traditionnels.

En réalité, la Mauritanie, malgré de bonnes performances macroéconomiques au cours des cinq dernières années et l'existence d'un cadre économique et social relativement résilient (notamment face à la forte dépendance énergétique et à l'envolée des prix des produits alimentaires), le rythme soutenu de la croissance en Mauritanie n'a pas eu d'effets significatifs sur la création d'emplois et sur la réduction de la pauvreté. En effet, depuis plus de vingt ans, la Mauritanie enregistre une croissance moyenne annuelle de près de 4%, mais dépourvue de toute inclusion sociale. Ceci est lié à la faible diversification de l'économie, à l'incapacité de création de la valeur ajoutée sur les principales ressources naturelles exploitées et aux insuffisances du climat de l'investissement dans le pays.

Le Soudan a entrepris un certain nombre de réformes économiques structurelles relatives, notamment, à la libéralisation du système bancaire et à la stabilisation du cadre macro-économique. Ces mesures ont permis de soutenir la croissance économique pendant plusieurs années. Cette croissance est tirée principalement par une forte production pétrolière, l'augmentation des flux d'investissements directs étrangers (IDE) et, dans une certaine mesure, les investissements publics. C'est ainsi que le taux de croissance moyen annuel sur les dix dernières années est s'est établi à environ 5,7%. Cependant, la crise économique mondiale et la baisse des prix sur les marchés internationaux ont entraîné un ralentissement du taux de croissance du PIB réel, qui est passé de près de 7% en 2008 à 4,5% en 2009. Cette croissance du PIB a chuté entre 2010 et 2012, passant de 5 % à 2 %. Cette évolution s'explique par la sécession du Sud du pays, amputé ainsi d'environ 20 % de sa population et de 75 % de ses recettes pétrolières.

La séparation du Sud-Soudan, en juillet 2011, qui a entraîné la perte de recettes pétrolières et d'une partie de la population, explique en grande partie ces contreperformances. Elle est en outre responsable d'une perte de rentrées de devises de 80 % et d'une diminution des recettes budgétaires de 35,6 %. Des mesures d'austérité ont été adoptées par l'actuel Gouvernement afin d'atténuer la crise économique et sociale, sans que cela puisse donner de véritables résultats, notamment sur le chômage.

C'est dans ce cadre que des relais de croissance sont recherchés par les autorités soudanaises. Si l'or peut nourrir beaucoup d'espoir, du fait de la place qu'il occupe actuellement dans les recettes d'exportation, les produits agricoles et le bétail devraient monter en puissance.

Le secteur agricole, qui fournit plus de 70% des moyens de subsistance à la population du Sud, a plutôt été négligé jusqu'à une date récente, bien qu'il contribue pour près d'un tiers au PIB. Les exportations de bétail ont déjà progressé de plus 20% en valeur à \$405 millions à la fin novembre contre \$311 millions en 2011, selon le ministère des Ressources animales⁹. Ainsi l'élevage représenterait 20% du PIB du Soudan. Quant à l'agriculture (céréales, coton et canne à sucre) qui contribuait à près du tiers du PIB et employait près de 70% en 2008, elle connaît aujourd'hui un abandon important avec des infrastructures archaïques.

Le pays doit néanmoins faire face à de nombreux défis : (i) les immenses disparités régionales ; (ii) le développement des infrastructures qui sont actuellement soit inadaptées soit inexistantes ; (iii) l'impérieuse nécessité de diversification de l'économie, en raison notamment d'un déclin prévisible de la production pétrolière ; (iv) la redynamisation du secteur rural et plus particulièrement de l'agriculture ; (v) l'amélioration du climat des affaires ; (vi) Le taux de chômage des jeunes est élevé et en hausse, notamment parmi les diplômés de l'université.

⁹ Agence d'Etat Suna. Décembre 2012

La Tunisie. Le développement économique de la Tunisie au cours des dix dernières années a été caractérisé par un taux de croissance moyen annuel de 4%¹⁰. Ce taux de croissance a diminué régulièrement à partir de 2007 et ce jusqu'en 2011, année où il a connu une forte perturbation (-0,7%) du fait des problèmes politiques et sociaux traversés par le pays.

Le secteur des services contribuerait à hauteur de 42% du PIB, celui de l'industrie à 22% alors que le secteur agricole représenterait près de 11% pour l'année 2012. Les exportations connaissent un ralentissement du fait de la diminution de la demande Européenne. Le taux d'inflation moyen est passé de 4,4 % en 2010 à 5,6 % en 2012¹¹.

L'agriculture a enregistré un taux de croissance important ces dernières années et a permis au pays d'atteindre un niveau de sécurité alimentaire suffisant. Ces performances sont la conséquence d'importants efforts de soutien et de modernisation réalisés dans le cadre d'une politique de développement et de régulation des activités agricoles et rurales. Les taux de couverture des besoins nationaux par la production intérieure sont de près de 48 % pour les céréales, de 100 % pour les produits de l'élevage et de 88 % pour les huiles. En dépit du développement des autres secteurs de l'économie nationale, l'agriculture conserve une importance sociale et économique : elle assure environ 11 % du PIB et emploie approximativement un cinquième de la main-d'œuvre. La Tunisie est le premier exportateur industriel d'Afrique en valeur absolue. Les secteurs du textile et de l'agroalimentaire représentent 50 % de la production et 60 % de l'emploi de l'industrie manufacturière.

La Tunisie a longtemps été présentée par la communauté internationale comme un modèle à suivre, de par ses performances remarquables : stabilité macro-économique, compétitivité économique et même réalisation de certains objectifs sociaux. Sur le front macro-économique, la situation budgétaire du pays était stable : la dette publique a sensiblement décru au cours de la dernière décennie et se situe autour de 43 pour cent du PIB, à parité avec d'autres économies émergentes comme l'Argentine et la Turquie. En termes de compétitivité, la Tunisie a obtenu le classement le plus élevé en Afrique, et l'on a pu affirmer qu'elle était globalement encore plus compétitive que certains pays européens comme la République tchèque et l'Espagne. Les indicateurs de «Doing business » pour 2010 ont également classé la Tunisie parmi les dix économies les plus améliorées en termes d'évolution de la réglementation des affaires. Cependant, le classement général établi par le Doing Business indique que la Tunisie a perdu 5 places entre 2012 et 2013, passant de la 45^{ème} à la place 50, avec une dégradation des conditions d'obtention des prêts.

Les principaux défis auxquels doit faire face actuellement la Tunisie sont : (i) la réduction du chômage ; (ii) la maîtrise de l'inflation ; (iii) le développement économique local ; et (iv) la promotion de l'investissement, qui reste vital pour l'économie.

¹⁰ Perspectives économiques pour l'Afrique, 2012. Cas de la Tunisie.

¹¹ Les conditions économiques et sociales en Afrique du Nord, 2011. CEA- bureau Afrique du Nord

Le tableau 1 suivant dresse un récapitulatif des principaux indicateurs économiques de la sous-région. Il illustre les écarts entre les pays, les performances mais aussi les lacunes sur lesquelles les efforts doivent être portés pour les années à venir.

Tableau 1. Présentation des principales informations économiques

	2012	PIB 2013 (%)	Initiation 2012 2013 (%)	Réserves de change (milliards USD) – mois importation	Déficit budgétaire (%PIB) - 2012	IDE – classement 2013 (2012)	Barrières à l'investissement	Dépendance des importations de céréales (2012) %	Subventions des produits de première nécessité -2012- %PIB	Dépendance des ressources naturelles	Perspectives / Réformes
Algérie	2.5	4	8,9	190	39	4	152 (150)	Transferts de propriétés / Paiements des impôts / Raccordement à l'électricité	30	Pétrole et Gaz (72% des recettes budgétaires)	Diversification – agroalimentaire, industrie et Tourisme, BTP) Croissance inclusive
Egypte	2	3	8	15	3	11	109 (110)	Permis de construire / exécution des contrats	52	Dépendance modérée (gaz, agriculture, Tourisme)	IDE / amélioration du climat d'investissement Redressement de la monnaie Relance de la croissance
Libye	106	7.5	8	5	Non déterminées	Nul	Non classé	Peu d'ouverture aux investisseurs étrangers	78	Forte Gaz et Pétrole (70% du PIB)	Diversification de l'économie (Agriculture, industrie...) Renforcement des infrastructures et du secteur privé
Maroc	2.4	4.3	2.1	2.6	12	3.5	6	97 (93)	Transferts de propriétés	40	Modernisation et extension des services de base Croissance inclusive
Mauritanie	4.2	5.3	2.1	6	0.6	3.6	6.1%	167 (164)	Impôts / Prêts / Création d'entreprise / Insolvabilité	90	IDE / amélioration du climat d'investissement Croissance inclusive
Soudan	2	1.8	20	1.5	5	143 (140)	Obtention de prêts / protection des investisseurs / octroi de permis de construire	60	-----	Forte dépendance des Mines (Fer, Cu et Or) – 27% PIB et 52% des recettes budgétaires Modérée (agriculture, élevage)	Diversification de l'économie Modernisation du secteur agricole IDE Comblent les disparités régionales Croissance inclusive
Tunisie	3.6	4.5	4.4	5.6	0.52	3.5	4.8	50 (45)	Bon climat pour l'investissement	64	Reprise d'une croissance inclusive Maîtrise de l'inflation Renforcement de la Promotion de l'investissement

1.1.2 Bilan social

1.1.2.1 Sur le plan sous-régional

Le fait marquant de ces dernières années restera sans nul doute le mouvement de révolte de l'année 2011 qui a vu les peuples d'Afrique du Nord se lever contre le manque de démocratie, les inégalités sociales, le chômage, notamment des jeunes, et l'absence de perspectives économiques. Ces révoltes ont conduit à l'avènement de gouvernements et de parlements nouveaux élus démocratiquement en Égypte, en Tunisie, en Libye et au Maroc. Les nouvelles autorités de ces pays s'efforcent actuellement de répondre aux attentes de leurs peuples dans un contexte économique mondial particulièrement difficile.

Le taux de chômage dans la région est l'un des plus élevés au monde, avec une augmentation de 9,6 % en 2011 à 10,9 % en 2012¹². A titre de comparaison, le taux de chômage mondial se situe autour de 6% de la main-d'œuvre. Pour 2013, cette tendance à la hausse devrait persister et ce malgré une prévision de la reprise de la croissance dans la sous-région. Ce taux spectaculaire résulte avant tout du chômage des jeunes qui demeure élevé. En effet, 90 % des chômeurs ont entre 15 et 29 ans, et le taux de chômage de cette classe d'âge était estimé à 27,1 % en 2011. A titre de comparaison, le taux de chômage mondial pour les jeunes de la même tranche d'âge était de 12,7 % pour l'année 2011. Enfin, ce chômage touche plus particulièrement les jeunes diplômés.

La situation de la femme dans les pays de la sous-région est encore plus inquiétante puisque le taux de chômage global pour la région en 2011 était de 19,0 % chez les femmes contre 8,7% chez les hommes. Par ailleurs, le taux de chômage des jeunes femmes est estimé à plus de 40% et le nombre de femmes actives à 28%, ce qui est très faible comparativement aux autres régions du monde.

Dans son rapport de 2012, l'OIT signale que l'emploi dans cette sous-région est caractérisé par l'augmentation des «emplois vulnérables» ancrés dans le secteur informel. Ces emplois sont en général régis par des dispositions informelles qui privent les travailleurs d'une protection sociale et se caractérisent par une faible rémunération et des conditions de travail difficiles pouvant porter atteinte aux droits fondamentaux des travailleurs.

Les pays d'Afrique du Nord ont réalisé des progrès importants en matière d'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement et notamment dans les domaines de la santé, de l'accès à l'eau ou encore de la lutte contre la pauvreté. Certains pays (Algérie, Égypte, Libye, Maroc et Tunisie) vont vraisemblablement atteindre les OMD en 2015. Toutefois, ces performances cachent des inégalités spatiales importantes (taux de pauvreté allant de 42% en Mauritanie à moins de 1% en Algérie). L'IDH¹³ varie de 0,795 pour la Libye (64ème rang mondial) à 0,402 pour le Soudan (169ème).

1.1.2.2 Le bilan social par pays

L'Algérie a consenti des efforts importants en matière d'investissement dans le cadre de son programme 2010-14, pour un montant de 286 milliards USD. Près de 40 % de cet investissement est consacré au développement humain et porte sur les établissements scolaires, les infrastructures sanitaires et l'amélioration de l'accès à l'eau potable. En 2011, les dépenses sociales ont atteint 17,2 milliards USD, dont 3,14 milliards USD, soit 2,7% du PIB, dans le domaine de la santé publique¹⁴.

Le pays a fait des progrès importants vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). La proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté était estimée à 0,5% en 2009 contre 1,9% en 1988. Le taux de pauvreté est quant à lui passé de 14% en 1995 à 5% en 2009¹⁵. L'accès des populations aux services de base essentiels (eau, électricité, éducation et santé) a été amélioré. Cependant les questions liées à l'accès au logement et au chômage dont le taux est estimé à 10% en 2012 (27% pour les jeunes de moins de 30 ans), demeurent des préoccupations majeures. Le taux de chômage est beaucoup plus accentué chez les Femmes (18%) que chez les Hommes (8%). Pour accélérer la réduction du chômage, le Gouvernement algérien a mis en place, sur le budget 2012¹⁶ une allocation de 2,4 milliards USD destinée à la création d'emplois par les micro-entreprises et à l'insertion professionnelle.

¹² OIT, 2012. Tendances mondiales de l'emploi.

¹³ PNUD, 2012

¹⁴ Perspectives économiques Africaines, 2012.

¹⁵ Rapport National sur les OMD, 2010.

¹⁶ Conditions économiques et sociales en Afrique du Nord. CEA, bureau Afrique du Nord, 2012

En matière de Genre et de parité entre Hommes et Femmes, l'Algérie a réalisé des progrès appréciables, avec notamment la révision de la Constitution en novembre 2008 dans le but de renforcer l'accès des femmes aux centres de décisions. Toutefois, le pays demeure en retard dans ce domaine puisque la proportion des femmes dans les grands centres du pouvoir est d'environ 7%¹⁷.

L'Égypte a réalisé des progrès considérables en matière de réduction de l'extrême pauvreté et de l'accès aux services sociaux de base. En revanche, la pauvreté a plutôt augmenté. Elle touche 44,3 % des personnes âgées de 18 à 29 ans. D'après les estimations de l'African Economic Outlook (2012), 23 % des Égyptiens vivent dans des taudis, où le taux de croissance démographique s'établit à 3,2 % contre 1 % en dehors des bidonvilles. Le taux de pauvreté reste élevé dans les zones rurales. En effet, la Haute-Égypte abrite plus de 51 % des bas salaires, dont 44 % ont entre 18 et 29 ans.

Le travail des enfants continue d'être une source de préoccupation en dépit de son interdiction. Le chômage, en particulier celui des jeunes, a été l'un des principaux sujets de mécontentement qu'ont fait connaître les manifestants durant la révolution. Avec plus de 750 000 nouveaux arrivants sur le marché du travail chaque année, le taux de chômage est en hausse, passant de 8,7 % en 2008 à un taux prévu de plus de 13 % en 2012¹⁸.

La question du Genre demeure un défi pour l'Égypte. Les femmes sont marginalisées en raison d'obstacles économiques, sociaux et politiques. Elles constituent la catégorie la plus vulnérable sur le marché du travail, car elles travaillent essentiellement dans le secteur informel, ou bien en tant que travailleurs familiaux non rémunérés. Leur part dans l'emploi non agricole rémunéré est très faible. Il est en outre difficile de garantir l'application de mesures visant à promouvoir l'égalité entre les genres dans le climat de transition actuel. Toutefois, l'Égypte a réussi à éliminer les disparités entre filles et garçons dans l'enseignement secondaire. En 2009/2010, le taux officiel de chômage s'établissait à 22,2 % chez les femmes et à seulement 5 % parmi les hommes. Cependant, bien que la main-d'œuvre professionnelle et technique soit à 30 % féminine, les femmes ne constituaient que 9 % des administrateurs et des gestionnaires en Égypte en 2007²³. Le taux d'analphabétisme est d'environ 30 %. Il est supérieur chez les femmes, en particulier dans les zones rurales.

Les dépenses publiques en matière d'éducation représentent près de 3.8 % du PIB, ce qui est le taux le plus faible de tous les pays de l'Afrique du Nord. Par ailleurs, les avancées enregistrées par le pays pour l'OMD relatif à l'éducation primaire pour tous pourraient bien s'avérer insuffisantes compte tenu du taux de déperdition scolaire très élevé. Selon l'édition 2010 du Rapport sur le développement humain de l'Égypte, 27 % des jeunes de 18 à 29 ans n'achèvent pas le cycle d'enseignement primaire (17 % ne finissent pas leur scolarité et 10 % n'ont jamais été scolarisés). L'enseignement public est réputé de mauvaise qualité et ne répond pas aux besoins du marché du travail.

L'Égypte, premier importateur mondial de blé, se trouve dans une situation financière déplorable, qui rend aujourd'hui ses achats difficiles. Au point que certains experts craignent des émeutes de la faim. Ce pays, le plus peuplé des pays arabes, a de longue date subventionné le pain dans un pays où un quart des 83 millions d'habitants vit sous le seuil de pauvreté. Ce programme de subvention lui coûte chaque année 2,5 milliards de dollars, selon le département américain de l'Agriculture. La consommation en blé est l'une des plus élevées au monde. Selon la FAO, elle est estimée à environ 145 kilogrammes par habitant et par an (contre 81 kilogrammes pour un Américain). Au cours des dix dernières années, cette consommation a augmenté de près de 40 % et le pays doit aujourd'hui importer plus de la moitié de ses besoins en blé.

La Libye a enregistré jusqu'à la récente révolution des indicateurs sociaux très avantageux en comparaison aux autres pays de la sous-région. La pauvreté y est très faible et l'extrême pauvreté inexistante compte tenu de la rente particulièrement élevée issue des hydrocarbures. L'indice de développement Humain (IDH) est le plus élevé d'Afrique. Il s'élève à 0,795, ce qui place le pays à la 64^{ème} place sur 187 pays classés en 2012. La Libye affiche cependant de fortes inégalités sociales, un taux élevé de chômage des jeunes et de grandes disparités régionales.

Le taux de chômage est l'un des plus élevés de la région du Maghreb, environ 30% (pour l'année 2009), juste derrière la Mauritanie¹⁹. Par ailleurs, on estime qu'environ 28% des familles libyennes ne disposent pas de revenus stables. Le secteur agricole emploie 17% des travailleurs.

Le taux d'analphabétisme des adultes est plus élevé chez les femmes (16,9 %) que chez les hommes (6,27 %), mais le taux de scolarisation est actuellement identique pour filles et garçons, soit une égalité quasi parfaite dans le primaire (avec un taux d'inscription supérieur à 100 %) et un taux particulièrement plus élevé dans le secondaire (120 %). Toutefois, en raison de certaines considérations sociales, les femmes ne participent pas

¹⁷ Droits humains et Égalité Homme-Femme : situation actuelle en Algérie (2008-2011). Financement Union Européenne.

¹⁸ Document de Stratégie Intermédiaire pour l'Égypte. BAD, octobre 2012.

¹⁹ Progrès de mise en œuvre du développement durable en Afrique du Nord. Préparation de Rio+20. 2012.

pleinement au marché de l'emploi, aux activités commerciales et à la politique. L'accès des femmes aux finances n'est pas limité par des contraintes légales, mais plutôt par un héritage historique et des considérations culturelles. Les principaux écueils restent l'insuffisance de leur participation à la vie publique et leur manque d'autonomie économique.

La Libye a beaucoup investi pour permettre l'accès à l'éducation, comme le prouvent les taux élevés de scolarisation et d'alphabétisme, mais elle a eu moins de réussite dans la valorisation de la qualité de l'éducation, ce qui a créé une inadéquation entre les besoins du marché du travail et les formations diplômantes.

Le Maroc est classé à la 130^{ème} place (sur 187 pays) avec un IDH de 0,606²⁰. Pour l'atteinte des OMDs, certains objectifs risquent de ne pas être atteints d'ici 2015, comme par exemple celui relatif aux égalités Hommes-Femmes. Pourtant, dans le domaine de la promotion de l'égalité de genre, le Gouvernement marocain travaille sur de nombreux chantiers (mise en place d'une autorité chargée de la parité, mise en œuvre du code de la famille, lutte contre toute forme de discrimination, renforcement des droits de la femme marocaine...). Il semblerait que les moyens de mise en œuvre de ces politiques ainsi que les campagnes de sensibilisation en faveur des droits de la femme soient insuffisants et expliquent le retard qu'accuse encore le Maroc par rapport à ce thème précis.

Malgré la crise, le taux de chômage a régressé de 9,8% à 9,1% entre 2007 et 2012, mais reste élevé chez les jeunes de 15 à 24 ans (18,3% en 2009) et les diplômés de l'université (26,8%). Le milieu urbain est particulièrement touché, puisque 31,8% des 15-24 ans, 20,2% des 25-34 ans et 20,3% des femmes y sont sans emploi. Malgré la création annuelle de 156 000 postes d'emploi, le taux de croissance économique moyen (4,7%), enregistré ces dix dernières années, reste insuffisant pour absorber l'arrivée des nouveaux diplômés sur le marché du travail. C'est pour infléchir cette évolution que le gouvernement marocain a entrepris un certain nombre d'actions visant à mieux insérer les jeunes chômeurs et à dynamiser l'entrepreneuriat.

Selon les autorités marocaines, ce chômage traduit l'inadéquation du système éducatif au marché de l'emploi, caractérisé par la faible part des filières scientifiques et technologiques. C'est à cette fin que le Gouvernement, à travers le Plan Urgence de l'Education Nationale (PUEN), a engagé une large réflexion concernant le problème de fluidité du marché de l'emploi et le rôle du secteur privé en matière d'intermédiation sur ce marché. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), le taux net de scolarisation en primaire pour 2011 se situe actuellement à 96 % au niveau national (95 % pour les filles). Malgré ces efforts l'analphabétisme touche encore certaines couches de la société, notamment les plus de 45 ans.

Le cadre stratégique national de réduction de la pauvreté vise à soutenir et à améliorer le pouvoir d'achat des plus démunis à travers la création d'activités génératrices de revenus et des mesures sociales telles que l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) et le Régime d'assistance médicale des personnes économiquement démunies (Ramed). D'autres mesures portent sur la compensation de la hausse des prix des matières premières (céréales, sucre et produits pétroliers), le développement du microcrédit, la réduction de l'impôt sur le revenu, ainsi que le renforcement de la couverture médicale de base pour les plus pauvres. En 2011, les fonctionnaires publics ont bénéficié d'une augmentation de salaire de 600 MAD²¹ nets.

La dernière étude du Haut-Commissariat au Plan (HCP) sur « Le Maroc des régions », publiée en 2010, met en évidence une accentuation des inégalités régionales ces dernières années, particulièrement sur le plan économique. Cinq régions (sur seize) contribuent à elles seules à plus de 60 % du PIB national et représentent 57 % de la consommation nationale. L'enquête du HCP montre que les 10 % des plus riches de la population ont un revenu 17 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres.

La Mauritanie a adhéré à la Déclaration du millénaire sur le développement en 2000 et a inclut ses objectifs dans ses politiques et programmes de développement, notamment dans son CSLP-3 (Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, 3ème génération, 2011-2015) adopté en octobre 2010. En fait, la Mauritanie a déjà atteint un certain nombre d'OMD relatifs à : (i) l'enseignement primaire universel (objectif 2) ; (ii) l'égalité entre les sexes dans l'enseignement primaire (élément de l'objectif 3) ; (iii) l'accès à l'eau potable (élément de l'objectif 7). Les tendances actuelles suggèrent que la Mauritanie serait en mesure de réaliser un certain nombre de progrès pour l'atteinte de l'objectif 6, en maîtrisant les grandes maladies comme le VIH/Sida, le paludisme et la tuberculose. Malgré ces quelques progrès, la situation reste très précaire dans le domaine de la santé. Le pays souffre en effet d'une faiblesse structurelle en termes de couverture médicale, de qualité des services et d'efficacité des dépenses de santé.

L'accès universel aux soins de santé est d'environ 67% à l'échelle nationale (dans un rayon de 5 km). Il existe toutefois de fortes disparités entre zones rurales et zones urbaines, et entre riches et pauvres. Les départements les plus pauvres affichent des taux de 9% (Barkéol) et de 15% (Mbout) alors qu'à Nouakchott, la capitale, ce

²⁰ IDH, 2012. PNUD

²¹ Unité monétaire du Maroc. Dirham Marocain

taux est de 98%. Le taux de naissance assistée par un personnel est de 90 % en zone urbaine, contre seulement 30 % en zone rurale. Ce même taux est de 95 % pour les 20 % les plus riches, tandis qu'il n'est que de 21 % pour les 20 % les plus pauvres²².

La Mauritanie continue d'être confrontée à la hausse des prix de denrées de première nécessité, amenant le gouvernement à mettre en place un Programme National de Solidarité (PNS) en 2011 et un programme d'urgence EMEL en 2012. L'année 2012 a été une année de crise alimentaire aiguë avec un déficit pluviométrique et une menace réelle sur le cheptel. En 2012, le Programme Alimentaire Mondial a relevé que plus de 600.000 personnes étaient en insécurité alimentaire, soit 17% de la population nationale.

Selon les données statistiques nationales, le niveau global du chômage est estimé en 2008 à 31,2%, légèrement plus faible qu'en 2004 (32,5%). L'analyse du chômage selon l'âge indique que celui-ci est un phénomène qui affecte largement les jeunes de 15 – 24 ans. Le chômage de ces jeunes se situait, en 2008, aux environs de 67% pour les jeunes femmes et 44 % pour les jeunes hommes. En milieu urbain, il touchait 50,8% des jeunes garçons et 69,0% des jeunes filles.

Le rythme de création d'emplois durables ne parvient toujours pas à suivre celui de la croissance démographique. Face à ce constat d'ensemble, la Mauritanie a mis en place de nombreux programmes et instruments d'insertion des jeunes depuis les programmes du Commissariat chargé de l'Insertion, CDHLCPI, jusqu'à la création plus récente de l'Agence Nationale pour l'emploi des Jeunes, ANAPEJ, en passant par tout le dispositif de formation professionnelle. Une évaluation récente de ces politiques²³, a permis de conclure que tous ces efforts n'ont permis d'insérer durablement dans le marché de l'emploi que 12 600 jeunes chômeurs sur 15 ans.

En matière de représentation politique des femmes, une étape importante a été franchie à la faveur de l'adoption en juillet 2006 d'une loi organique relative à la promotion de l'implication des femmes dans le processus de décision. Cette loi impose un quota minimum de 20% pour la représentation des femmes sur chaque liste municipale et législative. La proportion de sièges occupés par des femmes au Parlement a ainsi atteint 18% en 2007, contre 0% en 1992 et 4% en 2003. C'est au niveau des conseils municipaux que les progrès ont été les plus importants : 30% des conseillers municipaux sont aujourd'hui (2010) des femmes. Au cours de la décennie 1980, il y avait tout au plus une femme ministre, souvent chargée de la « condition féminine ». Au cours des deux dernières décennies et au gré des circonstances, le nombre a été porté à 3 ou 4 femmes sur 25 ou 26 membres du gouvernement, soit une moyenne de l'ordre de 15%. Par ailleurs, depuis 2007, les postes du commandement (Gouverneur, préfet de wilayas) et de la diplomatie (Ambassadeur) ont été, pour la première fois, ouverts aux femmes.

Le Soudan. Les performances dans le secteur social ont été très affectées par la guerre civile et les problèmes de gouvernance qui en découlent. La croissance économique robuste de la dernière décennie n'a pas été suffisamment inclusive pour avoir un impact net positif sur la pauvreté. Celle-ci est estimée à 46,5% (année 2009) au niveau national, avec cependant un fort ancrage en milieu rural (57,6%) comparativement au milieu urbain (26,5%). La dévolution de la responsabilité des services sociaux aux Etats fédérés a entraîné la dégradation des services au plan local, du fait du manque de capacités institutionnelles et humaines, ainsi que de financement adéquat.

Des disparités régionales prévalent au niveau de la quasi-totalité des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), tels que l'insécurité alimentaire, l'accès aux services de santé de base, à l'eau et l'assainissement. Les conflits engagés sur les trois fronts (Est, Ouest et Sud) et les déplacements internes de civils se sont soldés par l'insécurité alimentaire dans certaines régions du pays, et continuent de causer des souffrances et de lourdes pertes en vies humaines. La pauvreté est particulièrement élevée dans les Etats du Sud et de l'Ouest. D'immenses disparités en matière de développement existent entre le Nord et le Sud, avec des situations régionales précaires dans les Etats frontaliers tels que le Sud Kordofan, le Nil bleu, Abyei et la Mer rouge. Les discriminations à l'égard des femmes en matière de salaire, d'emploi et de prise de décisions sont des sujets de préoccupation majeurs portés par la société civile et régulièrement dénoncés par les partenaires techniques et financiers du pays.

La Tunisie a connu ces vingt dernières années une réduction considérable de la pauvreté et une amélioration des indicateurs sociaux. L'Indice de développement humain (IDH) des Nations unies s'élève à 0.712 en 2012, classant la Tunisie en 94^{ème} position mondiale sur 187 pays et à la deuxième place au niveau de la sous-région après la Libye. Entre 1990 et 2010, l'Etat a consacré chaque année en moyenne 2 % du PIB aux dépenses de santé (3 % en 2010), et 6.3 % à l'éducation (7.2 % en 2010). Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) devraient être atteints à l'horizon 2015, à l'exception de la cible 16, qui porte sur la création d'emplois pour les jeunes.

²² CSLP 2011-2015.

²³ Menée par l'université de Nouakchott en collaboration avec l'Université Gaston-Berger de St-Louis, 2013

Les taux moyens de croissance autour de 4 et 5 %, affichés ces dernières années n'ont pas permis d'absorber les inégalités entre les couches sociales et entre les différentes régions du pays. Le taux de pauvreté, jugé autour de 3 % avant la révolution, s'est avéré plus important et dépasserait même les 20 % dans certaines régions. Le chômage n'a fait que grimper au cours des dernières années. En 2011, il s'élevait à 18.9 % des actifs, soit 738 000 chômeurs. Il a baissé de 2,2% en 2012²⁴, soit 16,7%. Avec sept chômeurs sur dix âgés de moins de 30 ans, le chômage des jeunes, notamment les diplômés de l'enseignement supérieur, était déjà un problème majeur avant la révolution. Des programmes d'encouragement de l'emploi existent, essentiellement sous forme d'incitations financières à l'embauche des jeunes ainsi que des programmes de formation auxquels s'est ajouté en 2011 un nouveau programme d'urgence²⁴.

Les femmes ont connu en 2012, un taux de chômage record de près de 28% (contre un taux de 15,4% pour les hommes). Ce chiffre est considéré parmi les plus élevés dans le monde puisque la moyenne mondiale est de 6,5%. Le taux d'activité féminin est de seulement 24,9% contre 70,1% pour les hommes²⁵. La stratégie nationale d'emploi (2014-2017) fait ressortir une augmentation significative du taux de chômage chez les jeunes femmes diplômées du supérieur : 49,4% en février 2012 contre 21% seulement chez les garçons de mêmes qualifications. Cette stratégie vise à ramener le taux de chômage à 8% à l'issue des quatre années de mise en œuvre. Elle indique que le Gouvernement tunisien a réussi à créer en 2012 près de 100.000 emplois alors que sur la période 2000-2010, la moyenne annuelle était de 60.000. En 2013, le gouvernement tunisien cible la création de 140.000 emplois.

Après plus d'une cinquantaine d'années d'indépendance, des catégories sociales et des régions entières sont restées relativement en marge du processus de développement que la Tunisie a connu dans sa globalité. C'est dans ce cadre que la nouvelle stratégie de développement durable (2012-2016) propose, deux axes stratégiques : (i) Renforcer l'équité sociale entre toutes les franges de la société et; (ii) Consolider la compétitivité des régions et renforcer la solidarité et la complémentarité entre elles.

Le tableau 2 reprend les principaux indicateurs sociaux examinés au niveau des pays de la sous-région.
Tableau 2. Principaux indicateurs sociaux

	Taux de chômage - 2012 (%)	Taux de Pauvreté - 2012(%)	IDH – 2012 - classement	Dépenses dans le secteur de la santé (% PIB) - 2010	Dépenses Education - (% PIB) - 2012
Algérie	10	5	0,713 (élevé) – 93 ^{ème}	3,6	4,6
Egypte	13	26	0,662 (moyen) – 130 ^{ème}	2,4	3,8
Libye	30	< 1	0,769 (élevé) – 64 ^{ème}	1,9	ND
Maroc	9	28	0,591 (moyen) – 130 ^{ème}	1,7	5,4
Mauritanie	31,2	42	0,467 (faible) -	1,6	4,4
Soudan	13	46,6	0,414 (faible) – 171 ^{ème}	1,3	6
Tunisie	16	18	0,712 (élevé) – 94 ^{ème}	3	6,3

1.1.3 Bilan environnemental

1.1.3.1 Sur le plan sous-régional

Compte tenu de l'importance mais aussi de la similitude de certains problèmes liés à l'environnement au sein des pays de l'Afrique du Nord (désertification, raréfaction des ressources en eau, dégradation des terres, des forêts et des pâturages ou encore du milieu marin, changements climatiques, pollutions industrielle, urbaine et agricole...), leur prise en compte à l'échelle de toute la région devient un problème crucial. L'engagement de tous les pays de la sous-région à mettre en œuvre les dispositions des différents accords et instruments multilatéraux sur l'environnement traduit l'importance et l'urgence de ces questions. Malgré ces similitudes mais aussi la volonté affichée, par ailleurs au niveau des différents pays, de réussir l'intégration régionale comme moyen de protection de l'environnement, il n'existe toujours pas à l'échelle sous-régionale d'instruments de coordination des politiques environnementales.

L'UMA, qui ne regroupe que 5 pays sur les 7 de la sous-région, a cependant mis en place, depuis 1992, une Charte Maghrébine pour la protection de l'environnement et le développement durable. Cette charte, qui

²⁴ Programme d'Appui au Développement des Zones Défavorisées, 2011. OIT/AFD

²⁵ Institut National des Statistiques de Tunisie, 2012.

définit les orientations générales dans les secteurs clés, demeure toutefois peu opérationnelle et très insuffisamment intégrée dans les politiques publiques nationales de chaque pays.

L'accroissement rapide de la demande énergétique (6 à 8% par an), l'épuisement à terme des sources d'énergie fossile, et les implications de l'agenda du développement durable en matière de réduction des émissions de carbone²⁶, placent la question énergétique au centre des défis environnementaux de la sous-région. Certaines initiatives régionales telles que le Plan Solaire Méditerranéen (PSM) et Desertec Industrial Initiative (DII), contribuent à la dynamique de développement à grande échelle des énergies renouvelables, particulièrement au Maroc, en Egypte, en Tunisie et, en Algérie. Ces pays ont également signé des accords de coopération bilatérale avec les pays du Nord (USA, France, Allemagne, Espagne..) et les pays émergents (Brésil, Chine). De telles initiatives représentent de véritables opportunités d'élargissement de l'accès à l'énergie et à l'investissement au niveau de la sous-région mais aussi de résorption du chômage et d'intégration régionale réussie. Toutefois, de nombreuses voies s'élèvent au sein de l'UMA²⁷ pour demander le lancement d'une réflexion sous-régionale autour de la coordination des actions dans le cadre d'une stratégie maghrébine de développement des énergies renouvelables. Parmi les actions urgentes évoquées : (i) l'harmonisation progressive des réglementations et des codes de réseaux ; (ii) la formulation d'une stratégie régionale de développement des capacités et de transfert des connaissances ; (iii) l'accélération du processus de formulation d'une stratégie maghrébine des ER qui favorise l'émergence de pôles industriels régionaux ; (iv) le développement de programmes régionaux fédérateurs, notamment dans le domaine de la recherche scientifique dédiée aux énergies renouvelables.

L'Afrique du Nord se caractérise par un déficit hydrique des plus élevé au monde (disponibilités en eau inférieures à 1 000 m³/an), une désertification qui affecte environ 85% des terres, lesquelles sont de plus en plus menacées par l'érosion et la salinisation, une agriculture à dominance pluviale très sensible aux variations climatiques, ainsi qu'une concentration démographique et des activités économiques de plus en plus importantes sur les zones côtières.). Tous ces facteurs font que cette sous-région a été qualifiée par le GIEC²⁸ comme l'une des régions les plus sensibles au changement climatique. La Banque Mondiale a publié en 2011 une étude sur l'adaptation au changement climatique et la résilience aux désastres naturels dans les villes côtières d'Afrique du Nord. Cette étude, qui porte sur trois villes, Alexandrie, Casablanca et Tunis, et sur la vallée de Bouregreg au Maroc, située en bordure de Rabat, établit une situation de référence de ces quatre sites et procède à des projections à l'horizon 2030 en matière d'exposition aux désastres naturels, aux phénomènes climatiques extrêmes et à l'influence des changements climatiques sur ces derniers. Elle évalue les risques et les coûts des pertes potentielles et propose des réformes à mettre en place et des investissements à réaliser pour permettre aux villes de protéger leurs populations. L'étude prédit une élévation du niveau de la mer liée au changement climatique de 20 cm à l'horizon 2030 au Maroc, en Tunisie et en Egypte, avec des épisodes orageux beaucoup plus violents. Tunis est présentée comme la ville la plus exposée avec des risques d'instabilité des sols et de submersions marines, mais aussi d'inondations et d'érosion côtière d'élevés à très élevés. Casablanca est principalement concernée par l'érosion côtière et les inondations, Alexandrie par la submersion marine, la pénurie d'eau et l'érosion côtière. Enfin, des risques potentiels sont identifiés dans la vallée du Bouregreg en matière de submersion marine et d'inondations. Les Modèles de Circulation Générale (MCG) indiquent un réchauffement probable de la sous-région de l'ordre de 2°C à 4°C durant le 21^{ème} siècle, avec en particulier plus de 1°C de réchauffement entre 2000 et 2020²⁹.

En pratique, une grande partie des projets d'adaptation sont concentrés au Maroc, en Libye et en Égypte. Ces projets concernent essentiellement les ressources en eau, l'agriculture et les systèmes d'alerte précoce. Pour ce qui est de l'atténuation, la plupart des projets sont exécutés au Maroc, en Tunisie et en Égypte. Ils ciblent le plus souvent le domaine des énergies renouvelables ou encore la réduction des émissions de GES pour un certain nombre d'activités.

Le coût de la dégradation de l'environnement varie entre 2 et 5% du PIB²⁹ pour les quatre pays : Algérie, Egypte, Maroc et Tunisie, alors qu'il est estimé à près de 17% du PIB pour la Mauritanie³⁰. Sur la base de ce critère, la Tunisie enregistre les meilleures performances. Le coût estimé en Mauritanie, bien que largement supérieur aux autres pays, se situe dans les mêmes ordres de grandeur des chiffres enregistrés par les pays du Sahel comme le Mali, le Sénégal ou encore le Burkina Faso.

²⁶ Les émissions moyennes de CO₂ pour la sous-région, calculées sur les 30 dernières années, sont d'environ 2,1 tonnes métriques/habitant. Elles sont très différenciées selon les pays et varient d'un maximum de 8 TM/hbt pour la Libye à 0,2 TM/hbt pour le Soudan

²⁷ Forum international de l'Energie, Rabat, septembre 2012

²⁸ Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC)

²⁹ Rapport MED 2012. Programme sur le développement durable en Méditerranée. Banque Mondiale et FEM

³⁰ A noter cependant que la méthode de calcul adoptée en Mauritanie est différente.

L'acuité de ces questions environnementales par pays et l'absence de coordination à l'échelle sous-régionale induisent des performances en matière de gouvernance environnementale limitées et surtout très différenciées par pays. L'Indice de performance environnementale (EPI, 2012)³¹ élaboré par le Forum économique mondial et l'Université de Yale, classe l'Égypte à la 60ème, l'Algérie à la 86ème, la Tunisie (99ème), le Soudan (104ème), le Maroc à la 105ème place alors que la Libye arrive à la 123ème place sur 132 pays classés. La Mauritanie n'a pas fait partie de ce classement récent pour absence de données. Cependant, ce pays s'est caractérisé jusque-là par de faibles performances en matière de gouvernance environnementale, puisqu'il s'est classé en 2010 à la 161ème place sur 163 pays classés (indice ÉPI, 2010). L'ensemble des pays, excepté la Libye et le Soudan, ont signé et ratifié le protocole de Kyoto, et ont d'ores et déjà produit et soumis leurs premières et deuxième communications nationales.

Les problèmes de santé liés à la pollution, en particulier dans les centres urbains et industriels, constituent un autre défi. Au nombre des causes, figurent les décharges municipales à ciel ouvert, l'utilisation de l'essence plombée pour la motorisation d'un parc automobile vieillissant et mal entretenu, l'utilisation inefficace de combustibles fossiles pour la production d'énergie et les émissions de particules et d'oxyde de soufre par les industries. Les déchets dangereux et les polluants organiques persistants (POP) tels que les résidus des pesticides périmés, sont des problèmes lancinants dans la région. La mise aux normes environnementales des entreprises est encore très insuffisante. Des progrès importants, mais encore limités ont été réalisés notamment en Tunisie, au Maroc, en Algérie et en Égypte. Ces normes sont essentiellement relatives aux rejets d'effluents, à la pollution de l'air (air ambiant, industries telles que les cimenteries...) ou encore à la pollution marine. Les autres pays restent très en retard dans ce domaine.

La gouvernance environnementale demeure pénalisée par la faible intégration régionale. Des problématiques majeures communes et des ressources partagées restent gérées à l'échelle de chaque pays sans concertation ni coordination des politiques engagées. Dans le domaine des ressources en eau, l'Afrique du nord dispose de six bassins hydrographiques transfrontaliers qui couvrent près de 242 000 km² et dont dépendent environ 7,1 millions de personnes. Aucun de ces bassins hydrographiques n'est régi par un traité international/bilatéral. Les cadres de gestion des ressources en eau partagées diffèrent selon les pays impliqués. Les eaux de surface partagées entre le Maroc et l'Algérie, d'une part, et l'Algérie et la Tunisie, d'autre part sont estimées à près de 850 millions de m³ coulant de l'Algérie vers le Maroc, et au même volume du Maroc vers l'Algérie. Ces eaux partagées n'ont jusqu'à présent pas fait l'objet d'accords pour une répartition entre les trois pays. Cependant, des partenariats officiels existent sous forme de constitution de commissions techniques mixtes pour échange d'informations et d'expériences sur la mobilisation et sur la gestion des ressources en eau des bassins frontaliers. La gestion des eaux fleuve Sénégal, principale ressource en eau de la Mauritanie, est du ressort de l'Office de Mise en Valeur du Fleuve Sénégal(OMVS) qui est un organisme constitué par les États qui se partagent les eaux du fleuve Sénégal.

Dans les domaines de la recherche et de l'exploration pétrolière et de l'énergie, la Mauritanie et l'Algérie viennent de signer, en mars 2013, un accord de partenariat stratégique important qui prévoit de faire bénéficier la Mauritanie de l'expérience algérienne en matière d'énergies renouvelables et des avancées techniques et technologiques d'exploration et d'exploitation pétrolières.

En conclusion, il paraît aujourd'hui clair que le renforcement de l'intégration régionale, demeure un moyen important de gérer de façon durable les ressources naturelles, sous fortes pressions, de cette région et d'apporter des réponses collectives efficaces aux défis du développement durable de toute la sous-région.

1.1.3.2 Bilan par pays

Algérie. Les défis auxquels le pays doit faire face en matière d'environnement sont nombreux : (i) une concentration excessive de la population sur la frange littorale conduisant à de fortes tensions dans l'usage des sols et des ressources en eau et à une urbanisation difficile à contrôler ; (ii) une activité économique dominée par l'exploitation de ressources non durables (gaz et pétrole) ; (iii) la persistance de la sécheresse dans certaines régions, ce qui entraîne un déclin de la disponibilité des ressources naturelles au détriment de l'autosuffisance alimentaire ; et (iv) la vulnérabilité aux changements climatiques.

Pour faire face à ces défis et promouvoir un développement durable, les autorités ont mis en place Plan National d'Action pour l'Environnement et le Développement Durable, dans les domaines de l'éducation

³¹ L'indice de performance environnementale (IPE) est un indice composite créé pour évaluer, comparer et améliorer l'efficacité des politiques environnementales. Il a été introduit pour la première fois en janvier 2006 par des chercheurs des universités américaines de Yale et de Columbia.

environnementale, des ressources énergétiques, de l'économie des ressources hydriques, de la préservation des écosystèmes, du développement rural, de l'amélioration du cadre de vie et de la santé des citoyens, de la dépollution industrielle, et de la protection du patrimoine archéologique, historique et culturel. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan, un dispositif législatif destiné à intégrer la protection de l'environnement dans les politiques publiques a été mis en place. Grâce à ces différentes mesures, des avancées notables ont pu être enregistrées en matière de gouvernance environnementale. Ces efforts ont abouti aux bonnes performances environnementales traduites par le classement EPI (2012) et par la forte probabilité pour ce pays d'atteindre l'ensemble des cibles de l'OMD 7 à l'horizon 2015.

L'intensification des transports de masse, secteur consommateur d'hydrocarbures, est l'une des principales sources de pollution atmosphérique et d'émissions de gaz à effet de serre. Cette préoccupation a été intégrée dans la politique algérienne en matière de protection de l'environnement, basée sur l'adoption d'un mode de développement social et économique durable. L'Algérie encourage l'utilisation de carburants moins polluants : le GPL, l'essence sans plomb et le Gaz naturel comprimé (GNC), en vue d'une réduction de la pollution de l'air. L'essence sans plomb est produite depuis 15 ans à la raffinerie de Skikda. La Sonatrach est vint de préparer un vaste programme de modernisation et d'augmentation de capacités de production d'essence sans plomb à moins de 50 particules par million (ppm) de soufre (norme internationale). Ce programme porte aussi sur le renforcement de l'utilisation du GPL/C (GPL carburant) et l'introduction de l'utilisation du gaz naturel comprimé (GNC). Dès la fin 2013, les carburants compatibles avec la norme "Euro 4" seront disponibles sur tout le territoire national.

Afin d'atténuer les risques liés au changement climatique, le Gouvernement a mis en place un projet pilote visant à réduire les émissions de CO₂ et l'émission de gaz à effet de serre en général. Un plan national de reboisement, qui prend en charge la lutte contre l'érosion et la protection de bassins, a également été lancé en 2009. L'Algérie a investi près de 100 millions de dollars sur fonds propres, dans le domaine de l'atténuation des émissions des gaz à effet de serre en séquestrant et en stockant le carbone dans les formations géologiques à Ain Salah (Sud de l'Algérie).

La dépollution industrielle est un autre axe important de la politique algérienne. Il a permis, en 2011, l'élimination des cyanures au niveau de 13 entreprises industrielles réparties dans 10 wilayas. De plus, des instruments de gestion environnementale ont pu être mis en place, notamment dans le cadre de la politique de prévention de la pollution industrielle, et des contrats de performance ont été passés avec certaines entreprises dans le cadre de l'adoption de mécanismes de production plus propres.

Pour réduire la dépendance énergétique vis-à-vis des sources non durables, le Gouvernement a mis en place, en 2011, un Commissariat aux énergies renouvelables, chargé de coordonner l'effort national en la matière et compte développer à l'avenir l'intégration de l'énergie solaire dans le mix énergétique du pays. Il a, dans ce cadre, créé un fonds spécial (Fonds de développement des énergies renouvelables) alimenté par la fiscalité pétrolière, et destiné à financer les actions et projets relevant des énergies renouvelables (en 2011, 1% de la redevance pétrolière a été consacré à ces actions). Par sa situation privilégiée, l'Algérie dispose du plus grand gisement solaire du bassin méditerranéen. Le total d'énergie solaire reçue est estimé à 169 400 TWh/an, soit 5000 fois la consommation d'électricité annuelle du pays.. Un plan à long terme sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique a été adopté avec pour objectif la mise en place de 22.000 MW dont 12.000 MW pour couvrir la demande nationale et 10.000 MW pourraient être exportés, si des garanties d'achat à long terme et des financements extérieurs étaient sécurisés. Ce programme inclut la réalisation, d'ici 2020, d'une soixantaine de centrales solaires photovoltaïques et solaires thermiques, de fermes éoliennes et de centrales hybrides. La station hybride de production d'énergie électrique de Hassi-R'mel (15 MW) est le premier projet concrétisé en matière d'énergies renouvelables qui combine le solaire et le gaz.

Ces politiques sont appuyées par la nouvelle fiscalité écologique basée sur le principe du « pollueur- payeur », afin d'inciter à des comportements plus respectueux de l'environnement. A ce titre, on peut citer plusieurs instruments comme les taxes sur les eaux usées industrielles, les taxes sur les activités polluantes ou encore celle sur la pollution atmosphérique. Ces taxes sont versées au fonds national pour l'environnement et la dépollution. En effet, Le fonds national de l'environnement et de la dépollution assure, depuis sa création, le financement de l'aide aux actions de reconversion des installations existantes vers les technologies propres.

Egypte. Les questions environnementales sont traitées conformément aux priorités identifiées par le plan d'action national pour l'environnement 2002-17. Ce plan vise un développement économique et social inclusif et reconnaît le lien entre le développement durable, l'agriculture, la protection de l'environnement, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. Il fixe un certain nombre d'orientations stratégiques par rapport à des questions majeures, telles que : la gestion des déchets, la qualité de l'eau, la qualité de l'air, l'élimination de la pollution industrielle, les instruments de protection de l'environnement, la formation et la

sensibilisation aux questions environnementales et la décentralisation de l'administration chargée de l'environnement. La problématique des déchets et des pollutions reste des plus importantes et il n'existe jusqu'à présent pas de réglementation spécifique aux déchets. L'Égypte produit à l'heure actuelle plus de 21 millions de tonnes de déchets par an dont près de la moitié (48%) au niveau de la Capitale. Environ 65% de ces déchets sont collectés et gérés plus ou moins efficacement par l'Etat et les opérateurs privés. Le reste s'accumule dans les rues et dans les agglomérations.

Malgré des investissements environnementaux en hausse et des politiques publiques ciblées, les progrès dans la mise en place d'un environnement durable sont lents. La forte croissance démographique pèse lourdement sur les ressources naturelles du pays, en particulier en ce qui concerne la gestion des ressources en eau. Un plan national de gestion de l'eau est en préparation. Compte tenu de son potentiel considérable en matière d'énergies renouvelables, le pays s'est doté d'une stratégie énergétique adoptée par le Conseil Suprême de l'Energie en février 2008 avec pour objectif de produire 20% de l'électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2020. Le plan quinquennal (2012-17) d'extension des centrales thermiques et de constructions de centrales solaires vise à positionner l'Égypte comme un producteur de premier plan pour l'énergie solaire en Afrique du Nord.

L'agriculture, secteur clé de l'économie égyptienne, est de plus en plus menacée par les changements climatiques. Des cycles de sécheresse et d'inondation provoquent la réduction progressive des superficies agricoles. Ces réductions ont été estimées à 15% sur les vingt dernières années³².

L'Égypte a accusé un retard important en matière d'accès à l'assainissement en milieu rural. Si 90% des localités rurales bénéficient d'un accès à l'eau potable, ceci n'est pas le cas en termes d'assainissement rural, où cette proportion ne dépassait pas 30% en 2011. Toutefois, grâce à l'appui de la Banque Mondiale, l'Égypte devrait réaliser une performance importante dans ce domaine d'ici 2015, pour atteindre une couverture totale à l'horizon 2030. Par rapport à l'atteinte des différentes cibles des OMD, on peut noter que : (i) le pourcentage des zones protégées était de 6,1% du territoire national en 2009, contre 4,4% en 2000. A l'horizon 2017, l'Égypte compte faire passer ce pourcentage à 17% de la superficie nationale ; (ii) l'Égypte a réussi, entre 2000 et 2010, à réduire de plus de 70% sa consommation en substance appauvrissant la couche d'ozone (OMD, 2012) ; (iii) en 2010, la proportion de la population urbaine ayant accès à une source d'eau améliorée a été estimée à 98% (OMD, 2012, rapport pour l'Afrique).

Ces performances laissent présager une atteinte des différentes cibles de l'OM 7 à l'horizon 2015.

Libye. Le désert occupe 90% du territoire national. La façade méditerranéenne avec 2 770 km de long concentre 90% de la population. Plusieurs problématiques environnementales se posent aujourd'hui dans ce pays : la déforestation, la diminution des réserves en eau, le déversement important de déchets, le recours à des sources d'énergie non renouvelables, ou encore la gestion durable du littoral. La Libye est confrontée à de graves difficultés dans la gestion de ses ressources naturelles en dépit de la promulgation de lois de protection de l'environnement dans les années 1990 et la ratification de nombreuses conventions internationales. L'un des principaux problèmes est posé par l'épuisement des nappes phréatiques en raison de prélèvements excessifs pour le développement de l'agriculture, qui entraîne une salinisation des nappes et l'infiltration d'eau de mer dans les aquifères côtiers. L'absence de priorité accordée à la protection de la biodiversité, de l'habitat et à la pollution de l'air aura des effets à long terme sur l'écosystème du pays.

La principale difficulté se situe au niveau de l'absence d'instruments de gouvernance environnementale. La prise de conscience des autorités a été très tardive. La première stratégie reconnaissant l'importance de la protection de l'environnement date de 2002. Elle était essentiellement orientée vers les pollutions, notamment marines. La Libye a commencé à concevoir un programme de développement durable en collaboration avec le PNUD en 2008 ; lequel programme a été arrêté suite aux mouvements de contestation en 2011. A l'heure actuelle, cette dynamique n'a pas encore repris. De plus, les priorités fixées par le Gouvernement en 2012 ne mettent pas réellement l'accent sur les questions environnementales.

Les enjeux du développement durable se situent aussi autour d'un contraste important entre un PIB de presque 60 milliards USD, un taux de croissance annuelle de plus 7%, un PIB par tête d'habitant dépassant 14 mille dollars des États-Unis, d'une part, un taux de chômage de plus de 15% et une agriculture n'occupant que 2,1% de PIB d'autre part. Les performances environnementales de la Libye demeurent limitées, ce qui pénalisera fortement le pays pour l'atteinte de l'OMD 7. La Libye est le pays de la sous-région qui possède le plus fort stress hydrique. L'indice d'exploitation des ressources en eau, qui représente la part de l'eau prélevée pour l'ensemble des besoins d'un pays, par rapport au volume annuel moyen des apports naturels, est estimé à plus 100%³³.

³² Nourredine Mohamed, Professeur d'Université. Interview au Journal Al-Ahram, avril 2013.

³³ Rapport de l'Office Internationale de l'Eau, 2012. Les ressources en eau dans le monde.

D'autres problèmes environnementaux importants subsistent : (i) la pollution de l'eau dans la zone côtière, résultant de l'impact combiné des eaux usées, des dérivés du pétrole et des déchets industriels ; (ii) le traitement insuffisant des eaux usées en raison de pannes dans les stations de pompage et les stations d'épuration ; l'absence de réseaux d'assainissement dans certaines régions ; (iii) la gestion insuffisante des déchets solides urbains et l'absence de centres d'enfouissement technique ; (iv) l'absence d'un contrôle opportun et de normes environnementales juridiques pour le secteur industriel, destinés surtout au nombre élevé de petites industries situées au sein des centres urbains.

La Libye réfléchit à réduire sa dépendance des énergies fossiles et polluantes et à valoriser son potentiel en énergies renouvelables. Le gouvernement libyen vient d'annoncer, à l'occasion du colloque de « Dubaï International pour l'énergie, avril 2013 » de porter à 10 % en 2025 la part de l'énergie propre et durable dans sa production de l'électricité. Le plan, adopté par le gouvernement libyen prévoit le lancement de plusieurs projets dans le domaine des énergies renouvelables, en éolien et en solaire, avec, pour 2014, une priorité au projet de production de l'énergie éolienne dans l'est de la Libye.

Maroc. L'orientation stratégique du Maroc pour la protection de l'environnement à moyen et long terme comporte un certain nombre de programmes fédérateurs. Ils concernent particulièrement la protection et la gestion durable des ressources en eau, des ressources en sol, la protection de l'air et la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, la protection et la gestion durable des milieux naturels et particulièrement les forêts, les oasis et le littoral, la prévention des catastrophes naturelles et risques technologiques majeurs, l'amélioration de l'environnement urbain et périurbain et la communication. Le Maroc a adopté en 2012 une charte nationale pour l'environnement et le développement durable et une loi cadre dans le but de consolider les acquis et d'harmoniser les politiques et programmes mis en œuvre. Grâce à ce cadre législatif, le Maroc dispose aujourd'hui d'un instrument intégré et contraignant pour une meilleure gestion de l'environnement et du développement durable. Cette charte détermine les devoirs et les responsabilités individuelles et collectives dans tous les secteurs d'activité. Enfin, la charte encadre l'ensemble des actions et initiatives visant l'atteinte des OMDs.

Les ressources en eau sont estimées à quelque 21 milliards de m³/an et l'agriculture absorbe 80 % de la consommation nationale. L'eau devient de plus en plus rare et de moindre qualité. L'aridification, notamment dans les régions Centre et du Sud, placent le Maroc parmi les pays menacés par le stress hydrique (tableau 3). La baisse de la qualité et de la quantité d'eau met en péril non seulement la santé, l'alimentation et la lutte contre la pauvreté dans les zones rurales, mais aussi la stratégie agricole du gouvernement sur le long terme. Le Plan d'action 2010-2030 lié à la stratégie de l'eau, vise le développement des infrastructures hydrauliques et le reboisement de plus d'un million et demi d'hectares, afin de lutter contre l'érosion des sols et la désertification. Ces actions sont complétées par la mise en place d'un système d'alerte précoce de la sécheresse qui a permis de dresser une cartographie de la vulnérabilité et d'établir des indicateurs de suivi. Une réponse a été apportée à travers la plantation de 3.9 millions de palmiers à l'horizon 2030.

Le Maroc accuse un retard important en termes d'assainissement, surtout en milieu rural, où 32% des ménages utilisent un système autonome et moins de 2% sont raccordés à un réseau d'assainissement liquide. Les centres urbains sont partiellement couverts par des réseaux d'assainissement qui sont souvent vétuste et saturés, avec une insuffisance en matière d'épuration entraînant la dégradation de la qualité des eaux et l'apparition de maladies hydriques.

Pour répondre au défi du changement climatique, et après avoir élaboré sa 1^{ère} et sa 2^{ème} communication, le Maroc a défini un Plan National de Lutte contre le Réchauffement Climatique (PNLCRC) ainsi qu'une approche territoriale dans ce domaine. La stratégie du Maroc en matière de lutte contre les changements climatiques se base sur la mise en œuvre d'une politique d'atténuation des émissions de GES et sur l'anticipation d'une politique d'adaptation pour faire face à la vulnérabilité de son territoire et de son économie face aux changements climatiques. Ces deux axes stratégiques sont la base du PNLRC. Les stratégies en matière de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, ainsi que le développement de projets MDP (Mécanisme de développement propre), rentrent dans la politique d'atténuation des émissions de GES.

Le Maroc vient de lancer un processus de réflexion autour du thème de la sécurité alimentaire et sanitaire face au changement climatique. Cette réflexion a permis de mettre en exergue les principales vulnérabilités du système alimentaire et sanitaire marocain face au changement climatique et d'analyser les options de réformes nécessaires pour favoriser une meilleure synergie entre le système de gouvernance du changement climatique et la sécurité alimentaire et sanitaire au Maroc.

Le Maroc dispose d'un potentiel important en matière d'énergies renouvelables, dont la valorisation a constitué, ces dernières années, un axe important de la politique énergétique du pays. Depuis cinq ans, le Maroc a lancé des projets importants dans ce domaine : les plans solaire et éolien de 2000 MW chacun. Ces projets permettront d'éviter à terme les émissions de respectivement 3.7 millions de tonnes de CO₂ par an et 5.6 millions de tonnes de CO₂ par an. Ces plans bénéficient d'un soutien institutionnel fort et d'un cadre réglementaire propice. Plusieurs lois sous-tendent la mise en œuvre de cette nouvelle vision : (i) La loi sur les énergies renouvelables (dite loi 13-09), qui régle les conditions de production, de commercialisation et organise la concurrence dans ce secteur ; (ii) La loi portant création de la « Moroccan Agency For Solar Energy », qui accompagne la mise en œuvre opérationnelle du Plan Solaire Marocain de 2000 MW dans le cadre d'un partenariat public-privé ; (iii) La loi 47-09 relative à l'efficacité énergétique promulguée en 2011. Une stratégie pour l'efficacité énergétique est en préparation.

Le Maroc a aussi transformé le Centre de Développement des Energies Renouvelables en Agence de Développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Énergétique. Cette dernière est chargée de piloter l'ensemble des politiques de promotion et de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, de sélectionner des sites de développement des énergies renouvelables et de mobiliser les instruments et les moyens de financement nécessaires à la réalisation de ces programmes.

Afin de prendre en compte toutes ces thématiques dans le cadre d'une vision stratégique intégrée, le Maroc vient de lancer un projet d'élaboration d'une stratégie nationale de développement durable dont l'objectif est d'une part, d'assurer l'équilibre entre les besoins du développement socio-économique et la durabilité des ressources naturelles, et, d'autre part, d'améliorer le cadre de vie des populations.

Mauritanie. Elle est divisée géographiquement en quatre zones : (i) le nord minier et pastoral, (ii) le sud-est agropastoral, (iii) la vallée du fleuve Sénégal sédentarisée et agricole et (iv) le littoral étendu et riche, propice aux activités de pêche. La situation environnementale de la Mauritanie est typique des régions sahélo-sahariennes d'Afrique. Elle reste caractérisée par un régime pluviométrique très fluctuant et globalement déficitaire, des déboisements massifs pour des raisons naturelles et anthropiques, la mise à nu des écrans biophysiques entraînant l'accélération des érosions éoliennes et hydriques et sur les ¾ du territoire national, l'absence réelle de productivité des terres (zone aride).

Sur les vingt dernières années, des progrès importants (sur les plans institutionnel, juridique et technique) ont été réalisés en matière de : (i) lutte contre la désertification ; (ii) Conservation de la Biodiversité ; et (iii) gestion intégrée des Ecosystèmes marins et côtiers. Les politiques environnementales sont régies par la stratégie nationale de développement durable, adoptée en 2006, et le plan d'action national pour l'Environnement (PANE) dont la deuxième édition a été adoptée en 2011. Toutefois, il convient de souligner que le PANE I n'a été que très faiblement mis en œuvre car n'a pas servi de tableau de bord aux politiques, programmes et projets mis en œuvre entre 2006 et 2010. En conséquence, peu d'enseignements peuvent être tirés de cette première phase pour mesurer les progrès accomplis. Les défis environnementaux demeurent centrés autour des problématiques suivantes : (i) les effets des changements climatiques sur les ressources en eau, en sol, sur le cadre de vie et sur le développement urbain ; (ii) la gouvernance environnementale, nationale et locale, déficiente en termes de normes et d'application des instruments disponibles ; (iii) l'intégration des enjeux environnementaux et des changements climatiques dans les politiques publiques ; (iv) la dégradation des écosystèmes et de la biodiversité ; (v) la pollution, la gestion des déchets et des catastrophes naturelles ; (vi) l'éducation environnementale ; (vii) la décentralisation et la déconcentration des pouvoirs en matière de suivi, d'évaluation et de coordination des politiques environnementales ; et (viii) le déficit en matière de production des données, d'existence et de fiabilité des systèmes d'informations existants.

De par sa position géographique et l'importance économique des exploitations minières et halieutiques, les autorités mauritaniennes accordent de plus en plus une attention particulière aux questions environnementales. Cet intérêt se traduit par la mise en place de stratégies environnementales globales et thématiques (lutte contre la désertification, changements climatiques, gestion des déchets, énergie domestique, aménagement du littoral, aires protégées...) et d'une réglementation large couvrant les principaux secteurs concernés. En revanche, des insuffisances importantes subsistent encore en termes de respect de cette réglementation et de mise en œuvre des stratégies adoptées. Cette situation entretient la dégradation des écosystèmes et de la biodiversité et porte préjudice aux populations, particulièrement les plus vulnérables (milieu rural et quartiers urbains précaires).

C'est ainsi que dans le plan d'action 2011-2015 du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), des objectifs clairs ont été définis : (i) fournir aux pauvres l'essentiel de leurs besoins à partir de la gestion durable des ressources naturelles ; (ii) réduire les coûts économiques de la dégradation de l'environnement ; et (iii)

développer des mécanismes de financement durable pour l'environnement conformément aux principes définis dans la stratégie nationale de développement durable. De plus, le Gouvernement impose désormais à chaque opérateur dans les secteurs minier et halieutique des clauses spécifiques à la préservation de l'environnement et de la biodiversité. La politique de contrôle environnemental demeure cependant limitée par les faibles moyens et capacités du Ministère en charge de l'environnement et par le poids et les enjeux économiques qui priment souvent sur la préservation de l'environnement.

La mise aux normes environnementales des entreprises demeure limitée à certaines sociétés de grande envergure. A titre d'exemple, la SNIM, a obtenu en 2011 la certification ISO 14001 pour la protection de l'environnement.

La Mauritanie, qui dispose d'un potentiel en énergies renouvelables très important est toujours en forte dépendance des énergies fossiles. Depuis 2000, la demande en électricité augmente de près de 10% par an. En période estivale, la demande globale à Nouakchott, la capitale, excède la production à des niveaux qui peuvent atteindre 70%, ce qui conduit à d'importants délestages. Le coût de production de l'électricité est élevé (coûts des hydrocarbures + taux de perte élevés) et la demande reste limitée par l'insuffisance de l'offre. Les énergies renouvelables sont faiblement intégrées au bilan énergétique national. L'objectif de l'actuelle stratégie du gouvernement est d'amener cette intégration à 20% à l'horizon 2020, avec d'ici 2015 l'installation d'un parc solaire de 45MW et d'un parc éolien de 60 MW.

La Mauritanie est le seul pays de la sous-région à avoir vu sa consommation en substances appauvrissant la couche d'ozone augmenter entre 2000 et 2010. Cette augmentation a été évaluée à environ 30% sur cette décennie. Les mesures prises pour infléchir cette tendance sont insuffisantes et limitées à l'élaboration d'un Plan National de fluides frigorigènes, très partiellement mis en œuvre, et à la mise en place d'un centre national de récupération et de recyclage du CFC.

Enfin, la Mauritanie a préparé entre 2007 et 2012, dans le cadre de l'initiative Pauvreté et Environnement, appuyée par le PNUD et le PNUE, un certain nombre de documents et des instruments stratégiques pour l'intégration de l'environnement dans les politiques publiques et pour une meilleure visibilité des liens entre les trois piliers du développement durable dans les stratégies globales et sectorielles de développement. Toutefois, tous ces produits ne sont toujours pas internalisés dans les processus de gouvernance environnementale.

Soudan. Les liens entre le conflit et l'environnement ont toujours été doubles. D'une part, la longue histoire de conflits de ce pays a eu un impact considérable sur l'environnement, dont les répercussions les plus importantes sont indirectes et incluent les déplacements de population, une absence de gouvernance, une surexploitation des ressources et un sous-investissement dans le développement durable. D'autre part, les problèmes environnementaux ont souvent été des causes de conflit. Les réserves de gaz et de pétrole, les eaux du Nil, l'exploitation du bois, ainsi que les problèmes liés à l'utilisation des terres agricoles et des pâturages sont autant de problématiques qui lient l'exploitation des ressources naturelles aux problèmes sociaux, politiques et économiques du pays.

Un rapport publié par le PNUE en 2010, sur la gestion environnementale du Soudan post-conflit souligne l'importance pour le pays de relever un certain nombre de défis environnementaux majeurs, tels que : (i) le renforcement des capacités du Ministère de l'Environnement à Khartoum ; (ii) l'amélioration de l'accès à l'information pour une meilleure gouvernance environnementale ; (iii) l'intégration de l'environnement dans les politiques publiques ; (iv) l'investissement effectif dans la gestion environnementale et dans la préservation des ressources naturelles ; (v) mise en œuvre de programmes d'évaluation des ressources en Bois et Energie, comprenant des projets de reforestation ainsi que la promotion de solutions alternatives à l'utilisation du bois pour le chauffage et dans la construction ; (vi) la mise en place de mécanismes de financement durable ; et (vii) la déforestation et la dégradation des sols.

Les changements climatiques menacent les perspectives d'une paix et d'un développement durables. La pauvreté, principale cause de l'exploitation intensive des terres marginales, de l'eau et des ressources forestières, vient déstabiliser un équilibre écologique déjà très fragile.

Les taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont respectivement d'environ 60 et 30 % avec cependant d'importantes disparités sociales et géographiques. L'accès aux services d'assainissement a été estimé par le SHHS³⁴ (2010) à environ 27.1% à l'échelle nationale avec près de 47% en milieu urbain et 18% en milieu rural. Le Soudan risque de ne pas atteindre cette cible de l'objectif 7 qui suppose un accès de 82% en 2015.

³⁴ Sudan Household Health Survey

Tunisie a réalisé un certain nombre d'avancées appréciables, notamment dans les domaines de : (i) amélioration du taux de couverture forestière (13% du territoire national en 2011) ; (ii) augmentation du taux de raccordement au réseau d'assainissement ; (iii) création de décharges contrôlées ; ou encore (iv) de l'aménagement de parcs nationaux et de réserves naturelles. Toutefois, l'ampleur prévisible des changements climatiques laisse présager des impacts négatifs non négligeables sur les ressources en eau, l'agriculture et les ressources naturelles. Pour la prise en charge de ces impacts, le gouvernement tunisien met en œuvre des mesures d'adaptation pour augmenter la résilience des écosystèmes, des ressources naturelles et des secteurs économiques vulnérables, en particulier l'agriculture et le tourisme. Par ailleurs, des mesures d'atténuation de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre ont été prises à travers des politiques de développement durable à faible intensité de carbone (tableau 3).

Le pays met actuellement en œuvre plusieurs projets et programmes MDP (Mécanisme de Développement Propre) et ce dans divers domaines, notamment : (i) l'efficacité énergétique (cogénération, isolation thermique des bâtiments, diffusion des lampes basse consommation, substitution énergétique) ; (ii) les énergies renouvelables (énergie éolienne, énergie solaire et biomasse) ; (iii) le développement du transport urbain collectif ; ou encore (iv) la gestion écologiquement rationnelle des déchets. La Tunisie développe depuis une vingtaine d'années un certain nombre de programmes visant une utilisation rationnelle de l'énergie. C'est ainsi qu'est née la politique d'efficacité énergétique appliquée aux secteurs consommateurs importants d'énergie. C'est aussi par ce biais que des économies d'énergie, de l'ordre de 3 Mtep, ont été réalisées dans les secteurs industriel, des transports et dans le résidentiel. Cette politique permettrait des économies de l'ordre de 30 Mtep à l'horizon 2020 et de 80 Mtep à l'horizon 2030.

Dans ce contexte, et à l'instar de la majorité des pays en développement, la Tunisie compte sur l'opérationnalisation rapide des mécanismes financiers, tels que le Fonds Vert pour le Climat, ainsi que ceux relevant du transfert et de développement des technologies, qui sont en cours de conception dans le cadre des négociations actuelles sur le futur accord post-2012 sur les changements climatiques.

La stratégie nationale de développement durable (2012-2016) identifie 10 objectifs stratégiques majeurs pour le pays : (i) Instaurer une consommation et une production durables ; (ii) Etablir l'équité sociale et l'équilibre entre les régions ; (iii) Gérer durablement les ressources naturelles ; (iv) Promouvoir des villes et des villages durables ; (v) Gérer harmonieusement et durablement le littoral ; (vi) Promouvoir un transport durable ; (vii) Rationaliser la consommation énergétique et promouvoir les énergies nouvelles et renouvelables ; (viii) Renforcer les capacités d'adaptation aux changements climatiques et à la désertification ; (ix) Promouvoir l'économie et la société du savoir ; (x) Améliorer la gouvernance du développement durable. En terme de gouvernance environnementale, la Tunisie articulera ses interventions à venir autour des axes suivants : (i) Renforcement de l'intégration de l'environnement dans les politiques, les plans et les programmes de développement sectoriels ; (ii) Appui à la planification et l'action environnementale sur le plan régional ; (iii) renforcement des capacités des acteurs agissants dans le domaine de l'environnement et du développement durable ; et (iv) amélioration des dispositifs de suivi et d'évaluation dans les domaines de l'environnement et du développement durable. Enfin, la Tunisie vient de présenter au mois de mai 2012, dans le cadre du forum international sur le financement des projets de développement de la Tunisie Nouvelle, une série de projets d'infrastructures et de développement durable, touchant aux domaines de l'assainissement ou encore de la dépollution.

Le tableau 3 suivant reprend les principaux indicateurs environnementaux pour les pays de la sous-région.

Tableau 3. Les principaux indicateurs environnementaux par pays

	Déforestation moyenne annuelle (2000-2010)	Aires protégées (% territoire national – 2010)	Ressources Eau douce renouvelables (m ³ /hbt- 2010) <i>interne</i> total	Accès eau potable (% population)- 2010	Accès Assainissement (% population)- 2010	Croissance annuelle Population urbaine (1990-2011)	Emission de CO ₂ (millions de tonnes métriques)- 2010	Utilisation Energie (Kg.éq.pétrole/hbt) - 2010	Production Electricité (milliards KW/heure)- 2010
Algérie	0,57	6,2	313 interne < 1000	83	95	2,6	121,3	1,138	45,6
Egypte	-1,73	6,1	22 interne < 1000	99	95	2,1	216,1	903	146,8
Libye	0,00	0,1	109 interne < 1000	ND	97	1,3	62,9	3	31,6
Maroc	-0,23	1,5	899 interne < 1000	83	70	1,6	48,8	517	22,3
Mauritanie	2,66	1,1	153 interne 3000	62	26	3	2,1	ND	ND
Soudan	0,08	4,2	672 interne 2000	58	26	2,6	14,3	371	7,8
Tunisie	-1,86	1,3	393 interne < 1000	94	85	1,5	25,2	913	16,1

1.2- Le profil synthétique du développement durable de la sous-région

L'examen des rapports et documents produits à l'échelle de chaque pays et à l'échelle sous-régionale a permis de dégager un certain nombre de traits majeurs, en fonction des progrès réalisés et des contraintes et défis qui restent à relever. Ces traits tracent aujourd'hui les contours du profil du développement durable de la région, ce qui permettra d'avancer vers la définition d'orientations stratégiques futures. Cette description permet d'aborder les défis du développement durable sur trois échelles : (i) les questions communes à tous les pays ; (ii) les questions communes aux pays à profils similaires ; et (iii) les questions spécifiques.

1.2.1- Les problématiques communes

Les pays de la sous-région affichent un certain nombre de similitudes dans leurs contextes économique, social et environnemental, qu'il convient de traiter de façon globale pour réussir la transition vers un développement durable. Il s'agit notamment :

- **Sur le plan économique :** (i) du renforcement de la résilience des économies face aux aléas climatiques ; (ii) de la nécessité de diversification des économies afin de réduire leur dépendance d'un ou de deux secteurs ; (iii) de la maîtrise de l'inflation par une meilleure maîtrise des prix et du marché et par une intégration régionale plus réussie ; et (iv) de la maîtrise des disparités régionales, notamment en termes d'orientation des investissements et d'optimisation des potentialités de chaque territoire ;
- **Sur le plan social :** (i) des réformes du système éducatif pour une meilleure adéquation entre la formation et les besoins du marché de l'emploi, avec un accent particulier sur la réduction du chômage chez les jeunes ; (ii) de la réduction des inégalités entre Hommes et Femmes, notamment dans l'accès aux centres de décision politique et aux facteurs économiques ; (iii) de la maîtrise de la croissance démographique, de l'urbanisation et de la promotion de l'industrialisation
- **Sur le plan environnemental :** (i) de la réduction de l'emprise humaine et des activités économiques à risques sur les zones côtières et littorales et de la lutte contre la désertification ; (ii) de la valorisation des ressources naturelles pour une transition réussie vers une croissance verte et inclusive ; (iii) de la maîtrise de l'énergie et d'une valorisation efficiente de l'extraordinaire potentiel en énergies renouvelables de la sous-région pour renforcer la sécurité énergétique ; (iv) de la nécessité d'intégrer l'environnement dans les politiques publiques ; (v) de la gestion intégrée des ressources en eau et de la maîtrise de l'assainissement dans les zones rurales et semi-urbaines ; et (vi) de la maîtrise des impacts du changement climatique et de la gestion des risques de catastrophes naturelles

1.2.2- Les problématiques communes aux pays à profils similaires

L'une des remarques que l'on peut faire à l'issue du bilan réalisé dans le chapitre précédent est qu'il existe des disparités importantes entre les pays. Disparités qui ont des effets directs sur les choix stratégiques à opérer par chaque pays pour arriver à un développement durable à l'échelle de la sous-région. Cela suppose, pour une thématique donnée, non seulement des actions différenciées en fonction des progrès réalisés par chaque pays, mais aussi, de définir des cadres de partenariat spécifiques en termes de partage de bonnes expériences, de renforcement des capacités et de transferts de technologies et de savoir-faire.

Les sept pays peuvent être classés en cinq groupes selon des critères majeurs de développement durable (par exemple : leurs ressources naturelles pour le pilier environnemental, leur main d'œuvre pour le pilier social et leur niveau de revenus pour le pilier économique) :

- o **Classe 1.** Formée par le Maroc et la Tunisie, qui affichent de nombreuses similarités. Ce sont des pays à revenus intermédiaires, pauvres en ressources naturelles et riches en main d'œuvre. Ils ont développé un secteur des services très important pour leurs économies.
- o **Classe 2.** Formée par l'Egypte et l'Algérie. Pays à revenus intermédiaires, riches en ressources naturelles et en main d'œuvre. Il faut cependant nuancer les similitudes en précisant que le modèle algérien est un modèle économique en transition, où subsistent encore plusieurs barrières au libéralisme (moins ouvert à l'investissement).
- o **Classe 3.** La Libye qui représente un pays à revenus intermédiaires supérieurs, dans le cadre d'une économie en transition, riche en ressources naturelles mais pauvres en main d'œuvre qualifiée (forte dépendance de la main d'œuvre étrangère).
- o **Classe 4.** Formée par la Mauritanie et le Soudan, pays à faibles revenus, riches en ressources naturelles et en main d'œuvre.

Il nous semble important, dans un premier temps, de tenir compte de cette classification pour mieux orienter les actions à mener. Pour illustrer cette suggestion, on peut avancer les constations suivantes :

- Le Maroc, L'Egypte et la Tunisie ont réalisé des performances plus importantes que les autres en matière d'intégration de l'environnement dans les politiques publics, de développement de technologies propres (énergies renouvelables, mise en place de fonds de technologies propres et d'instituts technologiques spécialisés) et des avancées remarquées dans la réflexion et la préparation des mécanismes de transition vers l'économie verte ;
- Sur les mécanismes financiers, on peut noter que L'Algérie et la Libye sont les seuls pays à avoir réalisés des investissements sur fonds propres en matière de développement durable, alors que l'Egypte, le Maroc et la Tunisie ont su exploiter les mécanismes régionaux et internationaux existants (ex Mécanismes de Développement Propres) ;
- Le Maroc, la Tunisie, l'Egypte et l'Algérie ont enregistré des progrès significatifs dans la réalisation des OMDs et notamment en matière de réduction de la pauvreté ;
- Concernant la sécurité alimentaire, et bien que toute la zone soit en proie à une forte dépendance vis-à-vis des importations de céréales, il existe de fortes disparités. L'Egypte demeure le plus gros producteur agricole mais aussi importateur et consommateur de céréales, avec cependant des difficultés économiques et financières importantes. La Libye et l'Algérie sont fortement dépendants des importations de céréales mais disposent de solides ressorts budgétaires. Le Maroc et la Tunisie restent vulnérables car trop dépendants des importations avec en plus des contraintes budgétaires importantes. Le Soudan dispose d'un potentiel agricole important mais risque de connaître des problèmes budgétaires dommageables compte tenu de la réduction drastique des recettes pétrolières depuis la séparation du Soudan du Sud. La Mauritanie est le seul pays de la sous-région en proie à des crises d'insécurité alimentaires récurrentes et à des difficultés budgétaires structurelles. La Mauritanie et le Soudan restent à la traîne en matière de développement humain et de gouvernance environnementale.
- En termes de croissance verte et inclusive, des expériences intéressantes ont pu être menées en Algérie, en Egypte, au Maroc et en Tunisie. C'est le cas par exemple dans le développement des énergies nouvelles et renouvelables ou encore dans les politiques d'efficacité énergétique. Le Soudan, la Mauritanie et la Libye sont totalement en retard dans ce domaine.
- En termes d'énergie domestique, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Egypte et la Libye affichent une dépendance vis-à-vis du bois et du charbon de bois inférieure à 25%, alors qu'elle est de plus de 55% pour la Mauritanie et plus de 80% pour le Soudan.
- Le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et l'Egypte ont enregistré des progrès importants pour la réalisation de l'objectif 7 des OMD entre 1990 et 2011. Ceci n'est pas le cas pour les trois autres pays.

1.2.3- Les problématiques spécifiques

Ce sont des questions par rapport auxquelles certains pays connaissent des difficultés plus importantes que les autres et pour lesquelles les approches à adopter deviennent plus spécifiques. C'est le cas, notamment : (i) de la forte insécurité alimentaire en Mauritanie, qui a touché près de 17% de la population en 2012, et de ses conséquences économiques, sociales et environnementales ; (ii) de l'inadéquation des dispositifs institutionnels et réglementaire du développement durable et de l'éducation environnementale en Libye ; (iii) de la dépréciation monétaire et de la gestion de l'urbanisation et de l'habitat durable en Egypte avec une pression démographique très forte qui génère notamment des problèmes environnementaux de grande ampleur ; (iv) de la relance de la croissance et de l'exploration de mécanismes de financement du développement durable au Soudan, en vue de pallier les pertes liées à la scission du pays en deux ; (v) de la gestion des produits chimiques périmés au Maroc, où un stock de près de 5 000 tonnes menace l'environnement et la santé humaine.

1.3- Les grands défis à portée régionale

Du chapitre précédent, on peut retenir un certain nombre d'enjeux de portée régionale. Ces problématiques majeures, largement partagées par les différents pays, sont susceptibles de constituer à l'avenir un véritable frein au développement durable de la sous-région. On rappelle que cette région d'Afrique du Nord est un espace physique et géographique uniforme, constitué d'un ensemble d'écosystèmes imbriqués et donc interdépendants. Ces caractéristiques exigent, pour que soit préservé l'environnement commun, des actions concertées entre tous les États de la région dans le cadre d'une

coopération intelligente fondée sur l'observation, la surveillance, l'échange d'informations, d'expertise ainsi que la mise en œuvre de programmes et de directives appropriées. Cette solidarité environnementale doit aller au-delà des divergences d'ordre politique ou économique, susceptibles d'exister entre les pays membres.

1.3-1. Sur le plan environnemental

1.3-1.1. Les ressources en eau et en sols

Les sept pays connaissent, à des degrés différents, le problème de la **désertification** qui détruit le potentiel biologique des sols et dont les conséquences sont la raréfaction de l'eau, la baisse de la productivité des terres, la perte de la biodiversité et la dégradation de la qualité de la vie. Parmi les causes, certaines sont d'origine naturelles, d'autres sont évidemment liées à l'action de l'homme (surexploitation des ressources naturelles, inefficacité des politiques publiques, faible concertation entre les différents acteurs, absence de vision à long terme...). Bien que ces problématiques soient partagées, dans un espace géographique et économique commun, les politiques nationales destinées à lutter contre ces phénomènes sont diversement menées par les États, sans concertation spécifique, et dont l'efficacité dépend bien souvent des moyens financiers disponibles, en provenance le plus souvent de la coopération internationale.

L'augmentation des surfaces irriguées et la pression croissante sur une ressource en eau rare dont les limites ne sont pas toujours connues risquent d'amener certains pays au-delà du point de rupture. Ce point touche déjà la Libye et menace, à court et moyen termes, la Tunisie, voire l'Algérie. A titre d'exemple, on estime que la Tunisie dispose seulement de 4560 millions de m³/an de ressources en eau renouvelable soit 3% des ressources en eau de la sous-région. A l'horizon 2020, de nombreuses études³⁵ prédisent un véritable stress hydrique pour la Libye et la Tunisie, pays qui partagent les eaux du Système Aquifère du Sahara Septentrional (SASS) avec l'Algérie. Là aussi les politiques de mobilisation de l'eau sont conduites, par chacun des pays à son niveau, en fonction de la disponibilité supposée de cette ressource. En s'amenuisant sous cette pression régulière, la ressource en eau pourrait devenir une source de conflits importants. C'est aussi le cas des nappes souterraines transfrontalières entre la Libye et l'Egypte.

1.3-1.2. Les énergies renouvelables

Sur la **question des énergies renouvelables** et malgré des potentiels inégaux et des ressources différentes et faiblement exploitées, les pays d'Afrique du Nord font face aujourd'hui à des défis similaires en termes de sécurité énergétique. En effet, la demande énergétique est en augmentation régulière (8% en moyenne par an) et les besoins demeurent couverts par une énergie fossile subventionnée. Pour sortir de cette situation, les pays développent à des vitesses et avec des réussites différenciées des politiques dont l'objectif est d'accroître significativement la part des ER dans le mix énergétique (moins de 3% de la capacité de génération de l'électricité). Certains, comme l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et l'Egypte, ont réalisé des investissements conséquents³⁶. De nombreuses contraintes doivent cependant être levées, dans le cadre d'une vision d'intégration régionale, pour permettre l'accès à ces énergies. Les solutions passent la promotion du transfert de technologies, en renforçant les réseaux d'échanges et les partenariats entre pays membres, ou encore l'optimisation des infrastructures d'interconnexions transfrontalières. La Mauritanie est entrain de mettre en œuvre une stratégie ambitieuse d'intégration des énergies renouvelables à l'horizon 2020. La Libye et le Soudan sont à l'heure actuelle en retard dans ce domaine.

Dans ce secteur et malgré ses atouts importants (main d'œuvre, expertises, gisements solaire et éolien, réussites en matière d'efficacité énergétique...), l'Afrique du nord reste des régions les moins intégrées. Des cadres et stratégies de coopération plus larges peuvent être valorisés comme par exemple la stratégie Pan Arabe des énergies renouvelables (2010-2030) ou encore le Plan Solaire Méditerranéen (PSM). Ce dernier prévoit un développement de la capacité de production d'énergie solaire en Afrique du Nord pour atteindre, d'ici à 2020, quelque 20.000 MW, dont une partie sera dédiée aux connexions entre pays d'Afrique du Nord. En effet, à l'heure actuelle la plupart des échanges transfrontaliers d'électricité ciblent l'Europe ou le monde arabe.

³⁵ Banque Mondiale 2008. Note sur l'environnement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

³⁶ Le secteur des énergies renouvelables en Afrique du Nord. CEA-AN, 2012

1.3-1.3. Ressources naturelles et changements climatiques

Les changements climatiques risquent d'impacter, à court terme, la vie des populations de cette sous-région et de contribuer à la dégradation des ressources naturelles. Les émissions, toujours plus importantes, de gaz à effet de serre, les modifications constatées de la pluviométrie et des températures, les risques d'élévation du niveau de la mer (cas de la Tunisie, de l'Egypte et du Maroc, cités plus haut) et la recrudescence des épisodes climatiques extrêmes sont autant de signes aujourd'hui visibles et de défis à relever pour cette région. Les investissements à consentir pour inverser, voire stopper, cette tendance, par l'adaptation ou l'atténuation des effets du changement climatique, seront particulièrement lourds et difficiles à supporter par les Etats si des politiques d'urgence n'étaient pas mises en œuvre dans ce domaine.

Pour une meilleure prise en compte des questions liées au changement climatique, les pays fournissent actuellement des efforts réels, bien différenciés, et surtout non concertés. Le Maroc et la Tunisie mettent en œuvre des politiques dynamiques qui ont permis d'asseoir des bases techniques et technologiques solides et d'améliorer régulièrement leurs capacités institutionnelles et techniques. L'Egypte, malgré une volonté affichée et quelques expériences pilotes se heurte à un cadre juridique incomplet et à une grande lourdeur dans la mise en œuvre. L'Algérie, malgré la mise en œuvre de projets d'adaptation et d'atténuation des effets climatiques, respectivement dans les domaines des forêts, de l'eau et de la santé, reste en recul par rapport aux enjeux et aux opportunités offertes en matière de mobilisation des financements extérieurs et de renforcement des capacités. La Libye, la Mauritanie et le Soudan demeurent en retard par rapport aux autres pays membres, même si la Libye compte dans ses réalisations la mise en œuvre de certains projets dans le domaine des ressources en eau.

La région recèle une **biodiversité** importante pour le patrimoine mondial et pour les équilibres des écosystèmes. Selon le PNUE,³⁷ huit cent soixante-dix espèces de plantes sont classées rares, menacées ou endémiques en Afrique du Nord. Certaines zones de forte biodiversité en tortues et en mammifères marins sont de plus en plus menacées. L'UICN estime que plus d'une centaine de ces espèces sont aujourd'hui en voie de disparition dans cette zone, du fait de la surexploitation des ressources, de la forte pression humaine, de la sécheresse, du surpâturage, du tourisme peu durable ou encore des conflits armés, passés ou latents (notamment au Soudan).

D'autres questions comme les effets peu maîtrisés de **l'industrialisation** (pollutions potentielles) ou encore la **forte empreinte humaine sur les zones littorales et urbaines**, sont autant de préoccupations majeures largement partagées par ces pays.

1.3-2. Sur le plan économique

La promotion de la croissance économique et de la bonne gouvernance représente un des objectifs majeurs affichés par les gouvernements des différents pays de la sous-région. La diversité des ressources naturelles que recèle cet espace, l'existence d'une infrastructure physique solide et de ressources humaines de qualité sont des atouts considérables pour stimuler le développement économique grâce à l'intégration régionale. Malgré de timides progrès accomplis, notamment par la signature d'accords commerciaux (bilatéraux ou inter-régionaux), ainsi que l'avènement de certaines conditions favorables à grande échelle (augmentation des cours du Pétrole et certains minerais, ...), il subsiste un certain nombre de contraintes qui freinent la dynamique économique de la sous-région et qui méritent d'être levées.

Des économies vulnérables aux aléas climatiques

Les aléas climatiques engendrent une perte de la productivité des sols et une dégradation continue du couvert végétal, ce qui rend les économies particulièrement vulnérables. Ces différents facteurs participent à la dégradation du secteur agricole, à l'insécurité alimentaire, à l'instauration de la précarité et à la dépendance des pays de la région vis-à-vis du marché mondial des produits de première nécessité. Pourtant le secteur agricole tient une place importante dans les économies des différents pays (30% au Soudan, et en moyenne 10% du PIB pour les autres pays sauf pour la Libye et la Mauritanie, où il représente moins de 4%). Ensuite, le développement agricole est indissociable de la gestion des ressources en eau (plus de 80% de cette ressource y sont consacrés dans les différents pays) et des choix opérés par les politiques publiques en la matière. Cette dépendance des différents pays de la sous-région des importations mondiales laisse la place à une possible insécurité alimentaire catastrophique (rupture des stocks, pas de maîtrise des prix mondiaux...).

³⁷ PNUE, 2013. Les pertes de biodiversité dans la région liées à l'expansion des terres cultivées dans les pays tropicaux

Des économies fortement dépendantes des ressources naturelles

Les économies des différents pays de la sous-région sont majoritairement dépendantes de l'exploitation des ressources naturelles et demeurent peu diversifiées. Pour l'illustrer, on peut prendre les exemples de l'Algérie et de la Mauritanie. Pour l'Algérie, le secteur des Hydrocarbures représente 98 % du volume total des exportations³⁸ et 70 % des recettes budgétaires, soit 71,4 milliards USD. Entre 2011 et 2012, ce pays a enregistré un très faible niveau des exportations hors hydrocarbures, d'une valeur de 500 millions USD. Le rapport de la Banque centrale d'Algérie (2012) note la faible compétitivité externe de l'économie nationale, toujours dépendante des importations, notamment celles des biens, qui ont progressé de 3,5% à 23,9 milliards de dollars. Pour ce qui est des IDE, les résultats ne sont également pas satisfaisants puisqu'ils ont été légèrement inférieurs à un milliard de dollars durant les six premiers mois de l'année 2012. Pour la Mauritanie, les exportations restent fortement concentrées sur un nombre très limité de produits (minerais, poissons, bétail sur pied dans une moindre mesure et hydrocarbures) et cela accroît le degré de vulnérabilité de l'économie.

Une croissance économique insuffisante pour générer de l'emploi

La croissance économique de la sous-région reste encore insuffisante pour générer de l'emploi. Après une augmentation rapide entre 1960 et 1980, la croissance et l'emploi ont commencé à stagner dans la plupart des pays de l'Afrique du Nord. Entre 1980 et 2010, la croissance par habitant n'a été en moyenne que de 0,5 % par an dans la sous-région.

La croissance économique et la politique de l'emploi demeurent limitées par les faibles résultats des productions nationales, notamment en termes de création de valeurs ajoutées, mais aussi par des stratégies de redistribution des richesses (notamment celles issues des ressources naturelles) encore insuffisantes voire inexistantes. Compte tenu des constats réalisés, il paraît aujourd'hui obligatoire, pour les différents gouvernements de la sous-région de reformer leurs politiques économiques afin de promouvoir une croissance plus inclusive qui sera créatrice d'emplois et génératrice de revenus et qui permettra à toute la région de s'inscrire dans une stabilité politique durable.

1.3-3. Sur le plan social

Sur le plan social, les pays de la sous-région, excepté la Mauritanie et le Soudan, connaissent un développement humain régulier, avec notamment de véritables acquis en matière de lutte contre la pauvreté et des progrès appréciables vers l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement à l'horizon 2015. Toutefois, cette situation ne doit pas occulter certaines contraintes comme le chômage, les inégalités entre les couches sociales et entre les régions, les flux migratoires de plus en plus importants ou encore l'insécurité alimentaires. Il convient aussi de noter la faible intégration du développement durable dans le système éducatif, seul gage de changements de comportement, de compréhension et d'appropriation des enjeux pour les jeunes actuels et pour les générations futures.

Un taux de chômage inquiétant, particulièrement chez les jeunes

Le taux de chômage se situait en moyenne autour de 12 % au cours des deux dernières décennies, ce qui représentait un seuil rarement atteint dans le monde. En 2012, les taux de chômage en Égypte, au Maroc, au Soudan et en Tunisie se situaient entre 10 % et 20 %, alors qu'il avoisinait les 32% en Mauritanie. Par ailleurs, il existe de réelles disparités entre les différents groupes sociaux et entre les zones géographiques d'un même pays (provinces, rural vs urbain...). C'est le cas pour tous les pays pour ce qui concerne les disparités entre les différentes provinces, mais aussi pour ce qui est des différences de développement entre milieu urbain et milieu rural, et pour les disparités de genre.

Le taux de chômage élevé, en particulier chez les jeunes, les femmes et les diplômés de l'enseignement supérieur, représente un problème économique et social pour l'Afrique du Nord. En dépit d'investissements très importants, le système éducatif ne fournit pas les compétences recherchées par le marché du travail. Cette situation empêche la croissance de l'emploi durables, en particulier les perspectives d'emploi des nouveaux diplômés, et favorisent le développement du marché informel. Par ailleurs, les filets de sécurité sociale restent faibles et la plupart des travailleurs ne disposent pas de protection sociale.

Enfin, il est important de souligner que malgré l'ampleur de ce problème et ses conséquences politiques, économiques et sociales, il n'existe à l'heure actuelle aucune initiative de coopération régionale sur les questions de l'emploi, en particulier, et du développement humain en général.

³⁸ Pour l'année 2011

Une insécurité alimentaire menaçante

Les pays d'Afrique du nord restent fortement dépendants des importations de céréales. Cette dépendance les rend fragiles aux chocs liés aux variations des prix des denrées alimentaires sur le marché international. Prix en augmentation continue depuis plus de dix ans. Plus récemment, des baisses importantes des productions de céréales aux Etats-Unis et en Russie ont été enregistrées. Dans ce contexte, la question de la sécurité alimentaire devient cruciale pour les pays de la sous-région.

En effet, depuis plus de dix ans, les prix de ces denrées alimentaires ne cessent de flamber. Pour traiter cette question, le conseil des ministres maghrébins a signé, en juin 2010, à Tripoli, l'accord de convention visant l'instauration d'une zone de libre-échange des produits agricoles entre les pays de l'UMA. Par ailleurs, la commission ministérielle spécialisée dans la sécurité alimentaire réunie, en 2009 à Marrakech (Maroc), avait mis l'accent sur la nécessité de renforcer l'échange commercial des produits agricoles afin de réaliser la sécurité alimentaire dans la région. Au-delà des questions de commerce et d'approvisionnement, les pays ont noté la nécessité de lutter contre les défis de la politique de sécurité alimentaire à l'échelle régionale, à savoir : la gestion durable de l'eau, la mise en place d'une politique commune de stabilisation des prix alimentaires, ou encore le renforcement des systèmes de production.

Le dernier rapport de la FAO³⁹ sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde indique que l'Afrique du Nord compte environ 4 millions d'individus qui souffrent de sous-alimentation, soit 2,7% de la population globale. Ce nombre semble ne pas avoir évolué depuis 2007, à l'inverse de l'Afrique sub-saharienne qui est passé de 216 à 234 millions de personnes sous-alimentées, ce qui représente 26,8% de la population de cette région. Dans les pays développés, le pourcentage des personnes sous-alimentées est passé de 1,3% en 2007 à 1,4% en 2012.

Ce rapport met aussi en évidence le fait que dans la sous-région l'agriculture possède un potentiel de contribution à la réduction de la pauvreté qui demeure modéré, ou au moins égal à celui des secteurs non agricoles. Les cas de la Mauritanie et du Soudan semblent être différents des cinq autres pays compte tenu de leur moindre niveau d'urbanisation et surtout de la concentration des pauvres en milieu rural. Par ces traits, ces pays paraissent plus comparables aux pays d'Afrique subsaharienne où l'agriculture contribue de manière beaucoup plus marquée à la croissance économique. Des efforts importants dans ce domaine de la part de ces deux pays pourraient constituer un levier de croissance économique important.

Enfin, le rapport de la FAO note une augmentation de l'obésité dans tous les pays de la sous-région, avec des taux de prévalence variant de 10 à 20% pour le Maroc, la Mauritanie, le Soudan et l'Algérie, entre 20 et 30% pour la Tunisie, et supérieur à 30% pour l'Egypte et la Libye.

³⁹ Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde, FAO, 2012.

CHAPITRE II

LES RECOMMANDATIONS DE LA CONFERENCE DE RIO+20 ET LEURS IMPLICATIONS SUR LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DURABLE DES PAYS

2.1- Les Principaux résultats issus de la Conférence Rio+20

L'objectif de la Conférence de Rio+20 était d'une part, de renouveler l'engagement politique de la communauté internationale en faveur du développement durable, et, d'autre part, de faire le point sur les progrès accomplis et d'évaluer les différentes étapes qui restent à franchir pour atteindre les objectifs fixés. Deux thématiques principales ont été abordées : (i) le cadre institutionnel et stratégique de mise en œuvre des politiques de développement durable ; (ii) le rôle de l'économie verte dans le contexte de la réduction de la pauvreté en particulier et dans l'atteinte des objectifs du développement durable en général.

Le document final issu de cette conférence et intitulé '*L'Avenir que nous voulons*' appelle les différents gouvernements et la communauté internationale à s'impliquer dans l'agenda de suivi post Rio+20 qui porte sur les questions suivantes :

- Le processus d'élaboration des objectifs de développement durable de portée mondiale qui doivent être approuvés par l'Assemblée Générale des Nations Unies;
- La détermination de la structure et des modalités organisationnelles du Forum Politique intergouvernemental de haut niveau, qui doit remplacer la Commission du Développement Durable des Nations Unies;
- Le renforcement du Programme des Nations Unies pour l'environnement en tant qu'autorité mondiale reconnue en matière d'environnement;
- L'élaboration d'un rapport proposant des options pour une stratégie de financement efficace du développement durable;
- La définition d'options pour la mise en place d'un mécanisme de facilitation favorisant la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies propres et respectueuses de l'environnement;
- Le lancement d'un programme de travail sur des mesures plus larges et complémentaires du produit intérieur brut;
- La désignation d'un organisme d'États membres pour rendre opérationnel le cadre décennal des programmes pour une consommation et une production durables.
- La promotion et l'intégration d'une économie verte inclusive

C'est par rapport à ces différents points que nous voulons examiner les implications des recommandations de la conférence de Rio+20 sur les politiques engagées par chaque pays de la sous-région en matière de développement durable. Il sera tenu compte des progrès accomplis et initiatives engagées à ce jour par la communauté internationale par rapport à chacun de ces points.

Tout d'abord, il existe au niveau de la vision générale présentée à l'issue de la conférence un recoupement clair et cohérent avec les objectifs stratégiques exprimés par les pays de la sous-région. Ceci peut être illustré à travers les dispositions suivantes :

- La réaffirmation de l'importance de la déclaration universelle des droits de l'Homme et de la nécessité de la mise en œuvre d'une bonne gouvernance par des institutions démocratiques à toutes les échelles d'intervention ;
- L'appropriation du principe de responsabilité commune mais différencié et des plans, programmes et politiques déjà engagés en matière de développement durable. Principe qui reconnaît les responsabilités historiques et les différences de niveau de développement

des pays pour ce qui est des obligations au titre des accords multilatéraux et qui donnera aux pays d'Afrique du Nord de meilleures capacités et marge de négociation;

- La priorité accordée à l'élimination de la pauvreté, et à l'inclusion sociale à travers la mise en œuvre de programmes structurants, notamment en matière d'infrastructures et de réduction du chômage des jeunes.
- La lutte contre le CC et la promotion de l'économie verte peuvent représenter une opportunité pour atteindre les objectifs du développement durable. L'exploitation des opportunités offertes dans ce cadre a contribué dans certains pays de la sous-région (Tunisie, Maroc, Egypte) à réaliser des performances économiques appréciables ;
- La nécessité de renforcer la coopération internationale, sur le plan technique et financier, pour une intégration efficiente des trois piliers du développement durable.
- L'importance de la dimension régionale du développement durable, qui devra être abordée

2.2- Implications majeures des recommandations de Rio +20 sur les politiques de développement durable

2.2-1. Le cadre institutionnel et stratégique du développement durable

Les pays de la sous-région reconnaissent la nécessité de mieux adapter le dispositif institutionnel global et reconnaissent que les structures institutionnelles internationales actuelles ne répondent pas pleinement aux besoins de l'Afrique en matière de gestion des questions d'environnement, de changement climatique, et d'intégration équilibrée des trois piliers du développement durable. Ils appuient l'idée de renforcer, de consolider et de transformer le Programme des Nations Unies pour l'Environnement en une institution internationale spécialisée pour l'environnement basée à Nairobi (Kenya). Cependant, ils soutiennent le fait que la réforme du dispositif institutionnel ne devrait pas être une fin en soi, mais un moyen de parvenir au développement durable.

En outre, et dans le but d'impliquer tous les acteurs, à tous les niveaux de prise de décision, les pays d'Afrique du Nord ont insisté sur le fait que le principe de subsidiarité devrait être appliqué dans tout son sens par la mise en relation des processus de gouvernance du développement durable, depuis l'international (échelle globale) vers le régional, le national et jusqu'au local.

Compte tenu des lacunes et contraintes identifiées par les différents pays de la sous-région dans ce domaine, d'une part, et des recommandations formulées à l'échelle de toute la région Afrique, d'autre part, il peut être proposé un certain nombre de recommandations qui visent le renforcement de ce nouveau cadre institutionnel global et sous-régional :

- Intégrer dans le cadre institutionnel global, des instances dédiées à la promotion de la cohérence et de la coordination des politiques de développement durable pour l'Afrique en général et pour l'Afrique du Nord en particulier ;
- Accroître les synergies, la cohérence et la coordination entre les institutions régionales d'une part, et le système des Nations Unies et institutions financières internationales, d'autre part ;
- Créer un cadre institutionnel régional dédié au développement durable et regroupant les sept pays d'Afrique du Nord et renforcer les cadres existants, tels que l'UMA, ainsi que la coordination entre ces cadres et les dispositifs institutionnels en place dans chacun des pays ;
- Renforcer les compétences techniques au niveau sous-régional ;
- Comblent les lacunes de réglementation en matière de gouvernance régionale du développement durable, en particulier dans certains domaines où l'opportunité d'intégration régionale est grande (exemples : économie verte, accès à l'énergie et promotion des énergies renouvelables, gestion des ressources en eau, sécurité alimentaire, transport, transferts de technologies et de compétences...)
- Améliorer la transparence et la célérité dans les prises de décision et rendre effective et active la participation et la concertation entre l'ensemble des acteurs à l'échelle régionale (Gouvernements, Société Civile et Secteur Privé) ;
- Intégrer la promotion du partage des meilleures expériences et pratiques en matière de développement durable ;

- Soutenir au sein des cadres institutionnels régionaux les mécanismes d'intégration globaux qui améliorent l'alignement des piliers social, économique et environnemental du développement durable ;
- Améliorer, à l'échelle régionale, les processus de collecte, de production, d'analyse, de diffusion et d'échange des informations liées au développement durable et coordonner à cette échelle le suivi des traités et accords multilatéraux sur l'environnement signés par les pays de la sous-région.
- Renforcer, à l'échelle régionale, le rôle de la CEA, en général, et du bureau de l'Afrique du Nord, en particulier, pour une meilleure intégration des trois dimensions du développement durable ;
- Appuyer les instances sous-régionales et nationales d'Afrique du Nord chargées du développement durable sur le plan politique (meilleure représentativité au sein des hautes instances de décision), technique (planification, outils et suivi) et financier, dans le but d'arriver à une meilleure prise en compte de leurs responsabilités. Conformément aux recommandations de Rio+20, chaque pays assurera la mise en place des institutions et organes appropriés, et ce, aux différentes échelles requises (du national au local). Ils devront aussi assurer le financement de ces différentes structures mais aussi les modalités de partenariat technique et financier.

La décision de renforcer et d'améliorer le rôle du PNUE en tant qu'autorité principale en charge des questions environnementales a été prise par l'Assemblée Générale des Nations Unies en décembre 2012 (67^{ème} session, résolution AG/11332) conformément aux engagements issus de la conférence Rio+20. La résolution de l'Assemblée Générale offre également au PNUE l'opportunité de recevoir des ressources financières sûres, stables et élargies en provenance du budget régulier de l'ONU. Elle établit le principe d'adhésion universelle du Conseil d'administration du PNUE offrant ainsi à tous les gouvernements la possibilité de prendre des décisions et d'entreprendre des actions pour appuyer l'environnement globale de manière égale, et d'assurer ainsi un partage plus équitable des ressources de la planète. Cette résolution représente la première étape concrète de mise en œuvre des acquis de Rio +20. Par ailleurs, l'AGNU a décidé de changer le nom du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) qui s'appelle désormais « Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du PNUE ».

Compte tenu de son positionnement géographique et de l'intérêt qu'il accorde à l'Afrique, l'évolution du rôle et des prérogatives du PNUE constitue une étape importante du renforcement du cadre institutionnel et stratégique du développement durable. Le renforcement et la mise en cohérence de ses programmes avec ceux des différentes institutions sous-régionales, pourra permettre :

- D'améliorer l'intégration des trois dimensions du développement durable dans les politiques sectorielles nationales et régionales;
- La prise en compte des défis émergents en matière de développement durable
- L'identification des priorités en matière d'objectifs de développement durable ;
- La transition en matière de politiques et programmes liés à l'économie verte ;
- L'identification de mécanismes de financement et de partenariats innovants;
- Le renforcement des capacités en termes de suivi et d'évaluation des politiques de développement durable ;

Les consultations lancées par le Système des Nations Unies, en collaboration avec plusieurs institutions de développement, dans le but de susciter des débats autour des recommandations de Rio+20 et d'aboutir aux propositions les plus opérationnelles, incluent quatre pays de la sous-région (Maroc, Egypte, Soudan et Algérie) pourraient être l'occasion d'avancer sur les propositions faites dans le présent rapport.

2.2-2. Les moyens de mise en œuvre

2.2-2.1. Les financements

Les pays d'Afrique du Nord ont exprimé leurs besoins en ressources complémentaires et prévisibles à celles qu'ils mobiliseront et ont appelé les pays développés à honorer leurs engagements antérieurs et à concrétiser leurs promesses financières en matière de moyens de mise en œuvre (financement, renforcement des capacités, développement et transfert des technologies, promotion de l'intégration régionale...). A titre d'exemple, les pays développés avaient promis, lors de la Conférence internationale sur le financement du développement à Monterrey en 2002, de consacrer près de 0,7% de leur produit intérieur brut à l'APD. Depuis, leurs efforts avaient plutôt été portés sur l'efficacité de

cette APD (déclaration de Paris, 2005). Dans le même ordre d'idée, il est demandé à la communauté internationale de sécuriser les financements nécessaires à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques sur la base des engagements pris par les pays développés à Copenhague⁴⁰ en 2009 d'abord puis à Cancún en 2010 pour mobiliser annuellement 100 milliards d'USD à partir de 2020 afin de répondre aux besoins d'atténuation et d'adaptation des pays en développement et d'activer la création d'un **fonds vert pour le climat**.

L'une des résolutions de la COP 18 de Doha est la création de ce fonds vert pour le climat qui sera logé en Corée du Sud et dont les travaux devraient commencer au cours de la seconde moitié de 2013. Les activités opérationnelles de ce mécanisme devraient être lancées en 2014. Les engagements pris à Cancún par les pays développés ont été réitérés lors de cette conférence de Doha. L'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, le Danemark, la Suède et la Commission européenne ont, à cette occasion, annoncé des contributions financières concrètes pour la période allant jusqu'en 2015, totalisant environ 6 milliards de dollars.

Conscients de l'importance de la crise économique mondiale et des nouveaux défis que rencontrent actuellement les pays développés, les pays de l'Afrique du Nord doivent explorer des voies novatrices en termes de source de financement. Le secteur privé de la sous-région pourrait être un acteur clé du financement du développement durable de la région. Pour cela, cet acteur devra s'impliquer davantage dans la mise en place des instruments et opportunités offertes aux échelles nationales et internationales. Cependant, l'urgence de mobilisation de ces financements ne doit pas occulter la nécessité d'explorer les possibilités de financement interne par les pays eux-mêmes, notamment pour atteindre les cibles prioritaires de la sous-région, notamment celles relatives à la sécurité alimentaire, à la lutte contre la pauvreté, au chômage ou encore à l'intégration de l'environnement dans les politiques sectorielles. Un partenariat gagnant au sein des pays de la sous-région peut être envisagé, avec notamment l'implication de pays disposant de liquidités importantes, comme l'Algérie et la Libye. La contrepartie des pays bénéficiaires peut être envisagée sous formes de facilités économiques en termes d'investissement ou d'importation ou de transferts de compétences et de technologies. Sur cette même base, on peut imaginer la mise en place de fonds communs issus des ressources internes de la sous-région et pouvant servir au financement des bonnes pratiques de développement durable identifiées dans les différents pays.

Il est aussi permis d'explorer les instruments de financements offerts à travers les trois conventions environnementales majeures avec la particularité relative à la convention de lutte contre la désertification, parent pauvre parmi les trois, et pour laquelle il convient de demander un renforcement spécifique à la hauteur des enjeux qui se posent dans cette sous-région aux trois-quarts désertique. A ce titre, il faut noter que jusqu'à présent les pays de la sous-région ont fait preuve d'une capacité limitée à actionner ce type de leviers financiers. Les projets et initiatives financés à partir de mécanismes tels que les fonds d'adaptation ou encore les MDP demeurent limités à certains pays (essentiellement Egypte, Maroc et Tunisie). Des pays comme la Mauritanie, le Soudan et la Libye demeurent en dehors de cette dynamique. Enfin, il serait très pertinent et tout à fait novateur que les pays puissent entreprendre des actions de coopération régionale visant à mobiliser des ressources financières pour des projets majeurs de développement durable susceptibles d'appuyer l'intégration régionale.

Cette démarche devrait amener les pays à s'engager dans une plus grande cohérence et une meilleure coordination entre les divers mécanismes de financement, et à adopter une politique d'efficacité de l'Aide Publique au Développement dans le cadre d'une intégration sous-régionale réussie. Pour sous-tendre cette vision, des mécanismes appropriés devront être mis en place, aux échelles sous-régionale et nationales, pour d'une part, évaluer les besoins, et, d'autre part, assurer une utilisation efficiente des ressources disponibles.

Enfin, l'Afrique du Nord devrait pouvoir bénéficier des engagements volontaires, estimés à près de 500 milliards USD, enregistrés lors de cette Conférence Rio+20, notamment dans les dix domaines suivants :

1. Elimination de la Pauvreté : il s'agit essentiellement de fonds devant servir à appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'accélération des OMDs ;
2. Biodiversité, Forêts et Ecosystèmes fragiles : plus de 61 milliards de USD ;
3. Eau : plus de 4 millions USD ;
4. Energie durable : orientation privilégiée des fonds vers l'Afrique en général et vers l'Afrique du Nord en particulier ;

⁴⁰ COP 15 sur les Changements Climatiques. Copenhague, décembre 2009.

5. Les Changements climatiques : les montants pouvant couvrir l'Afrique du Nord risquent de ne pas être très importants compte tenu de la faible couverture géographique proposée (dans laquelle d'autres pays africains ont déjà été proposés) ;
6. Les systèmes de suivi du développement durable (indicateurs) : ces fonds estimés à près de 10 millions USD sont destinés à la phase post 2015 ;
7. Economie du développement durable : une grande partie sera dédiée à la promotion des entreprises vertes ;
8. Stratégies et Politiques de Développement Durable : financement des actions articulées à l'économie verte ;
9. Océans et Mers : pour l'Afrique du Nord, il s'agira essentiellement des efforts en faveur de la réduction des pollutions côtières et maritimes ;
10. Sensibilisation et Communication sur le Développement Durable.

Cependant, et dans le but de convertir ces engagements en actes concrets, les pays de la sous-région devraient saisir les parties engagées dans les domaines sus cités et définir avec elles les modalités de mise en œuvre des engagements pris. Ces actions pourraient être concertées et coordonnées dans le cadre d'une initiative globale dans laquelle les organisations internationales de proximité, et notamment la CEA, doivent jouer un rôle moteur (mobilisation des financements auprès des parties engagées, appui aux régions concernées, discussions des rôles, responsabilités et calendrier, inventaire des besoins réels...).

On rappelle que les 'Engagements Volontaires' représentent un registre ouvert lors de la Conférence Rio+20 et auquel peuvent souscrire toutes les parties prenantes (gouvernements, système des Nations Unies, organisations intergouvernementales, secteur privé, société civile et ONGs) pour mettre en œuvre des politiques, plans, programmes, actions et projets concrets visant à promouvoir le développement durable et à éradiquer la pauvreté. La conférence a demandé au Secrétaire général de l'ONU de dresser un registre des engagements, de tenir ce registre à jour et de faciliter l'accès aux autres registres d'engagements. Au total, plus de 700 engagements volontaires ont été effectivement enregistrés avant, pendant et après la Conférence Rio+20. Ces engagements ont été souscrits par l'ensemble des parties prenantes, à savoir les. Ces engagements ont été répartis selon 23 domaines.

2.2-2.2. Renforcement des capacités

La création de capacités fortes est l'une des actions de base à mener par les pays de la sous-région pour emprunter le chemin du développement durable. Tous les pays concernés auront besoin de ce renforcement de capacités tant sur le plan du développement institutionnel, scientifique, technique et organisationnel, que sur le plan du développement des ressources humaines et financières. C'est par exemple un moyen incontournable pour faciliter l'accès des pays de la sous-région aux fonds d'adaptation aux changements climatiques mais aussi pour améliorer l'absorption des financements acquis. Pour y arriver, il convient de s'inscrire dans les cadres d'éligibilité aux mécanismes, programmes et initiatives déjà existants dans un cadre renforcé par les nouvelles recommandations issues de Rio+20. Cette nouvelle vision pourrait être sous-tendue par des indicateurs précis et mesurables permettant de suivre et d'évaluer les actions mises en œuvre ainsi que les progrès enregistrés à l'échelle de la région et par pays en matière de développement des capacités. Un processus de suivi continu et itératif pourra être instauré de l'échelle sous-régionale à l'échelle locale.

Les organisations régionales et sous-régionales, telles que la CEA, la CUA, la BAD ou encore le NEPAD devraient pouvoir assurer le développement des capacités des institutions régionales, nationales et locales en Afrique du Nord. Cette coopération mettra à contribution les différents systèmes nationaux de statistiques dans chaque pays. Elle sera aussi l'occasion de mettre en relation ces différentes institutions au bénéfice de la prise de décision et de l'évaluation des politiques publiques à l'échelle de la sous-région.

2.2-2.3. Développement et transfert de technologies

La promotion du transfert des écotecnologies, notamment vers les pays en développement, fut au centre des préoccupations du Sommet de la Terre de Rio en 1992. Le Chapitre 34 de l'Agenda 21, qui sert de plan d'action pour le développement durable, est entièrement consacré à cette question.

Le document issu de Rio+20 confirme la nécessité du transfert de technologie vers les pays en développement, tout en précisant que ce transfert devait se faire **d'un commun accord** et ne pas revêtir un caractère obligatoire pour les pays développés. Le document final de Rio+20 demande aux agences compétentes des Nations Unies d'identifier les diverses options pour **un mécanisme de facilitation** susceptible à la fois de promouvoir le transfert des technologies, par l'évaluation des besoins en technologies des pays en développement, et de satisfaire ces besoins.

Les pays de l'Afrique du Nord ont convenu de renforcer les acquis en matière de recherche scientifique, d'innovation et du transfert des technologies par l'augmentation des investissements dans ces domaines. Néanmoins, ils soulignent la nécessité de bénéficier de l'appui technologique et du renforcement des capacités conformément aux engagements pris par la communauté internationale respectivement aux sommets de Rio 92 (action 21) et de Johannesburg, mais aussi à la Conférence de Bali⁴¹.

Les pays de la sous-région pourraient considérer que l'élaboration d'un mécanisme de facilitation pourrait représenter une avancée considérable car les engagements précédents en matière de transfert des technologies ont tous soufferts du manque de suivi concret pour les rendre opérationnels. Cependant, la communauté internationale devra tenir compte des changements profonds intervenus sur le paysage mondial de la technologie et de l'innovation au cours des deux dernières décennies, notamment avec le développement des énergies propres.

Bien que l'accès à ces technologies propres et vertes reste aujourd'hui très différencié selon les pays de la sous-région, il demeure une nécessité car ces technologies sont particulièrement adaptées aux besoins et aux contraintes locales, particulièrement face aux défis liés aux changements climatiques (notamment eau et Energie). Toutefois, accéder à ces technologies suppose de disposer du savoir-faire, des compétences, des infrastructures, mais aussi des institutions spécialisées, ce qui est loin d'être le cas pour certains pays de la sous-région. Des efforts particuliers devront donc être fournis en direction des pays les plus en retard dans ce domaine.

Par ailleurs, les institutions de recherche-développement sont encore naissantes et limitées dans la sous-région, et ne peuvent donc à elles seules promouvoir le développement durable de technologies propres et respectueuses de l'environnement. En conséquence, les pays membres expriment le besoin d'un renforcement des réseaux de partenariat entre les centres de recherche de la sous-région et ceux des pays développés partenaires. Cet appui sera d'autant plus efficace que toute promotion des nouveaux outils de développement durable est tributaire d'une réelle maîtrise des technologies de la part des pays de la sous-région.

Les pays doivent encourager la coopération sous-régionale entre les différents centres et institution de recherche / développement chargés des questions environnementale et de développement durable. En effet, une formation professionnelle ciblée, un enseignement supérieur performant, pouvant s'appuyer des centres de recherche spécialisés dans les différents secteurs de développement, constituent des atouts formidables pour la réussite des politiques de développement durable.

Sans oublier que l'Algérie devrait bientôt abriter l'Institut de recherche pour le développement durable de l'Afrique relevant des Nations unies. Il aura pour objectif la dispense de formations contribuant au renforcement de l'expertise des pays du continent africain, mais aussi la création et le développement des pôles d'excellence qui attirent des enseignants de haut niveau ainsi que des étudiants d'élite aux divers cycles de l'enseignement supérieur. L'élaboration de programme d'activité et d'enseignement ouvert sur des pratiques reliées aux politiques publiques des Etats africains desservis par le réseau onusien, figure aussi parmi les objectifs de cet Institut.

26 Plan d'action de Bali sur les Changements Climatiques, 2008.

Le tableau 4 ci-dessous présente quelques exemples des centres de recherche / développement de la sous-région.

Tableau 4. Les principales institutions de recherche / développement de la sous-région

Centres de recherche	Spécialités	Pays / Région
Arab Center for the Studies of Arid Lands And Dry Zones (ACSAD)	Agriculture , Zones arides et semi-arides , Environnement	Localisée en Syrie mais couvre toute la sous-région
Regional Center for Renewable Energy and Energy efficiency - (RCREEE)	Energies Renouvelables, Efficacité Energétique	Egypte et toute la sous-région (institut de la ligue arabe)
Observation Du Sahara et Du Sahel (OSS)		Tunisie & toute la sous-région
National Water Research Center - NWRC	Ressources en eau, Gestion intégrée, Environnement	Egypte
Agence de Développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique - ADERRE	Energies renouvelables	Maroc
Centre National Pour la Recherche Scientifique et Technique - CNRST	Environnement, Gouvernance, Coordination de la Recherche Scientifique	Maroc
Centre de Développement des Energies Renouvelables - CDER	Energies renouvelables	Algérie
Renewable Energy Research Institut - Ministry of Science & Technology	Energies renouvelables	Soudan
Tunis International Centre for Environmental Technologies - CITET	Environnement, technologies propres, renforcement des capacités	Tunisie
Center for Environment and Development for Arab Region and Europe (CEDARE)	Environnement, Ressources Naturelles, Renforcement des Capacités Humaines et Institutionnelles	Egypte et toute la sous-région
Centre de Recherche Appliquée aux Energies Renouvelables - CRAER	Energies renouvelables	Mauritanie

Enfin, il est utile de proposer la mise en place d'un mécanisme adapté aux spécificités et aux enjeux de développement durable des pays de la sous-région. Les gouvernements devraient donc réfléchir à la mise en place d'un cadre politique et juridique de promotion des technologies, recherches scientifiques et industries sous-régionales. Un état des lieux au niveau de chaque pays ainsi que des plateformes d'échange des connaissances et de valorisation des acquis devraient être mis en place. Des programmes de recherche/développement conçus et mis en œuvre à l'échelle régionale devraient permettre de mieux prendre en compte les défis émergents tels que l'économie verte et le changement climatique. Le financement de ces actions sera assuré par les pays et sur les fonds de coopération avec les institutions du Nord. L'on pourra aussi s'appuyer sur la dynamique d'autres organisations (UMA, Ligue Arabe, Union Africaine), partenariats (NEPAD) et autres agences de développement et réseaux agissant aux niveaux de la sous-région, en Afrique, ou au Mashrek. La mise en place et la gestion de fonds spéciaux dédiés au développement et aux transferts de technologies pourraient être facilitées par des institutions de proximité telles que la CEA ou encore la Banque Africaine de Développement.

2.2-3. Les Objectifs de Développement Durable

Dans un monde caractérisé par la rareté croissante des ressources naturelles, la croissance démographique, et de plus en plus de contestations sociales de la part des populations, les décisions d'ordre politique ne se feront pas sans compromis difficiles. Les Objectifs de Développement Durable (ODD), qui n'ont été introduits que tardivement dans les négociations, peuvent aider les gouvernements à prendre de telles décisions. Ils peuvent mettre en lumière les contraintes ainsi que les opportunités pour la planification et l'investissement à long terme.

Les ODD ne viennent pas remplacer mais compléter les OMDs dont la communauté internationale a souligné l'importance lors de Rio+20. Ils doivent être les moteurs des politiques publiques pour répondre à des questions cruciales de développement durable. Ils doivent aussi montrer en quoi les trois piliers du développement durables sont interdépendants. Pour formuler les ODD, le document final de Rio+20

propose aux pays de mettre en place un mécanisme transparent et participatif ouvert à toutes les parties prenantes. Le document précise que *"les objectifs de développement durable doivent être concrets, concis et faciles à comprendre, en nombre limité, ambitieux, d'envergure mondiale et susceptibles d'être appliqués dans tous les pays compte tenu des réalités, des ressources et du niveau de développement respectifs de ceux-ci ainsi que des politiques et des priorités nationales."*

L'Assemblée Générale des Nations Unies a décidé, lors de sa 67^{ème} session, de créer un Groupe de travail à composition non limitée sur les objectifs de développement durable, en application des recommandations du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20). Ce groupe de travail est chargé de formuler des objectifs de développement durable de portée mondiale devant être adoptés par l'Assemblée générale pour la période post-2015. Il commencera ses travaux en 2013 et soumettra sa proposition à la 68^{ème} session de l'Assemblée Générale en 2013. Quatre pays de la sous-région font partie de ce groupe de travail. Il s'agit de : l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie.

En Afrique, la CEA a lancé un processus consultatif régional pour permettre aux pays africains de prendre part au processus global visant à définir les ODD. Ce processus devra veiller à la prise en compte des priorités de développement de la région dans les ODD. Dans ce cadre, la CEA appuiera en 2013 : (i) l'élaboration de cinq rapports sous régionaux et du rapport régional portant sur les priorités majeures de développement durable et les propositions d'ODD, (ii) l'organisation d'une réunion consultative régionale pour définir les priorités de développement durable et proposer des ODD pour l'Afrique.

Les pays de la sous-région préconisent de garder les liens entre les OMDs et les ODDs afin de préserver la cohérence des programmes déjà mis en place et de faciliter l'intégration des ODDs dans les politiques publiques. Les institutions régionales et sous-régionales doivent appuyer les pays à la formulation des ODDs.

Les concertations engagées devraient permettre de déterminer les objectifs, les indicateurs et les cibles devant accompagner les ODD. Les pays veilleront à ce que ces derniers soient : (i) rigoureux, significatifs, clairs et mesurables ; (ii) en accord avec les principes du développement durables définis à Rio en 1992 avec le souci majeur d'élimination de la pauvreté ; (iii) une réponse à l'intégration des trois piliers du développement durable ; (iv) renseignés à partir des bases de données et résultats déjà accomplis dans le cadre du suivi des OMDs dans chacun des pays ; (v) intégrés dans un système de collecte, d'analyse et de gestion des données à l'échelle régionale et à l'échelle de chaque pays.

2.2-4. L'économie verte

Les pays de la zone d'Afrique du Nord s'accordent sur l'importance d'adopter des politiques de transition vers une économie verte afin de répondre à leurs priorités de développement. Cette position est en cohérence avec la position prise par la communauté internationale lors de la conférence de Rio+20. Ils adhèrent au principe d'ancrage de cette économie verte dans les priorités et stratégies nationales sans toutefois qu'elle devienne un obstacle au commerce. L'économie verte est aussi un moyen de promouvoir des modes de production et de consommation durables.

Si le document final de Rio+20 a été explicite sur la nécessité pour les pays, d'assurer la transition vers une économie respectueuse de l'environnement, il n'apporte aucune précision sur les sources et montants des financements à mobiliser.

La prise en compte des enjeux liés à l'économie verte est différemment réalisée dans les pays. Certains pays comme le Soudan, la Mauritanie et la Libye sont très en retard dans ce domaine. Malgré cela, il est nécessaire qu'une réflexion soit engagée à l'échelle de la sous-région et qu'une stratégie adaptée soit conçue et mise en œuvre dans le cadre du développement durable de la sous-région. En outre, des politiques et des instruments appropriés devront accompagner la mise en place de cette économie verte pour qu'elle puisse conduire à une croissance inclusive génératrice d'emplois et préservant l'environnement.

Les pays de la sous-région, conscients de l'inefficacité des trajectoires de croissance actuelles, ont affirmé vouloir s'engager dans la promotion d'une croissance verte et solidaire. Cependant, ils demeurent persuadés que la tendance actuelle ne pourra être inversée qu'au prix d'investissements importants et de profonds bouleversements sociaux dans les sociétés. Cette transition suppose que l'analyse économique intègre au-delà du PIB le capital naturel et les services écosystémiques à la comptabilisation des richesses nationales.

Pour assurer la meilleure transition possible vers l'économie verte, les pays peuvent s'accorder sur les différents points suivants :

- L'importance de l'interaction entre les trois piliers de développement durable et la nécessité de promouvoir l'économie verte comme une mise en œuvre effective du développement durable dans les domaines socio-économiques ;
- La conciliation entre la priorité accordée à la sécurité alimentaire, à la lutte contre la pauvreté et à la création d'emplois notamment pour les jeunes d'une part, et l'intégration de la transition vers l'économie verte comme enjeu stratégique dans le schéma de développement, d'autre part ;
- La nécessité de développer des plans verts et des outils de reconversion des systèmes de production déjà mis en œuvre dans les pays de la sous région pour former une base permettant la transition continue et graduelle vers une économie verte. Cette transition nécessite l'élaboration des outils d'appui financier et technologique appropriés ;
- Le renforcement de la coopération et de la solidarité internationale qui jouent un rôle primordial dans la gestion de la transition à moindre coût vers les économies vertes des pays de la sous région.

La mise en œuvre de cette vision suppose au préalable : (i) d'intégrer les principes d'une croissance verte inclusive dans les politiques, programmes et plans de développement existants, aussi bien au niveau sectoriel qu'au niveau global et aux échelles nationale et locale ; (ii) de faire participer l'ensemble des acteurs de la société civile et du secteur privé dans un objectif majeur d'élimination de la pauvreté et de sécurité alimentaire. Les efforts devront être fournis aux échelles locales, nationales et sous-régionale ; (iii) d'inviter les pays développés et toute la communauté internationale à honorer les engagements pris en matière de financement, de renforcement des capacités et de transferts et développement de technologies respectueuses de l'Homme et de son Environnement ; (iv) de renforcer les partenariats existants et d'en susciter de nouveaux, techniques et financiers, mondiaux, régionaux et sous-régionaux, pour l'intégration effective d'une croissance verte et inclusive dans les modèles de développement ; et (v) d'adapter les cadres institutionnels pour une meilleure prise en compte de tous les défis émergents (croissance verte, modes de consommation et de production durables, changements climatiques).

La Tunisie, le Maroc, l'Egypte et l'Algérie ont engagé des expériences intéressantes dans ce domaine. Plusieurs thématiques sont soit en cours d'expérimentation ou déjà expérimentées : agriculture durable, écotourisme, énergies nouvelles et renouvelables ou encore l'efficacité énergétique. Par ailleurs, des réformes politiques, institutionnelles, réglementaires et financières ont été entreprises ces dernières années par ces différents pays. Ce qui témoigne d'une prise de conscience des enjeux économiques, sociaux et environnementaux liés aux secteurs ciblés, mais aussi démontre la volonté de valoriser au mieux le potentiel de croissance et de création d'emplois qu'ils renferment.

2.2-5. Les Changements climatiques

Selon les prévisions des experts, GIEC (2010), les pays d'Afrique du Nord seront particulièrement affectés par les changements climatiques, notamment par l'augmentation des températures, la variabilité des précipitations et l'augmentation du niveau de la mer. L'interaction entre la forte croissance démographique, l'importance critique de l'agriculture pour les économies des différents pays, la faible intégration des questions environnementales dans les processus de gouvernance, rend ces pays particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques.

Selon ces prévisions, vers l'an 2025, vingt cinq pays africains seront sujets à des pénuries d'eau et au stress hydrique, problématique qui risque d'être particulièrement aiguë en Afrique du Nord. Selon la FAO (2010), les conséquences du changement climatique auront des conséquences désastreuses en matière de production agricole et de sécurité alimentaire. Les réserves en sols agricoles risquent d'être fortement entamées dans des pays comme la Mauritanie, la Tunisie, l'Algérie et la Libye.

Au fur et à mesure que les terres arables et les ressources hydriques se raréfieront et que l'utilisation de pratiques agricoles non durables se poursuivra, la désertification entraînera l'appauvrissement accru des populations et les risques de conflits liés aux ressources en eau et à la terre pourront éclater dans certaines zones de la sous-région (exemples : Soudan du nord et Soudan du Sud, possibilité de conflits hydriques entre l'Égypte et les pays du bassin du Nil). Par ailleurs, les migrations vers le sud de l'Europe risquent de s'intensifier.

Les désastres naturels ont augmentés en Afrique du Nord, avec des effets de plus en plus désastreux. En novembre 2010, les pluies qui se sont abattues sur Casablanca ont atteint un niveau record de 18 centimètres en une seule nuit, l'équivalent de six mois de précipitations en temps normal. Les

inondations ont forcé la fermeture de l'aéroport international et de plusieurs entreprises et écoles à travers toute la ville. Différentes infrastructures publiques ont dû héberger plus de 2 500 familles. Du 10 au 12 décembre 2010, 28 immeubles se sont effondrés à Alexandrie après de fortes pluies accompagnées d'ondes de tempête et de fortes rafales de vent qui ont causé la mort de 18 personnes et laissé des dizaines de blessés. En septembre 2003, Tunis a reçu en 24 heures l'équivalent de cinq fois le niveau de précipitations normalement prévu pour tout le mois de septembre. La catastrophe a endommagé des bâtiments, causé des morts et submergé le système de drainage de la ville qui s'est avéré inadéquat. La croissance accélérée des populations urbaines dans les pays d'Afrique du Nord exacerbe les enjeux en augmentant les pertes potentielles dues aux désastres naturels et aux phénomènes climatiques. Casablanca et Tunis auront une population cumulée d'environ 15 millions en 2030.

L'élévation du niveau de la mer pour causes de changement climatique demeure une inconnue significative. Elle a cependant été estimée dans cette étude de la Banque Mondiale à environ 20 cm à l'horizon 2030⁴². Le niveau plus élevé de la mer aggraverait les ondes de tempête amplifiant les risques de submersion marine et d'érosion du littoral.

Il devient donc urgent de mettre en place des programmes d'adaptation et d'atténuation des effets climatiques par l'élaboration de politiques, programmes et projets appropriés mais aussi par la mise en place de structure de veille et d'alerte aux différentes échelles de décision (nationales et sous-régionale). Les principaux secteurs déjà concernés par les mesures d'atténuation sont l'agriculture, l'énergie, le transport et l'industrie.

Pour réduire au maximum les effets négatifs de ce phénomène, l'ensemble des pays de la sous-région doivent rester fortement engagés dans le processus de négociation visant l'adoption d'un nouveau traité climatique mondial. Ce dernier devra, pour tenir compte des priorités et contraintes de tous les pays, être plus ambitieux en termes de cibles de réduction des émissions. Les négociations engagées devront apporter des réponses concrètes à des questions majeurs telles que : l'équité, la responsabilité historique, le droit au développement et les rapports coût-efficacité. En attendant, la question de savoir comment concilier développement et lutte contre le réchauffement climatique demeure entière.

2.3- Les implications par pays membre

Dans cette partie, nous avons essayé de mettre en exergue les implications des recommandations de Rio+20 à l'échelle de chaque pays en fonction des enjeux spécifiques relevés. Ces implications sont présentées selon les thématiques majeures retenues. Les propositions figurent dans l'annexe 1 de ce document.

⁴² Etude Banque Mondiale, 2011. Adaptation au changement climatique et résilience aux désastres naturels dans les villes côtières d'Afrique du Nord

CHAPITRE III

PROPOSITION DE LIGNES DIRECTRICES MAJEURES

Cette partie a pour objectif de formuler, sur la base des analyses réalisées dans les différents chapitres précédents, des propositions concrètes, de nature à contribuer à lever les contraintes au développement durable de la région étudiée. Ces propositions seront articulées autour des thématiques majeures qui paraissent, à l'avenir, pouvoir permettre à cette sous-région de véritablement s'inscrire dans un développement durable en profitant au mieux des opportunités offertes par les recommandations de la conférence de Rio+20.

Les constats que nous venons de faire mettent en exergue pour l'espace géographique nord-africain trois types de crises : économiques, sociales et écologiques. Leurs nature et profondeur ont été examinées à l'échelle de chaque pays et à celle de la sous-région et les défis y relatifs identifiés. Pour relever ces défis, les pays de la sous-région devront tenir compte des messages clairs envoyés aux gouvernements et aux différents acteurs du développement durable lors de la conférence de Rio+20. Parmi ces messages figure la nécessité de transformer les économies pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux. Transformation qui requiert des stratégies claires et ciblées aussi bien à l'échelle sous-régionale qu'à l'échelle de chaque pays membre.

Des implications principales que nous avons définies dans le chapitre précédent peuvent être déclinées des thématiques pertinentes qui fondent le développement durable de cette sous-région. Parmi ces thématiques, certaines sont sectorielles, d'autres sont transversales.

Pour les thématiques sectorielles, nous pouvons citer :

- L'Agriculture durable et la sécurité alimentaire
- La croissance verte, la réduction de la pauvreté et l'emploi
- Les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophes
- La désertification, la sécheresse, la dégradation des sols et les ressources en eau
- Les énergies durables
- La gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité
- Les villes durables et la gestion des pollutions

A ces thématiques sectorielles doivent être rajoutées six orientations transversales, comme :

- L'intégration efficiente des trois piliers du développement durable
- L'intégration du système éducatif dans les stratégies de développement durable
- Le renforcement des capacités humaines et l'intégration du Genre
- L'adaptation des cadres institutionnels, stratégiques et juridiques
- La mobilisation des financements et le partenariat
- Le développement et le transfert de technologies
- Les Objectifs du Développement Durable
- L'intégration régionale

Nous proposons dans ce qui suit de présenter une fiche descriptive par thématique stratégique. Cette fiche permettra d'une part, de cerner les enjeux dans le contexte défini par le document final de Rio+20, et d'autre part, de proposer des pistes pouvant servir d'orientations stratégiques futures pour un développement durable de la sous-région.

3.1- L'intégration efficiente des trois piliers du développement durable

L'intégration réelle et opérationnelle des trois piliers du développement durable a été l'une des insuffisances relevées dans les politiques mises en œuvre par les différents pays de la sous-région. Elle est l'une des conditions d'application des principes majeurs définis à Rio en 1992 qui doit être mise en œuvre et vérifiée à l'échelle des politiques publiques mais aussi au niveau des entreprises privées (selon les démarches et standards de Responsabilité Sociétale des Entreprises, RSE). Sur ce dernier point, des efforts importants et concertés entre les pays doivent être fournis compte tenu du retard déjà accumulé et de la nécessité de s'ouvrir aux marchés internationaux soumis à des normes très rigides.

Cette faible intégration holistique des trois piliers est principalement liée à la faiblesse de la mise en œuvre des politiques de développement durable et de leur manque d'harmonisation avec les politiques sectorielles et intersectorielles à l'échelle de chaque pays. Les pays de la sous-région ont d'ores et déjà payé le lourd tribut de cette incohérence, sur le plan politique. Les populations sont entrain de payer le coût économique et social avec les problèmes de chômage et de dégradation globale du pouvoir d'achat et du niveau de vie.

La faible intégration holistique des trois piliers a des conséquences importantes sur l'efficacité des politiques de lutte contre la pauvreté. L'Évaluation des écosystèmes par le biais des fonctions, biens et services, comme celles qui ont été mises en œuvre sur des écosystèmes particuliers (les zones humides) en Mauritanie, montrent qu'il existe une relation directe entre la santé de l'environnement (des écosystèmes) et le bien-être économique et social, et conclut que les efforts tendant à réduire la pauvreté et à améliorer le bien-être humain ne pourront aboutir si rien n'est fait pour enrayer la dégradation de l'environnement. En substance, les biens et services qui stimulent notre économie et sous-tendent nos systèmes sociaux proviennent en grande partie d'environnements sains. Ces démarches ont permis de proposer des options de gouvernance mettant la gestion durable des écosystèmes au service du développement local et national. Des scénarii de réduction de la pauvreté par la valorisation rationnelle des ressources naturelles ont pu être proposés à l'échelle locale. Malheureusement ces recommandations n'ont jamais pu être concrétisées et vérifiées à travers des actions pratiques.

Pour faire progresser le développement durable, il est important de ne pas oublier le principe fondamental selon lequel la viabilité environnementale, le développement économique et le bien-être social sont des objectifs complémentaires. Dans la réalité, l'importance de l'environnement pour les deux autres piliers du développement durable n'est pas encore suffisamment reconnue dans les grands processus décisionnels. Cinq principes sont importants à intégrer si l'on veut réussir cette vision holistique : (i) la volonté politique de tous les pays ; (ii) la définition d'un cadre d'action cohérent à vocation transversal ; (iii) le renforcement des capacités ; (iv) l'aplanissement des obstacles institutionnels et juridiques ; et (v) la mise en place d'un cadre d'évaluation pérenne des résultats et des efforts déployés pour assurer la cohérence des politiques.

Si plusieurs guides d'intégration de l'environnement et/ou du développement durable ont pu être élaborés dans certains pays, comme le Maroc, la Mauritanie, la Tunisie et l'Égypte, les exemples pratiques de mise en œuvre demeurent plutôt rares.

Quelques exemples positifs d'intégration des trois piliers du développement durable peuvent être cités :

- mise en œuvre de stratégies de gestion intégrée des ressources en eau, en Algérie, avec des impacts positifs sur l'agriculture et l'amélioration des conditions de vie des populations, ou encore
- l'effet d'une croissance économique, autour de 7% avant 2008, sur l'élimination de la pauvreté et la préservation de l'environnement, au Maroc et en Égypte.

Toutefois, la démarche d'intégration des trois piliers demeure peu ancrée dans la planification stratégique du développement durable aussi bien à l'échelle sous-régionale qu'aux échelles nationales. Peu de programmes intégrés ont été mis en œuvre dans les pays. Cette question d'intégration reste aussi intimement liée aux mécanismes institutionnels et à l'harmonisation des politiques, des réglementations et des procédures.

Le renforcement des missions et des moyens du PNUE, décidé récemment par l'AGNU devrait permettre à cette institution de mieux prendre en charge la mise en œuvre de cette question, notamment dans les pays en développement et en particulier en Afrique du nord.

Pour y arriver, il faudra :

- Développer des systèmes d'informations et des indicateurs de gouvernance articulés, combinant les trois dimensions ;
- Promouvoir les évaluations intégrées des Ecosystèmes
- Impliquer l'ensemble des acteurs, sociaux, économiques et environnementaux, dans les processus de décision mis en œuvre aux échelles sous-régionale, nationale et locale ;
- Développer des guides d'intégration des trois dimensions dans les différentes branches d'activités ;
- Promouvoir les investissements socialement responsables et respectueux de l'environnement ;
- Elaborer un référentiel commun entre les 7 pays de la sous-région ;
- Promouvoir les synergies entre les accords multilatéraux sur l'environnement et déterminer les éléments opérationnels qui guideront la mise en place de ces synergies ;
- Établir un lien plus étroit entre l'élaboration des politiques de développement durable et les processus de planification budgétaire.

3.2- L'Agriculture durable et la sécurité alimentaire

L'agriculture durable est l'un des thèmes majeurs abordés par l'ensemble des pays membres et par rapport auquel certains présentent de véritables atouts, économiques mais aussi en termes d'appui à l'intégration régionale et de sécurité alimentaire de la sous-région. C'est le cas par exemple de l'Egypte, du Maroc et du Soudan.

Une agriculture durable, déjà développée dans certains pays, comme la Tunisie, pourrait être à l'avenir l'un des moteurs de l'économie de la sous-région. Pour cela, elle devra s'appuyer sur un certain nombre d'orientations :

- Optimisation des techniques d'irrigation pour une gestion plus rationnelle de cette ressource, particulièrement rare et vulnérable dans cette sous-région ;
- Développement d'une agriculture moderne, compétitive s'appuyant sur une industrie agro-alimentaire propre et performante ;
- Implication forte du secteur privé dans un cadre d'échanges commerciaux bien défini aussi bien au niveau sous-régional qu'international ;
- Appui des petits exploitants agricoles et des cultures de terroir pour une durabilité de la production, un meilleur choix des filières et une amélioration des rendements (notamment Maroc, Tunisie, Egypte et Soudan) ;
- Accroître les investissements dans les productions alimentaires locales
- Création d'un nouvel espace commercial libéral dans la sous-région ;
- Réduction des polluants dans les chaînes de production et d'approvisionnement ;
- Permettre un accès des producteurs locaux aux marchés sous-régional et mondial ;
- Appui aux échanges de techniques réussies et de bonnes pratiques entre les pays (pays en avance : Maroc, Egypte et Tunisie) ;
- Améliorer l'accès à l'information ainsi que les interactions entre agriculteurs et services techniques et scientifiques ;
- Mise en place de centres techniques pour le renforcement des capacités des institutions et agriculteurs (notamment dans les pays déjà avancés dans le domaine : Maroc, Tunisie et Egypte) ;
- Evaluation des contraintes et besoins alimentaires de la sous-région (toute la sous-région) ;
- Appropriation et vulgarisation des dernières écotechniques agricoles (toute la sous-région) ;
- Création de stocks alimentaires destinés à pallier les années de faible production et définition de procédures et mécanismes de gestion de ces stocks (toute la sous-région) ;
- Contribuer à la stabilisation des prix des denrées alimentaires et des marchés à l'échelle de la sous-région et au niveau de chaque pays (sous-région, Maroc, Soudan et Egypte) ;
- Définition et mise en œuvre de programmes d'éducation nutritionnelle (toute la sous-région)
- Mettre en cohérence les programmes de sécurité alimentaire et de changements climatiques (notamment pour la Libye, le Soudan et la Mauritanie)
- Optimiser les investissements dans les productions animales dans le cadre de la politique de sécurité alimentaire (cas du Maroc, de la Mauritanie et Soudan).

3.3- La croissance verte, la réduction de la pauvreté et l'emploi

La conférence de Rio+20 a fait de l'économie verte et équitable l'une des voies principales pour atteindre le développement durable. C'est ainsi qu'il a été recommandé à tous les pays « d'investir 2% de leur PIB dans les secteurs qui réduisent l'impact environnemental et génèrent des emplois verts et décents ». La transition vers cette économie verte requiert des réformes profondes de gouvernance.

L'éradication de la pauvreté, au centre de ce texte de Rio+20, est posée comme l'un des enjeux les plus importants auquel est confronté le monde d'aujourd'hui et doit donc être la priorité de l'agenda de l'ONU. En dépit de progrès importants enregistrés dans certaines régions du monde, la communauté internationale n'a pas atteint les objectifs qu'elle s'était fixés. Aujourd'hui, force est de constater que le nombre de personnes touchées par la pauvreté dans le monde continue d'augmenter et que les inégalités se creusent, à la fois entre les pays développés, les pays émergents et les pays en développement et au sein de chaque Etat. Les femmes et les enfants constituant la frange de la population la plus touchée, notamment dans les pays les moins avancés, en particulier en Afrique subsaharienne.

L'ensemble des pays de la sous-région ont affirmé leur volonté de relever le défi de la transition vers une croissance verte et inclusive et d'opérer les réformes requises. Ces pays sont conscients que les efforts doivent certes être fournis aux échelles locale, nationale et sous-régionale, mais aussi au niveau mondial, si l'on veut concilier sur le long terme le développement économique, les exigences sociales et la préservation de l'environnement.

La construction de ce nouveau modèle économique à l'échelle de l'Afrique du Nord suppose l'intégration des questions environnementales dans la dynamique économique classique, et notamment dans les processus de régulation des marchés, sans parler des effets additifs actuels de la crise économique mondiale, qui affecte, par certains aspects, les pays de la sous-région.

L'une des premières difficultés de cette construction sera d'harmoniser l'intégration du principe de prise en compte des externalités dans le calcul des agrégats économiques. Ceci est notamment le cas des ressources naturelles et des services écosystémiques, dont l'utilisation n'est que très rarement prise en compte. Bien souvent, ces biens et services publics ne sont cités que lorsqu'ils sont en dégradation avancée ou en voie de disparition. On peut aussi citer le cas des énergies fossiles, qui constituent l'une des richesses de la sous-région, dont l'évolution des prix sur le marché dépend essentiellement de l'augmentation de la demande des pays industrialisés et non pas de l'épuisement continu des réserves mondiales.

L'autre grande difficulté réside dans la non prise en compte dans les modèles économiques classiques des liens qui existent entre la dégradation des ressources naturelles, dont les effets sont immédiats sur l'économie, et les causes de cette dégradation (désertification, changements climatiques, catastrophes naturelles...). Compte tenu de la prise de conscience actuelle, au niveau des pays de la sous-région, des impacts du changement climatique, les modèles économiques futurs devront forcément prendre en compte ce phénomène.

A ces contraintes s'ajoutent les coûts élevés de la réduction des gaz à effets de serre, mais aussi les difficultés de coordination institutionnelle et technique à l'échelle nationale, mais aussi d'harmonisation des politiques à l'échelle de la sous-région. Il importe donc de prendre en compte l'environnement dans tous les aspects de la planification et du cycle budgétaire aux différentes échelles de prise de décision.

Au-delà de l'aspect environnemental, ce modèle de croissance économique classique, fondée sur l'exploitation non durable des ressources naturelles, n'est plus viable dans une sous-région confrontée à des enjeux démographiques importants, qui charrient une problématique de chômage profonde, notamment chez les jeunes, et à des cycles de pénurie alimentaire de plus en plus récurrents.

Enfin, le dernier des obstacles majeurs à la transition vers une économie verte sera l'insuffisance des moyens dont disposent les pays pour appréhender les difficultés et les priorités dans ce domaine.

Pour mettre en œuvre leurs engagements pour une transition vers une économie verte et inclusive, les pays d'Afrique du Nord devront consentir des investissements importants dans la restauration et la valorisation du capital naturel, dans les infrastructures durables, dans la gestion intégrée des eaux, des forêts et des terres, dans la biodiversité, dans les énergies renouvelables et non conventionnelles, ou encore dans les systèmes de production biologique. Ils devront encourager les entreprises et les industries à contribuer à la création d'emplois verts tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement mondiales, y compris par le soutien aux petites et moyennes entreprises. Chaque pays pourrait lancer une étude globale sur les modalités de transition vers une économie verte et inclusive en vue de définir des orientations économiques et financières et d'identifier les opportunités d'investissement et de création d'emplois dans le domaine environnemental.

La transition vers une économie verte supposera pour tous les pays : (i) d'améliorer les connaissances en matière de technologies propres et de statistiques liées à l'offre et à la demande en emplois verts ; (ii) de mettre en place des systèmes d'informations, par pays et à l'échelle de la sous-région, capables de répondre à la gestion de ce secteur ; (iii) de cartographier l'offre et la demande en matière de compétences et d'identifier les programmes et institutions de formation spécialisés ; (iv) de soutenir, aux échelles locales et nationales, les programmes de réduction de la pauvreté et de création d'emplois dans le cadre de la valorisation durables des ressources naturelles et de préservation de l'environnement.

Le verdissement des emplois existants et la création d'emplois verts nouveaux passeront, entre autres démarches, par l'investissement public et privé en faveur de l'innovation scientifique et technologique, des travaux publics pour la restauration, la réhabilitation et la conservation des ressources naturelles et des écosystèmes, et dans les services sociaux et communautaires. Un ciblage particulier concernera la création d'emplois pour les jeunes et les personnes les plus démunies.

Comme nous l'avons signalé précédemment, la transition vers une économie verte est perçue de manière bien différenciée selon les pays. Certains, comme le Maroc et la Tunisie, ont déjà mis en place un certain nombre de mécanismes préparatoires et réalisées certaines expériences pilotes intéressantes. D'autres, comme l'Égypte et l'Algérie ont souscrits aux principes et sont en phase d'expérimentation dans des secteurs clés de leurs économies respectives. Pour ce qui est de la Mauritanie, la Libye et le Soudan, il n'y a encore ni vision formelle ni expérience concrète sous-tendue par des objectifs stratégiques de croissance verte. Cependant, ces pays adhèrent aux principes et affirment leur disponibilité à s'engager sur cette voie.

Dans ce contexte, certains thèmes apparaissent aujourd'hui prioritaires et de nature à contribuer au développement économique et à la création d'emplois dans tous les pays de la sous-région. Il s'agit par exemple de :

- L'économie de l'énergie (énergies durables et efficacité énergétique)
- La préservation des ressources naturelles et exploitation durable des services écosystémiques
- Le verdissement de secteurs clés tels que le bâtiment, les transports, le développement urbain...
- Le traitement des déchets, la dépollution...
- L'exploitation de toutes les filières qui concourent à la l'économie verte
- La mise en place de programme d'emplois verts pour les Jeunes chômeurs.

L'économie verte pourrait donc être, pour les pays de la zone d'Afrique du Nord, l'occasion d'accroître les échanges entre les pays membres et de renforcer l'intégration économique régionale.

3.4- Les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophes

Les pays de la sous-région sont aujourd'hui confrontés à des choix de développement cruciaux compte tenu des impacts réels des changements climatiques et des risques de catastrophes toujours peu maîtrisés. La sous-région possède un potentiel de croissance réel qui s'est traduit ces dernières années par une dynamique économique soutenue, avec des résultats significatifs en terme de réduction de la pauvreté, et ce, malgré un contexte mondial défavorable marqué par une crise économique qui persiste depuis quelques années. Toutefois, cette dynamique ne pourra pas résister longtemps aux effets du changement climatique tant cette zone est considérée, comme l'une des plus exposées aux impacts de ce phénomène.

Au-delà de la situation écologique particulièrement difficile, certains autres facteurs, comme la faible résilience des économies et leur forte dépendance vis-à-vis du climat, les capacités encore insuffisantes en matière d'investissement dans l'adaptation à la variabilité climatique, l'insécurité liée aux ressources en eau, ou encore la forte dépendance énergétique, font peser sur cette région de véritables menaces pour l'économie et compromettent la durabilité de son développement.

En conséquence, il est impératif que les pays de la sous-région agissent dès à présent, de manière coordonnée et en adoptant une démarche de développement différente et durable. Agir rapidement, notamment à travers des programmes de réduction des gaz à effets de serre, permettra de contribuer à l'effort mondial visant à atténuer les dérégulations actuelles (notamment le réchauffement climatiques) et dont les conséquences économiques, sociales et écologiques sont observées dans tous les pays de la sous-région. La réduction des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique, encore insuffisamment intégrés dans les politiques de développement des pays de la sous-région, doivent être inscrites comme des priorités locales et nationales, mais aussi bénéficier d'un programme intégré, cohérent et coordonné à l'échelle de la sous-région. Enfin, pour agir de manière différente, de nouveaux comportements s'imposent. Il s'agira dorénavant de fonder les décisions sur des informations scientifiques rigoureuses intégrant l'ensemble des variables écologiques, sociales et économiques.

Plusieurs voies peuvent être suggérées :

- Placer l'adaptation et la gestion des risques climatiques au cœur des questions de développement, par l'élaboration de politiques, programmes et projets appropriés mais aussi par la mise en place de structure de veille et d'alerte aux différentes échelles de décision ;
- Mettre en place des mesures d'atténuation, notamment relatives à une gestion plus durable des terres, des eaux et des forêts et à la création de systèmes de transports urbains viables. Les pays de la sous-région pourront aussi tirer profit du marché du carbone en

- réduisant les émissions issues de la destruction et de la dégradation des forêts, ainsi que par le biais des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique ;
- Mettre l'accent sur le renforcement des connaissances et des capacités, par le développement de bases de données et d'outils analytiques, et par le renforcement des capacités des institutions nationales et sous-régionales ;
- Diversifier les financements en explorant toutes les opportunités : fonds dédiés (convention UNCCC), mécanismes de financement issus du marché carbone,... ;
- Adapter l'urbanisation à la contrainte climatique : démographie, pollutions, risques d'inondation... ;
- Offrir des filets de sécurité aux populations les plus exposées au changement climatique : sécurité alimentaire, protection sociale, pallier les pertes des systèmes productifs... ;
- Protéger les écosystèmes aquatiques et terrestres fragiles : zones littorales, zones humides, forêts, zones de pêche...

3.5- La désertification, la sécheresse, la dégradation des sols et les ressources en eau

L'érosion, la déforestation, la rareté de l'eau, la sécheresse et la désertification sont des problèmes majeurs, fortement interdépendants, qui menacent gravement les systèmes productifs et la biodiversité de l'Afrique du Nord. Ces questions, exacerbées par les changements climatiques, sont de nature à compromettre la sécurité alimentaire, l'élimination de la pauvreté et donc le développement durable de toute la sous-région.

Le document final de Rio+20 reconnaît le poids économique et social des terres et des sols, et leur contribution dans la croissance économique durable, l'agriculture durable, la sécurité alimentaire, l'égalité des genres, l'autonomisation des femmes, et l'éradication de la pauvreté. Les Etats ont réaffirmé leur engagement, dans le cadre de la Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification (CCNUD), à mettre en œuvre des actions nationales, régionales et internationales afin de limiter la dégradation des terres et restaurer les terres dégradées, en particulier les terres arables

Des efforts importants ont été entrepris à l'échelle de la sous-région pour atténuer les conséquences de tous ces phénomènes et en traiter les causes, notamment en palliant la dégradation des ressources naturelles dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches. Les principales mesures prises pour lutter contre la désertification dans les pays du Maghreb sont, d'une part, d'ordre technique et comprennent principalement le reboisement, la conservation des eaux et du sol, la mobilisation des eaux, la lutte contre l'ensablement et l'amélioration des parcours et, d'autre part, d'ordre législatif et institutionnel avec l'adoption de codes et de lois relatifs à la gestion des ressources naturelles.

La gestion intégrée des ressources en eau, introduite au Maroc et en Algérie il y a plus de dix ans a permis de faire évoluer les comportements des populations vis-à-vis de l'acceptation du système de redevance. Ce dernier a pu par la suite être étendu à d'autres secteurs. Elle a aussi fait évoluer le mode de gouvernance des ressources en eau vers un des Agences de bassins. Ce type de bonnes pratiques peut être répliqué dans d'autres pays comme la Mauritanie ou le Soudan. Les manuels et guide de gestion intégrée produits par le Maroc et l'Algérie peuvent être utilisés dans ce cadre.

L'ensemble des pays sont touchés la dégradation des ressources naturelles, ce qui requiert un certain nombre de mesures communes :

- Prévenir et alerter de manière précoce les catastrophes liées à l'eau et à la sécheresse;
- Se fixer des taux minimaux de dégradation des sols aux horizons 2020, 2030 et 2050 ;
- Faciliter l'adaptation au changement climatique à travers la gestion des ressources en eau et en sols, tout en améliorant la gestion des risques de catastrophes et les capacités de stockage de l'eau;
- Promouvoir l'apprentissage par l'expérience et le partage des connaissances entre les pays ;
- Garantir la transparence et l'efficacité de l'allocation et de l'utilisation des ressources en eau ;
- Définir les principes généraux, la catégorisation et les statuts de priorité des utilisations de l'eau ;
- Définir des objectifs chiffrés en terme de qualité de l'eau ;
- Préserver et développer les Oasis ;
- Mobiliser des financements sous-régionaux et internationaux à long terme ;
- Envisager un approvisionnement varié en eau, selon les secteurs utilisateurs et en fonction des divers degrés de qualité d'eau ;
- Combiner l'approche technique, d'une part, et les approches sociales et culturelles, d'autre part, dans le domaine de la gestion intégrée des ressources naturelle ;

- Identifier les différents outils (juridiques, économiques et techniques) nécessaires à la gestion qualitative des ressources en eau, en sols et forêts (objectifs de qualité, normes de qualité et d'aménagement, périmètres de protection et de conservation, application du principe pollueur-payeur, etc...) ;
- Introduire et vulgariser les nouvelles technologies de l'information dans la gestion des ressources en eau, en sols et en forêts à travers la création d'une banque de données et la mise à disposition des logiciels nécessaires à l'exploitation de cette banque ;
- Identifier les mesures institutionnelles nécessaires à une mise en œuvre efficace des politiques de gestion des ressources en eau, en sols et forêts, en particulier dans leurs composantes organisationnelle, juridique, économique et financière.

3.6- Les énergies durables

La communauté internationale a affirmé soutenir les efforts, via la mise en place de politiques locales et nationales adaptées, pour assurer un accès à l'énergie au 1,4 milliard de personnes dans le monde qui en est encore privé. Le texte issu de Rio+20 souligne la nécessité de mobiliser des financements pour aider les pays en développement à assurer un accès équitable à leur population, dans le respect de l'environnement, notamment via une valorisation des énergies renouvelables et de technologies sobres en carbone.

L'année 2012 avait été proclamée par l'AGNU, Année internationale de l'énergie durable pour tous. Ceci a été l'occasion pour la communauté internationale de souligner l'importance du transfert de technologies et de leur diffusion à l'échelle mondiale, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud, de la coopération Sud-Sud et de la coopération régionale et sous-régionale. Un réseau mondial des professionnels de l'accès à l'énergie et des comités de coordination nationaux. L'agenda mondial issu de cette initiative s'est fixée trois objectifs principaux :

- L'accès universel à des services énergétiques modernes;
- Une réduction de 40 % de l'intensité énergétique mondiale; et
- Une augmentation de 30 % de l'utilisation des énergies renouvelables dans le monde.

Le document final de Rio+20 fait référence à un accès aux énergies modernes pour tous, le doublement du taux d'efficacité énergétique et le doublement de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique mondial. Il souligne, en outre, que la transition énergétique nécessaire devra prendre en compte les capacités et vulnérabilités de chaque pays.

En Afrique du Nord, les énergies renouvelables constituent une alternative réelle aux énergies fossiles. Le potentiel de ces sources d'énergies durables est à même de répondre aux besoins énergétiques actuels et futurs des pays de la sous-région, et de soutenir une croissance économique durable. Toutefois, il est à noter, qu'en dépit d'une demande énergétique croissante dans tous les pays, des disparités importantes existent aussi bien en termes de besoins et d'approvisionnement énergétique, qu'en termes d'utilisation des énergies renouvelables et de politique d'efficacité énergétique. L'approvisionnement reste largement dominé par les énergies fossiles et le potentiel important des énergies renouvelables demeure sous-exploité. Si l'Algérie, la Tunisie, la Maroc et l'Egypte ont réalisé une avancée importante pour une transition vers les énergies renouvelables, la Mauritanie, le Soudan et la Lybie accusent un retard considérable dans ce domaine. En conséquence, les recommandations faites dans ce domaine seront différenciées selon les pays.

Sur le plan sous-régional, il est important d'œuvrer dans le sens de :

- Réduire la dépendance énergétique vis-à-vis des énergies fossiles en optimisant l'exploitation des énergies renouvelables et en adoptant des politiques performantes d'efficacité énergétique ;
- Améliorer les performances du secteur des énergies renouvelables en mettant en place un environnement propice aux investissements privés ;
- Améliorer la coopération régionale et les échanges commerciaux dans le domaine des énergies durables ;
- Renforcer les capacités de formation et de recherche scientifique et technologique ;
- Harmoniser et coordonner les politiques ;
- Renforcer la coopération régionale ;
- Mettre en place des incitations pour l'investissement dans la recherche de technologies propres
- Appuyer la diversification du mix énergétique et l'efficacité énergétique dans les différents pays.

3.7- L'intégration de l'éducation dans une vision durable

Le texte final adopté à Rio comprend un chapitre dédié à l'éducation, abordant notamment le thème de l'accès pour tous à l'éducation, présenté comme une condition indispensable à l'éradication de la pauvreté, à l'égalité entre les genres et au développement humain, mais aussi, et ce pour la première fois, celui de l'enseignement supérieur comme un levier essentiel au changement vers un développement durable. Le texte recommande aux établissements d'aller au-delà de programmes classiques et de diffuser de manière transversale le développement durable dans toutes leurs formations. Il y est aussi fait mention de l'importance de la formation continue et de l'exemplarité dont doivent faire preuve les établissements d'enseignement supérieur.

Ces idées fondatrices sont largement suggérées voire totalement appropriées par les pays de la sous-région, en fonction des performances et du niveau d'intégration des questions environnementales dans les programmes éducatifs de chaque pays. Les établissements publics et privés de formation, en particulier les Ecoles d'Ingénieurs et les Universités doivent désormais s'appuyer sur cette orientation afin de promouvoir le développement durable et aider à la réalisation de la transition par le changement des comportements et l'innovation technologique. Ceci est d'autant plus urgent à faire que les systèmes éducatifs de la majeure partie des pays de la sous-région ont montré leurs limites par l'incapacité de répondre à la question du chômage des jeunes, notamment des plus diplômés. *Construire le futur que nous voulons*, slogan de la conférence, n'aura de sens que si cette dynamique d'adéquation entre le système éducatif et le marché de l'emploi est enclenchée de façon positive et irréversible.

Les universités de la sous-région devraient servir d'exemples de bonnes pratiques en inscrivant le développement durable dans leurs programmes et ce dans toutes les disciplines enseignées, mais aussi dans la conception de leurs environnements physiques (installations, campus, infrastructures...). Des programmes de coopération sous-régionale et internationale, incluant les partenariats académiques, les bourses d'études, les échanges universitaires, devraient être mis en place pour ancrer la transition vers le développement durable dans tous les pays. Enfin, l'innovation technologique et la recherche scientifique dans les différents pays devraient être soutenues dans le sens de la promotion du développement durable.

3.8- La gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité

Le maintien de la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles sont une composante essentielle du développement durable. Concernant la biodiversité, et malgré les engagements pris par la communauté internationale à travers la Convention de Rio (Convention sur la Diversité Biologique, CDB) et à la Conférence de Nagoya en 2010, le déclin de la biodiversité s'accélère. L'Afrique du Nord n'échappe pas à cette évolution générale, comme cela a été signalé dans les différents rapports nationaux. Il devient donc urgent d'entreprendre des actions fortes sous-tendues par des objectifs chiffrés aux horizons 2020, 2030 et 2050.

Les expériences et études déjà menées dans certains pays, comme le Maroc, la Tunisie, l'Egypte ou encore la Mauritanie, montrent que la préservation de la biodiversité n'est pas uniquement une question environnementale ou d'éthique. La perte des services écosystémiques fournis par cette biodiversité induit des impacts économiques, sociaux, alimentaires, sanitaires, déstabilisateurs pour l'ensemble de l'équilibre de la sous-région et de la planète toute entière. Des programmes de recherche scientifique rigoureux devraient être mis en place dans tous les pays afin d'évaluer la valeur écologique et économique (coûts/bénéfices) de la biodiversité et des ressources naturelles et de proposer des options de gestion adaptées à la résilience des écosystèmes et en fonction des services fournis.

Par ailleurs, les informations fournies à l'échelle de la sous-région démontrent l'importance du savoir traditionnel et des pratiques des communautés autochtones dans la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et des ressources naturelles. Ce volet devra bénéficier d'un programme régional spécifique afin d'inventorier, de tester et de valoriser l'ensemble de ces informations dans le but de stopper et d'inverser la perte de biodiversité. Des actions visant à mettre en place des politiques ciblées sur les inventaires et des contrôles les ressources naturelles devront être conçues et réalisées.

3.9- Les villes durables et la gestion des pollutions

De nombreuses projections faites par des institutions spécialisées indiquent qu'à l'horizon 2050, les 2/3 de la population mondiale vivront en ville. Cette transformation va induire des évolutions majeures au plan de la gouvernance locale. Le texte de Rio+20 consacre un paragraphe aux « villes et établissements humains ». Il recommande les processus participatifs pour le développement urbain, incluant les populations défavorisées. Il mentionne l'importance des enjeux de planification urbaine, de l'accès aux Services de base, du patrimoine et des centres anciens, qui sont priorités de la coopération urbaine française. Enfin, il reconnaît le rôle majeur des collectivités territoriales.

En Afrique du Nord, les dynamiques urbaines s'accroissent, portées par de grandes agglomérations où se concentrent bien souvent les situations de pauvreté les plus poignantes du point de vue environnemental et social. Par exemple, en Egypte, la moitié de la population urbaine vit dans des taudis. Les mauvaises conditions de vie dans les bidonvilles, notamment les difficultés liées à l'accès à l'eau potable, les problèmes d'assainissement et une pollution industrielle sauvage, persistent encore malgré les initiatives éparses entreprises par le Gouvernement.

Cette situation prévaut, à des degrés de gravité divers, dans les grandes villes d'Afrique du Nord. La nécessité d'une transformation profonde du mode d'urbanisation se fait sentir et a été exprimée dans la majeure partie des rapports nationaux. Cette nouvelle conception intègre de nouveaux acteurs et voit le rôle des Etats s'orienter plus vers les mécanismes de régulation et moins autour de la gestion pratique. Les processus démocratiques structurent cette vision, qui se retrouve à toutes les échelles, de la commune rurale vers les grandes agglomérations urbaines. La gestion durable future procédera du territoire et non plus d'une déclinaison d'une politique globale de l'Etat. La spécificité de chaque territoire, ses potentialités, la dynamique de sa population et de ses acteurs associatifs, ses besoins, ses capacités économiques... structureront sa vision prospective en matière de développement durable.

Dans la sous-région, certaines similitudes se retrouvent, notamment entre les villes côtières, les villes sous fortes pressions démographiques, les villes dont le développement est soumis aux aléas climatiques (désertification, inondations...). Les stratégies futures devront tenir compte de ces similitudes mais aussi nuancer les approches en fonction des différences. Les programmes de recherche, de formation et d'innovation doivent être développés pour soutenir cette vision. Le modèle classique d'urbanisation, selon lequel ont été bâties les grandes agglomérations de la sous-région, avec un découpage en zones d'activités spécialisées a montré ses limites en créant des ruptures sociales et des dommages environnementaux importants. La construction en elle-même et les modes de transports appropriés participent de cette transition vers la durabilité. La politique d'aménagement du territoire et les schémas urbains doivent désormais tenir compte des impacts prévisibles du changement climatique et de la résilience des espaces territoriaux. Enfin, les partenariats, jumelages et échanges entre les villes d'Afrique du Nord doivent être renforcés pour appuyer la mise en œuvre de cette vision.

En parallèle, des investissements importants doivent être mobilisés pour prendre en charge la gestion intelligente et durable des déchets solides et liquides. Un plan d'actions sous-régional de lutte contre les déchets marins doit être mis en place, notamment au Maroc, en Mauritanie, en Egypte et en Tunisie.

Les activités minières (Mauritanie) et pétrolières et gazières (Egypte, Algérie, Soudan et Libye) devront faire l'objet de programmes d'évaluation et d'atténuation des impacts environnementaux et sociaux à tous les niveaux.

3.10- Les objectifs du Développement Durable

Selon les propositions pour Rio+20, tous les pays devront mettre en place ces objectifs. L'idée de le faire selon le principe de responsabilité commune mais différenciée, proposée par les pays du Sud a été finalement refusée par les pays développés. Toutefois, nous rappelons que l'adoption de ces objectifs de développement durable impliquera des investissements publics et privés importants.

L'engagement sur la définition d'objectifs et d'échéances chiffrés a été pris par l'ensemble des pays de la sous-région. Même si les services de base, l'eau, l'énergie et l'alimentation restent des objectifs prioritaires pour la zone d'Afrique du Nord, l'ensemble des thématiques abordées dans ce chapitre devront faire l'objet de propositions concrètes pour chaque pays et à l'échelle sous-régionale, dans le cadre de processus de concertation ouverts à tous les acteurs du développement durable. Des thématiques émergentes comme les changements climatiques et la croissance verte et inclusive devront bénéficier d'un intérêt spécifique. Les ODD viennent renforcer les OMDs dans un contexte d'urgence de réduction de la pauvreté et de maîtrise des impacts liés au changement climatique.

Sur le plan sous-régional, il est important de constitutionnaliser, comme cela a été fait avec succès dans d'autres régions du monde, le droit d'accès universel aux services de base, eau, énergie et alimentation, pour l'ensemble des populations de l'Afrique du Nord. Cette démarche traduira un engagement plus fort des gouvernements et marquera une proximité stratégique nécessaire, surtout dans le contexte actuel difficile de gestion de l'après 'Printemps Arabes'.

L'autre versant important de la mise en œuvre des ODD réside dans la définition par les pays de la sous-région de mécanismes de financements innovants à même de pallier le désengagement de la communauté internationale et les promesses non tenues par les pays développés lors des différentes rencontres internationales.

3.11- Le renforcement des capacités et l'égalité de sexes

Le renforcement des capacités tel qu'il a été défini dans le document de Rio+20 comprend les aspects institutionnels, de planification, de gestion et de contrôle. Le renforcement de la coopération technique (Nord/Sud, Sud/Sud et triangulaire) et le développement des ressources humaines (formation, échanges d'expériences et transferts de savoir) devront donc être les fondements de l'approche qui sera développée par les pays de la sous-région. Approche qui devra aboutir à la participation effective de tous les acteurs, de l'échelle locale à l'échelle sous-régionale, aux processus de décision liés au développement durable de la sous-région.

Les pays de la sous-région ont besoin d'un soutien de la part de toutes les organisations des Nations Unies et des autres organisations importantes en matière de renforcement des capacités, afin de mettre en place des économies inclusives et donc performantes dans l'optimisation de l'utilisation de leurs ressources. Dans ce sens, il est nécessaire de : (i) partager entre les pays de la sous-région les pratiques (techniques et savoirs) durables dans les divers secteurs économiques ; (ii) améliorer la capacité technique et de mobilisation financière à intégrer la réduction des risques ; (iii) soutenir la coopération technique et scientifique pour une transition vers une économie efficace et durable ; (iv) susciter le soutien financier et technologique de la part des pays développés et des institutions internationales ; (v) renforcer les capacités des acteurs clés (public, privé, collectivités locales et société civile) sur certaines questions centrales comme le MDP, les marchés du Carbone ou encore le Green Business ; (vi) accompagner les entreprises dans une démarche RSE.

Sur le volet Genre, le texte de Rio+20 affirme le rôle vital des femmes dans le développement durable et demande aux pays d'accélérer la mise en œuvre de l'engagement de la communauté internationale en faveur de la pleine et égale participation et leadership des femmes dans le domaine de développement, conformément aux dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations contre les femmes, de l'Agenda 21, de la Déclaration de Beijing, de la Plateforme pour l'action et la Déclaration du Millénaire. Si des progrès ont été réalisés dans l'égalité entre les genres pour certains domaines, notamment l'accès à l'éducation, l'analyse des rapports suggère que le potentiel des femmes à s'engager et à contribuer au développement durable en tant que leaders, et acteurs de premiers plans n'est pas pleinement exploité. Des efforts doivent encore être consentis par les pays de la sous-région, notamment en Libye, Egypte et Soudan, pour une autonomisation des femmes (participation économique et politique) dans toutes les sphères de la société. Certaines expériences réussies dans ce domaine, notamment en Tunisie et en Mauritanie, pourraient être partagées au niveau de la sous-région.

3.12- L'intégration régionale

L'intégration régionale représente une opportunité de croissance économique réelle car elle permet d'orienter les flux de ressources d'une activité économique vers une autre ou encore d'un niveau de productivité vers un autre. L'union économique à l'échelle de la sous-région d'Afrique du Nord, malgré ses atouts indéniables, n'est pas encore une réussite économique, sociale et environnementale. A ce jour, les pays d'Afrique du Nord n'ont pas tiré pleinement parti des liens existant entre eux en tant que marchés et sources d'approvisionnement et n'ont donc pas réalisé les gains potentiels en termes de croissance économique et d'emploi. Les échanges entre les pays de la région représentent moins de 3 % du volume global de leurs échanges, soit le niveau le plus faible au titre de l'ensemble des accords commerciaux régionaux enregistrés auprès de l'OMC. En outre, tous les pays, hormis la Mauritanie, accordent la priorité au marché d'exportation de l'UE, au détriment des marchés d'Afrique subsaharienne. Pourtant, de la réussite des recommandations que nous venons de présenter par thème et par ligne directrice dépendra la réussite de l'intégration de cette sous-région. La libre circulation de la main-d'œuvre et des capitaux entre les frontières de ces différents pays pourrait favoriser la création d'emplois et la croissance durable dans la sous-région, et accroître par la même occasion la compétitivité et le poids des pays de l'Afrique du Nord au plan international.

Les échanges commerciaux et les partenariats gagnants peuvent se faire dans tous les domaines cités : énergie, eau, agriculture durable, la sécurité alimentaire, les transferts de technologies et de savoir-faire, et même au niveau des mécanismes de financement durables. Les économies d'échelle qui peuvent être réalisés à travers cette intégration régionale permettraient à cette région un meilleur positionnement sur le marché international. Le fait que certains de ces pays appartiennent à des espaces régionaux différents n'est pas forcément une contrainte mais pourrait bien être utilisé pour appuyer le développement de cette région.

Définir les bases d'un nouveau partenariat entre les pays d'Afrique du Nord, pour un espace économique, social et environnemental ouvert et sécurisé mettrait les pays dans de meilleures dispositions pour réaliser efficacement la transition vers un développement durable. Les acquis cumulés par une organisation sous-régionale comme l'UMA, notamment en termes de planification stratégique et de coordination, doivent être valorisés et renforcés. Les objectifs de développement durable à l'échelle de la région pourront être définis, soutenus et évalués par cette structure sous-régionale avec l'appui des organisations internationales de proximité, notamment celles des Nations –Unies. Il semble en effet que les avancées économiques réalisées par certains pays ne soient pas exploitées de façon positive au service des pays plus faibles du fait de l'inexistence d'un espace économique commun, régulé et transparent. On peut à titre comparatif citer le fait que l'espace de l'Union Européenne, parce qu'il est réel et régulé, a profité aux pays réputés à économies faibles (Portugal et Irlande). Effet qui n'a pu se produire dans l'espace maghrébin.

Dans ce cadre, il peut être proposé de : (i) activer les conseils sectoriels au sein de l'UMA pour cibler l'intégration des secteurs prioritaires dans les domaines économiques, sociaux et environnementaux ; (ii) favoriser la collecte de l'information, aujourd'hui dispersée au niveau de plusieurs institutions, et son analyse au sein de l'UMA ; (iii) renforcer sous l'égide de l'UMA, les capacités humaines et financières des différents observatoires spécialisés ; (iv) cibler l'intégration sous-régionale à travers des secteurs prioritaires de développement ; (v) renforcer via l'UMA, la coopération inter-régionale et la coopération internationale.

CONCLUSIONS

La conférence de Rio+20 a représenté une opportunité et un espoir réels pour le développement durable de la région d'Afrique du Nord. Ce qu'il convient de concrétiser à travers des changements significatifs en termes de : (i) créer et rendre fonctionnels des cadres institutionnels et stratégiques aux échelles régionale et nationale ; (ii) transition vers une économie verte et inclusive sous-tendue par des programmes ciblés en matière de réduction du chômage, de la pauvreté et de la faim ; (iii) définition et de mise en œuvre d'objectifs de développement durable clairs, mesurables et permettant une meilleure intégration des trois piliers économique, social et environnemental ; et (iv) intégration régionale au profit d'une dynamique économique durable pour toute la région.

L'objectif de ce travail était d'analyser, sur la base des rapports nationaux et régionaux produits dans le cadre de la préparation de la conférence de Rio+20, et des initiatives en cours dans les différents pays, les implications des recommandations de la Conférence Rio+20 sur le développement durable de l'Afrique du Nord.

Le présent document a pu passer en revue les priorités et les préoccupations exprimées par chaque pays et à l'échelle de la sous-région dans l'objectif d'esquisser un profil sous-régional de développement durable et de faire ressortir les questions majeures ayant une incidence directe sur le développement durable.

La région étudiée fait face aujourd'hui à des défis sociaux, économiques et écologiques importants et diversifiés malgré les fortes potentialités dont elle dispose, son homogénéité socio-culturelle, certaines similitudes dans les modèles économiques qui y sont appliqués, et la ressemblance entre les traits majeurs des profils écologiques esquissés. Le premier atout est son potentiel humain extraordinaire (une part importante de la population est jeune et éduquée). Le second réside dans les richesses naturelles (gaz, pétrole, mines, pêche, sols et paysages). La conjugaison de ces atouts dans le cadre d'une nouvelle vision d'économie verte et inclusive alliant la gestion durable et coordonnée des ressources naturelles de la sous-région et garantissant les besoins sociaux de ses populations permettra de relever les défis futurs du développement de l'Afrique du Nord.

La réponse du document de Rio+20 aux recommandations formulées par les pays de la sous-région scelle définitivement l'attachement de ces derniers aux engagements pris par la communauté internationale et renforce la volonté politique des pays à mettre en œuvre les recommandations. Les défis ont été déterminés selon trois échelles : (i) les questions communes à tous les pays ; (ii) les questions communes aux pays à profils similaires ; et (iii) les questions spécifiques à chaque pays. Ces différentes questions ont été abordées sur les plans économique, social et environnemental.

Au plan social, les pays de la sous-région, excepté la Mauritanie et le Soudan, connaissent un développement humain régulier, avec notamment de véritables acquis en matière de lutte contre la pauvreté et des progrès appréciables vers l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement à l'horizon 2015. Toutefois, cette situation ne doit pas occulter certaines contraintes comme le chômage, notamment chez les jeunes, les inégalités entre les couches sociales et entre les régions, les flux migratoires de plus en plus importants ou encore l'insécurité alimentaire. Il convient aussi de noter la faible intégration du développement durable dans le système éducatif, ce qui constitue un handicap majeur aux changements de comportement, à la compréhension et à l'appropriation des enjeux pour les jeunes actuels et pour les générations futures. Sur le plan économique, il subsiste un certain nombre de contraintes qui freinent la dynamique régionale, dont notamment : (i) la vulnérabilité des économies aux aléas climatiques ; (ii) la forte dépendance de ces économies vis-à-vis des ressources naturelles ; et (iii) les limites de la croissance économique, qui reste insuffisante pour générer suffisamment d'emplois. Sur le plan environnemental, la région dans son ensemble fait face à une désertification dévastatrice, qui détruit le potentiel biologique des sols et dont les conséquences sont la raréfaction de l'eau, la baisse de la productivité des terres, la perte de la biodiversité et la dégradation de la qualité de la vie. Les pays connaissent une demande en énergie croissante et restent fortement dépendants de l'énergie fossile. Le formidable potentiel en énergies renouvelable est fortement sous-exploité. Les changements climatiques risquent d'impacter, à court terme, la vie des populations de cette région et d'accentuer la dégradation des ressources naturelles. Les émissions, toujours plus importantes, de gaz à effet de serre, les modifications constatées de la pluviométrie et des températures, les risques

d'élévation du niveau de la mer et la recrudescence des épisodes climatiques extrêmes sont autant de signes aujourd'hui visibles et de défis à relever pour cette région. Les ressources naturelles et la biodiversité sont menacées et les zones littorales et côtières sont soumises à de fortes pressions humaines, avec des risques importants en matière de pollution et d'inondation.

Les efforts consentis en matière de développement durable de la sous-région restent très insuffisants pour certains pays (Mauritanie, Soudan et Libye) malgré l'affichage d'une certaine volonté politique et des mesures qui restent, bien souvent, peu opérationnelles. Les pressions d'ordre politique, économique et social, ajoutées à celles liées aux capacités techniques et/ou financières insuffisantes expliquent, en grande partie, le retard pris par rapport aux autres pays. L'analyse met en exergue le rôle central que pourrait jouer l'intégration régionale pour atteindre le développement durable de la sous-région. Pour y arriver, il devient urgent d'amorcer un véritable processus d'adaptation et d'harmonisation institutionnelle et réglementaire dans tous les secteurs clefs. De nouvelles bases doivent cependant être définies pour atteindre cet objectif, notamment en termes de partenariat stratégique, de coordination, de suivi des politiques, d'échanges d'expériences, de technologies et de compétences, et de renforcement des capacités. Aucune des économies du Maghreb n'est aujourd'hui suffisamment développée pour assurer à elle seule sa prospérité. Ce n'est donc qu'ensemble qu'elles pourront devenir prospères. L'exploitation réciproque des forces et potentialités de chaque pays doit faire l'objet d'une réflexion plus poussée et d'un partenariat gagnant-gagnant au bénéfice du développement économique de toute la région. La réduction des disparités, encore fortes dans certains domaines, entre les pays passe par une intégration régionale réussie.

C'est dans ce cadre que les questions majeures fortement connectées aux questions du développement durable de la sous-région ont été abordées et confrontées aux recommandations de Rio+20 tout en tenant compte des atouts, contraintes et potentialités des pays.

Sur la question du cadre institutionnel global, le renforcement des moyens du PNUE, option soutenue par une majorité des pays de la sous-région, a été adopté récemment lors de la 67^{ème} session l'Assemblée Générale des Nations Unies. L'Afrique du Nord doit réfléchir à la création d'un espace commun élargi aux sept pays. Cette réflexion pourra être engagée entre l'UMA et les autres espaces régionaux d'appartenance des différents pays. Une coordination étroite avec les structures déjà existantes au niveau sous-régional doit être scellée pour renforcer les compétences techniques. Conformément aux recommandations de Rio+20, chaque pays assurera le renforcement des institutions et organes existants, et ce, aux différentes échelles requises (du national au local). La CEA continuera d'appuyer ses Etats membres dans la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques pour atteindre les objectifs de développement durable.

Concernant le cadre stratégique, il a été noté la faiblesse de la mise en œuvre des politiques de développement durable ainsi que leur incohérence avec les politiques sectorielles et globales. Cette absence de vision holistique a eu un coût important, non seulement sur le plan politique, à l'échelle des pays de la sous-région, mais aussi sur le plan économique et social, principalement supporté par les populations, notamment les plus vulnérables. Pour pallier ces faiblesses, il est nécessaire que les pays s'engagent plus efficacement vers plus d'intégration entre les trois piliers du développement durable. Engagement qui requiert la mise en place, l'adaptation et le renforcement d'un certain nombre de mécanismes institutionnels, réglementaires et stratégiques à l'échelle de chaque pays mais aussi au niveau régional.

Pour la transition vers une économie verte et inclusive, les recommandations proposées dépendent des avancées déjà réalisées par chaque pays. Toutefois, une priorité devra être accordée à l'amélioration des connaissances, aux transferts de technologies, aux évaluations économiques aux échelles macro, méso et micro, à la cartographie de l'offre et de la demande en matière d'emplois, ou encore au soutien aux initiatives de financements innovants. Le tout dans un objectif de réduction de la pauvreté, de sécurité alimentaire et énergétique.

Pour la prise en compte des impacts des changements climatiques, enjeu majeur du développement durable de la sous-région, il devient urgent de mettre en place des programmes d'adaptation et d'atténuation des effets climatiques par l'intégration des risques climatiques dans les politiques, programmes et projets appropriés mais aussi par la mise en place de structures de veille et d'alerte aux différentes échelles de décision (nationales et sous-régionale). Les efforts déjà fournis dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, du transport et de l'industrie doivent être élargis et renforcés. L'exploration de modes de financements innovants et appropriés ainsi que l'élaboration de plans prévisionnels de gestion des risques et des catastrophes sont des priorités dans ce domaine.

Le rôle important des agences du système des Nations Unies et des organisations régionales et sous-régionales (telle que l'UMA) dans l'accompagnement des pays de la sous-région a été jugé primordial. Des partenariats, aux échelles sous-régionale et internationale, devront être conclus afin de permettre de renforcer les capacités des acteurs et de faciliter les transferts de technologies propres. Des financements innovants devront être recherchés à travers des fonds propres par pays, une valorisation du partenariat public-privé, une exploration des mécanismes liés aux conventions majeures, les marchés de carbone ou encore les mécanismes de développement propre.

Enfin, des lignes directrices ont pu être définies. Elles articulent l'orientation stratégique pour un développement durable de la sous-région. Il s'agit des thématiques sectorielles et transversales suivantes :

- L'Agriculture durable et la sécurité alimentaire
- La croissance verte, la réduction de la pauvreté et l'emploi
- Les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophes
- La désertification, la sécheresse, la dégradation des sols et les ressources en eau
- Les énergies durables
- La gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité
- Les villes durables et la gestion des pollutions
- L'intégration efficiente des trois piliers du développement durable
- L'intégration du système éducatif dans les stratégies de développement durable
- Le renforcement des capacités humaines et l'intégration du Genre
- L'adaptation des cadres institutionnels, stratégiques et juridiques
- La mobilisation des financements et le partenariat
- Le développement et le transfert de technologies
- Les Objectifs du Développement Durable
- L'intégration régionale

BIBLIOGRAPHIE

1. Adaptation au changement climatique et résilience aux désastres naturels dans les villes côtières d'Afrique du Nord. Banque Mondiale, 2011.
2. CSLP, Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, 2011-2015
3. Conditions économiques et sociales en Afrique du Nord, 2011. CEA-bureau d'Afrique du Nord
4. COP 15 sur les Changements Climatiques. Copenhague, décembre 2009
5. Document de stratégie intérimaire 2012-2013. BAD, 2012.
6. Document de stratégie pays 2012-2014. BAD.
7. Document de stratégie intérimaire pour l'Egypte. BAD. Octobre 2012.
8. Economic Intelligence Unit, Octobre 2011.
9. Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde, FAO, 2012.
10. Le secteur des énergies renouvelables en Afrique du Nord. CEA-AN, 2012
11. Les pertes de biodiversité dans les liée à l'expansion des terres cultivées dans les pays tropicaux, PNUE, 2013
12. Note du FMI sur les performances économiques de l'Algérie, 2013.
13. Note d'engagement Pays, Libye. 2009. BAD
14. Note sur l'environnement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Banque Mondiale, 2008.
15. OIT, 2012. Tendances mondiales de l'emploi.
16. Office National des Statistiques, 2011.
17. Perspectives Economiques en Afrique., 2012. Africaneconomicoutlook.org
18. PEA. Perspectives Economiques en Afriques, 2013.
19. Perspectives économiques pour l'Afrique, 2012. Cas de la Tunisie.
20. Plan d'action de Bali sur les Changements Climatiques, 2008.
21. PNUD, 2012 (classement IDH)
22. Programme d'Appui au Développement des Zones Défavorisées, 2011. OIT/AFD
23. Progrès de mise en œuvre du développement durable en Afrique du Nord. Préparation de Rio+20. 2012.
24. Rapport de la Banque Centrale d'Algérie, 2012.
25. Rapport annuel de l'Agence d'Etat Suna. Décembre 2012
26. Rapport annuel de l'Institut National des Statistiques de Tunisie, 2012.
27. Rapport national sur les OMD en Algérie, 2010.
28. Rapports national sur le développement durable. Préparation de Rio+20. Algérie, 2011
29. Rapports national sur le développement durable. Préparation de Rio+20. Mauritanie, 2012
30. Rapports national sur le développement durable. Préparation de Rio+20. Tunisie, 2011
31. Situation économique de l'Algérie en 2012 et Perspectives 2013. Direction du Trésor Français. Nov. 1012.

Annexe 1.

Cadre Institutionnel		Politique et Stratégies	Moyens de mise en œuvre	Objectifs de Développement Durable	Economie verte
Algérie Création de nombreuses agences et organes de gestion et de régulation La loi n° 04-09 du 14 août 2004 relative à la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique 100 millions de dollars sur fonds propres pour l'atténuation des émissions des gaz à effet de serre en séquestrant et en stockant le carbone dans les formations géologiques à Ain Salah (Sud de l'Algérie). Taxe de 0.5% prélevée sur la fiscalité pétrolière pour les énergies renouvelables Mise en œuvre de programmes de soutien à une croissance verte et inclusive. Renforcement de l'approche intersectorielle et de la gestion intégrée et durable des RN.	Renforcer et adapter le cadre institutionnel et juridique pour mieux s'adapter aux défis émergents	Elaboration d'une stratégie d'intégration efficiente des 3 piliers du DD Promouvoir une approche intégrée de planification des constructions de villes durables par des transports propres et efficaces, des réseaux de communication performants et une qualité de vie meilleure Elaborer et mettre en œuvre des programmes de réduction du chômage financés à partir des rentes des hydrocarbures	Renforcer les mécanismes de développement et de transfert de technologies propres Renforcer les capacités en termes de prise en charge des défis liés aux changements climatiques et d'économie verte	Améliorer la part des énergies renouvelables dans la production de l'électricité (40% en 2030) Créer une croissance génératrice d'emplois Appuyer l'intégration du développement durable dans le système éducatif Prise en compte des impacts liés aux changements climatiques (désertification, ressources en eau et agriculture) Consolider les acquis en matière de lutte contre la désertification et de restauration des écosystèmes fragiles	Accélération de la transition vers une économie verte par la mise en place de mécanismes adaptés dans les secteurs clés (eau, hydrocarbures, énergie, conservation des sols) Mise en place d'une comptabilité environnementale Améliorer les modes de production et de consommation durables Favoriser les filières stratégiques de croissance verte pour développer l'industrie Mettre en place des programmes intersectoriels de promotion d'emplois verts durables dans un objectif d'éradication de la précarité et d'élimination de la pauvreté
	Renforcer et adapter le cadre institutionnel et juridique pour mieux s'adapter aux défis émergents	Elaboration d'une stratégie d'intégration efficiente des 3 piliers du DD Promouvoir une approche intégrée de planification des constructions de villes durables par des transports propres et efficaces, des réseaux de communication performants et une qualité de vie meilleure Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de tourisme durable à l'horizon 2020 Elaborer et mettre en œuvre des programmes d'éradication de la pauvreté, de sécurité alimentaire et de réduction du chômage financés à partir des rentes des hydrocarbures	Renforcer les capacités en termes de suivi, d'alerte et de prévisions sur les changements climatiques Renforcer les mécanismes de développement et de transfert de technologies propres	Créer une croissance génératrice d'emplois Prise en compte des impacts liés aux changements climatiques (ressources en eau, agriculture et énergie) Appuyer l'intégration du développement durable dans le système éducatif Valoriser les savoir-faire et pratiques traditionnelles pour stopper et inverser la perte de la biodiversité	Améliorer les modes de production et de consommation durables Renforcer les politiques fiscales en faveur de l'économie verte Mettre en place des programmes intersectoriels de promotion d'emplois verts durables dans un objectif d'éradication de la précarité et d'élimination de la pauvreté

Libye Aucune vision stratégique pour la promotion de l'économie verte Forte dépendance de l'économie vis-à-vis des Hydrocarbures	Créer et adapter le cadre institutionnel et juridique pour mieux s'adapter aux défis émergents Fournir une orientation politique forte du gouvernement libyen axée sur le développement durable Identifier des actions spécifiques pour la promotion du développement durable à tous les niveaux de prise de décision	Elaboration d'une stratégie d'intégration efficiente des 3 piliers du DD Elaboration d'une stratégie de gestion des impacts liés aux changements climatiques	Mettre en place un partenariat cohérent et solide avec les organismes, fonds et programmes du système des Nations Unies, y compris institutions financières et commerciales Elaborer et mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités pour une meilleure prise en compte des défis liés aux changements climatiques et à l'intégration de l'économie verte	Créer une croissance génératrice d'emplois Appuyer l'intégration du développement durable dans le système éducatif Création de réseaux d'information et d'échange sur le développement durable Renforcement du système éducatif et de l'adéquation formation-emploi Favoriser les filières stratégiques de croissance verte pour développer l'industrie	Elaborer une vision intégrée pour la promotion d'une croissance verte et inclusive Mise en place de programmes d'information et de sensibilisation du public sur les effets bénéfiques de l'économie verte Mettre en place une fiscalité environnementale (ressources pétrolières) en faveur de la transition vers une économie verte Favoriser les filières stratégiques de croissance verte pour développer l'industrie
	Maroc Mise en place d'une panoplie d'instruments techniques, juridique, institutionnels et financiers de soutien à la politique environnementale, de développement durable et de promotion de l'économie verte	Renforcer le cadre institutionnel et juridique pour mieux s'adapter aux défis émergents, notamment pour la transition vers une croissance verte et inclusive Promouvoir une approche intégrée de planification des constructions de villes durables par des transports propres et efficaces, des réseaux de communication performants et une qualité de vie meilleure Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de tourisme durable à l'horizon 2020	Renforcer le partenariat technique et financier pour une meilleure conservation de la biodiversité Appui à la conservation de la biodiversité (banques génétiques et plans de biosécurité)	Intégrer efficacement la question d'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes au développement durable Créer une croissance génératrice d'emplois Evaluation des coûts de perte de la biodiversité Améliorer la part des énergies renouvelables dans la production nationale d'énergie Renforcer les synergies entre les processus de mise en œuvre des conventions majeures de Rio (biodiversité, changements climatiques et lutte contre la désertification) Valoriser les savoir-faire et pratiques traditionnelles pour stopper et inverser la perte de la biodiversité	Améliorer les modes de production et de consommation durables Accompagnement des entreprises vers une économie verte Favoriser les filières stratégiques de croissance verte pour développer l'industrie Mettre en place des programmes intersectoriels de promotion d'emplois verts durables dans un objectif d'éradication de la précarité et d'élimination de la pauvreté

Mauritanie	Créer et adapter le cadre institutionnel et juridique pour mieux s'adapter aux défis émergents	Elaboration d'une stratégie d'intégration efficiente des 3 piliers du DD	Accélération de l'atteinte des OMDs	Elaborer une vision intégrée pour la promotion d'une croissance verte et inclusive
<p>Cadre institutionnel, du DD, encore incomplet et peu cohérent.</p> <p>Forte vulnérabilité climatique</p> <p>Les défis émergents n'y sont pas intégrés Documents muets sur le financement du DD.</p> <p>Le développement et les transferts de technologies ne sont pas intégrés</p> <p>Plusieurs outils préparatifs à la transition vers une économie verte ont été produits mais non adoptés et non intégrés dans les politiques</p> <p>Avancée en matière de gestion des déchets plastiques</p> <p>Rôle économique majeur des Ressources Naturelles (Mines et Ressources Halieutiques)</p>	<p>Prendre en compte les Stratégie de gestion des impacts liés aux changements climatiques, notamment ceux relatifs à la sécurité de la ressource en eau, à la dégradation des sols et du couvert végétal, aux ressources halieutiques, et à la préservation des espaces urbains côtiers</p> <p>Amélioration de la gouvernance locale du développement durable</p> <p>Elaborer et mettre en œuvre des programmes d'éradication de la pauvreté, de sécurité alimentaire et de réduction du chômage, notamment chez les jeunes, financés à partir des rentes de l'activité minière</p>	<p>Elaboration d'une stratégie de partenariat, de renforcement de capacités et de mobilisation des financements pour une meilleure intégration des enjeux du DD</p> <p>Mobilisation des financements et renforcement de capacités pour une meilleure conservation de la biodiversité</p>	<p>Elaboration d'un système d'informations adapté</p> <p>Création d'une croissance génératrice d'emplois</p> <p>Création d'institutions chargées des technologies de l'environnement et de la recherche appliquée en matière de DD</p> <p>Renforcement du rôle des Universités et des centres de formation technique dans la promotion du développement durable</p> <p>Cartographie de la vulnérabilité climatique à l'horizon 2030 et 2050</p> <p>Evaluation des coûts liés à la désertification et aux changements climatiques</p> <p>Lutte contre la pêche illicite, non réglementée (pêche INN) en adoptant et en appliquant des outils efficaces, conformément au droit international</p> <p>Renforcer le programme de protection de la ville de Nouakchott comme base d'une vision 'villes durables' à étendre à d'autres centres urbains comme Nouadhibou, Atar et Kiffa</p> <p>Valoriser les savoir-faire et pratiques traditionnelles pour stopper et inverser la perte de la biodiversité</p>	<p>Mise en place de programmes d'information et de sensibilisation du public sur les effets bénéfiques de l'économie verte</p> <p>Mettre à jour et adopter les outils et instruments existants</p> <p>Renforcer la politique de gestion des déchets plastiques comme base de la politique de promotion de l'économie verte</p> <p>Mettre en place des programmes intersectoriels de promotion d'emplois verts durables dans un objectif d'éradication de la précarité et d'élimination de la pauvreté</p>

Tunisie	<p>Mise en place de plusieurs organes et institutions politiques et techniques adaptés à la prise en compte des enjeux du DD</p> <p>Bonne performance des instituts de Recherche/Développement dans le domaine du DD</p> <p>Prédominance des approches sectorielles au détriment de l'approche intégrée</p>	<p>Optimisation du cadre institutionnel pour une meilleure prise en compte des défis émergents</p>	<p>Elaboration d'une stratégie d'intégration efficiente des 3 piliers du DD</p> <p>Meilleure intégration de l'environnement dans les politiques publiques</p> <p>Renforcement du développement local et de la décentralisation</p> <p>Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de tourisme durable à l'horizon 2020</p>	<p>Mise en place d'un dispositif de veille stratégique sur le développement durable</p> <p>Développement de nouveaux partenariats et mécanismes d'échanges et de coopération</p> <p>Appui à la conservation de la biodiversité (banques génétiques et plans de biosécurité)</p>	<p>Maîtrise insuffisante de l'information liée à l'environnement et au développement durable</p> <p>Renforcement des systèmes d'informations existants pour une meilleure prise en compte des nouveaux défis</p> <p>Création d'une croissance génératrice d'emplois</p> <p>Renforcer le suivi des impacts liés aux changements climatiques (désertification, ressources en eau, biodiversité, et industrie)</p> <p>Amélioration des synergies entre les processus de mise en œuvre des conventions majeures de Rio (biodiversité, changements climatiques et lutte contre la désertification)</p> <p>Valoriser les savoir-faire et pratiques traditionnelles pour stopper et inverser la perte de la biodiversité</p>	<p>Améliorer les modes de production et de consommation durables</p> <p>Accompagnement des entreprises vers une économie verte</p> <p>Favoriser les filières stratégiques de croissance verte pour développer l'industrie</p> <p>S'adapter aux innovations et évolutions technologiques (technologies propres)</p> <p>Mettre en place des programmes intersectoriels de promotion d'emplois verts durables dans un objectif d'éradication de la précarité et d'élimination de la pauvreté</p>
Soudan	<p>Forte croissance économique</p> <p>Potentiel agricole important</p> <p>Forte vulnérabilité climatique</p> <p>Surexploitation des ressources naturelles</p> <p>Absence de vision en matière de développement durable</p>	<p>Créer et adapter le cadre institutionnel et juridique pour mieux s'adapter aux défis émergents</p>	<p>Elaboration d'une stratégie de développement durable à l'horizon 2020 avec un accent fort sur l'intégration efficiente des 3 piliers du DD dans les stratégies sectorielles</p> <p>Intégration de l'environnement dans les politiques publiques</p> <p>Elaboration d'une stratégie de sécurité alimentaire sous-tendue par des objectifs d'intégration régionale (accords d'échanges commerciaux sur les produits agricoles)</p> <p>Elaborer et mettre en œuvre des programmes d'éradication de la pauvreté, de sécurité alimentaire et de réduction du chômage financés à partir des rentes des hydrocarbures</p>	<p>Renforcement de l'implication du citoyen et de la société civile dans les prises de décision en matière de développement</p> <p>Renforcement des capacités en termes de maîtrise des outils et mécanismes de productions durables (notamment dans le secteur agricole) dans un objectif de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté</p>	<p>Améliorer les dispositifs d'information (BDD, indicateurs...), de suivi et d'évaluation</p> <p>Création d'une croissance génératrice d'emplois</p> <p>Cartographie de la vulnérabilité climatique à l'horizon 2030 et 2050</p> <p>Renforcement du système éducatif et de l'adéquation formation-emploi</p> <p>Valoriser les savoir-faire et pratiques traditionnelles pour stopper et inverser la perte de la biodiversité</p>	<p>Elaborer une vision intégrée pour la promotion d'une croissance verte et inclusive</p> <p>Mise en place de programmes d'information et de sensibilisation du public sur les effets bénéfiques de l'économie verte</p>

